

Étude des crédits 2014-2015

**Demande de renseignements
généraux et particuliers**



Demandes générales

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
1	<p>Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">a. les détails de ces ententes;b. les résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant.
2	<p>Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère <u>au Québec</u> par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014:</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;b) les coûts ventilés;c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;b) les noms des firmes de publicité;c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p> <p><u>Par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;b) le but visé par chaque dépense;c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement; <p><u>Par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;e) le but visé par chaque dépense;f) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;g) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;h) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);i) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc..
5	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;b) le but recherché par chaque dépense. <p><u>Organisée par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none">c) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;d) le nom de la ou des firmes de publicité;e) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

#	Demandes de renseignements généraux
	f) les noms des fournisseurs ou des consultants; g) le but visé par chaque dépense.
6	La liste des dépenses en formation de communication : <u>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</u> a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; b) le but visé par chaque dépense.
7	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
9	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11	Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.
12	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes

#	Demandes de renseignements généraux
	<p>qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;</p> <p>i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;</p> <p>j) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;</p> <p>k) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la <i>Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>.</p>
13	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:</p> <p>a) la photocopie;</p> <p>b) le mobilier de bureau;</p> <p>c) l'ameublement;</p> <p>d) le distributeur d'eau de source;</p> <p>e) le remboursement des frais de transport;</p> <p>f) le remboursement des frais d'hébergement;</p> <p>g) le remboursement des frais de repas;</p> <p>h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;</p> <p>i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :</p> <p>I. a) au Québec;</p> <p>II. b) à l'extérieur du Québec.</p>
14	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <p>a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;</p> <p>b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);</p> <p>c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;</p> <p>d) les coûts d'acquisition des appareils;</p> <p>e) le coût d'utilisation des appareils;</p> <p>f) le coût des contrats téléphoniques;</p> <p>g) les noms des fournisseurs;</p> <p>h) le nombre de minutes utilisées;</p> <p>i) les ordinateurs portables.</p>
15A	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :</p> <p>– le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;</p>
15B	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :</p> <p>– le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.</p>
15C	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :</p> <p>– le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.</p>
15D	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation):</p> <p>– le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée.</p>
15E	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation):</p> <p>– le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).</p>

#	Demandes de renseignements généraux
15F	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : <ul style="list-style-type: none"> – le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
15G	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : <ul style="list-style-type: none"> – le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée.
15H	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : <ul style="list-style-type: none"> – le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
15I	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : <ul style="list-style-type: none"> – le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
15J	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): <ul style="list-style-type: none"> – l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
15K	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): <ul style="list-style-type: none"> – l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
15L	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : <ul style="list-style-type: none"> – le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
15M	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): <ul style="list-style-type: none"> – le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions).
15N	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): <ul style="list-style-type: none"> – le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
16A	Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : <ul style="list-style-type: none"> – le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014.
16B	Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : <ul style="list-style-type: none"> – le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
16C	Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : <ul style="list-style-type: none"> – le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées.
16D	Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : <ul style="list-style-type: none"> – le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux : <ol style="list-style-type: none"> a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail;

#	Demandes de renseignements généraux
	<p>i) le propriétaire de l'espace loué;</p> <p>j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.</p>
18	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacun des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.
19	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :</p> <p>a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;</p> <p>b) le titre de la fonction;</p> <p>c) l'adresse du port d'attache;</p> <p>d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;</p> <p>e) la prime de départ versée, le cas échéant;</p> <p>f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;</p> <p>g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;</p> <p>h) la description de tâches;</p> <p>i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;</p> <p>j) le nombre total d'employés au cabinet;</p> <p>k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;</p> <p>l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;</p> <p>m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>.</p>
20	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;</p> <p>b) la circonscription électorale;</p> <p>c) le montant attribué;</p> <p>d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.</p>
21	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <p>a) le nom de la personne;</p> <p>b) le poste occupé;</p> <p>c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;</p> <p>d) l'assignation initiale;</p> <p>e) la date de l'assignation hors structure;</p> <p>f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</p>
22	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <p>a) le poste initial;</p> <p>b) le salaire;</p> <p>c) le poste actuel, s'il y a lieu;</p> <p>d) la date de la mise en disponibilité;</p> <p>e) les prévisions pour 2014-2015.</p>
23	Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2013-2014.

#	Demandes de renseignements généraux
24	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; d) les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison; e) la réservation de loges; f) les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
26	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.
27	<p>Nominations, depuis le 1er avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste; b) les mandats; c) les contrats octroyés pour chaque mandat; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.
28	<p>Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.</p>
29	<p>Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.
30	<p>La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées;

#	Demandes de renseignements généraux
	c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
31	La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
32	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.
33	Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.
34	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et les prévisions 2014-2015.
35	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
37	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.
38	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
39	Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
40	Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
41	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

#	Demandes de renseignements généraux
42	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
43	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
44	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
45	Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 1 - Voyages hors QC

Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 : les endroits et dates de départ et de retour; la copie des programmes et rapports de mission; les personnes rencontrées; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.); les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés; la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour; les investissements annoncés, le cas échéant.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Lessard, Carl	Directeur générale des politiques et des opérations budgétaires	Ottawa, Ontario	32e conférence intergouvernementale annuelle sur le budget	19 au 20 août 2013	1 157, 59 \$
Rainville, Claire	Directrice générale des politiques et des opérations budgétaires				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 1 - Voyages hors QC

Liste des voyages Hors Québec pour l'année financière 2013-2014 : les endroits et dates du départ et du retour; une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission; les personnes rencontrées; le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant; les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage; la copie des rapports de mission; les investissements annoncés, le cas échéant.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques de ressources humaines et aux relations de travail					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Duclos, Charles	Directeur générale des politiques de rémunération	Toronto, Ontario	Participer à une rencontre interprovinciale dont l'objectif est d'échanger des informations ayant trait aux enjeux, stratégies et résultats des négociations avec les employés des secteurs public et parapublic (réseau de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation).	17 au 20 juin 2013	1 244,02 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 1 - Voyages hors QC

Liste des voyages Hors Québec pour l'année financière 2013-2014 : les endroits et dates du départ et du retour; une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission; les personnes rencontrées; le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant; les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage; la copie des rapports de mission; les investissements annoncés, le cas échéant.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Doutriaux Rianderie, Bruno	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics	St-John's, Terre-Neuve	Participer au Forum 2013 du Conseil canadien des marchés publics et de représenter le Québec à la réunion annuelle de la Table de négociations sur les marchés publics, laquelle se réunit pour discuter du chapitre 5 - Marchés publics - de l'Accord sur le commerce intérieur.	3 au 7 novembre 2013	2 546,56 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 1 - Voyages hors QC

Liste des voyages Hors Québec pour l'année financière 2013-2014 : les endroits et dates du départ et du retour; une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission; les personnes rencontrées; le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant; les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage; la copie des rapports de mission; les investissements annoncés, le cas échéant.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Martineau, Réal	Directeur de la sécurité et de la préservation du patrimoine numérique	Toronto, Ontario	Permettre l'échange d'information et de pratiques exemplaires ainsi que la discussion des questions de gestion de l'authentification qui sont propres au secteur public, fédéral, provincial et territorial. De plus un mécanisme convenu entre les administrations devrait permettre de mettre à profit les capacités de gestion de l'identité élaborées au sein de tous les secteurs publics et de traiter les questions comme celles des changements apportés aux lois, ou le développement d'une gouvernance et à long terme en matière de gestion de l'identité. M. Martineau a fait une présentation dans le cadre d'une rencontre pancanadienne sur l'étude de positionnement sur l'authentification gouvernementale	6 au 9 novembre 2013	1 843,14 \$
Boivin, Benoît	Secrétaire associé auprès du dirigeant principal de l'information	Toronto, Ontario	Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public et le conseil de la prestation des services du secteur public ont pour mission d'améliorer la prestation des services électroniques au public grâce à une collaboration accrue et à un leadership concerté en matière de ressources informationnelles	4 au 6 mars 2014	2 124,07 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 2 – Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets

Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014: l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; les coûts ventilés; le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet du Président du Conseil du trésor

ITINÉRAIRE	DATE DE DÉPART	DATE DE RETOUR	COÛT
Bagotville – Montréal – Bagotville, 3 passagers	21 juin 2013	21 juin 2013	4 311,84 \$
Montréal – Bagotville – Montréal, 3 passagers	12 septembre 2013	12 septembre 2013	3 389,34 \$
Québec – Bagotville – Québec, 3 passagers	9 octobre 2013	9 octobre 2013	1 841,33 \$
Bagotville – Québec – Montréal – Québec, 3 passagers	2 décembre 2013	2 décembre 2013	4 635,08 \$
Shawinigan – Montréal, 1 passager	4 février 2014	4 février 2014	758,26 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 3 - Publicité, articles promotionnels et commandites

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015; les noms des firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Arvidien inc., L'	X				Publicité dans le journal «Le Chicoutimien»	375,00
Association des économistes québécois	X				Appui financier, 39e édition du Congrès annuel de l'Association des économistes québécois	1 000,00
Asystel inc.	X				Achat de bannières, bureau de circonscription	626,66
Asystel inc.	X				Achat de porte-bannière, bureau de circonscription	299,96
Asystel inc.	X				Fiches d'information pour les mesures d'urgence	206,85
Bell Canada	X				Annonces dans le pages bleues	2 766,01
Bell Média inc.	X				Publicité dans la programmation de la radio «NRJ Saguenay-Lac-St-Jean»	424,50
Bell Média inc.	X				Publicité dans la programmation de la radio «Rouge FM»	424,50
Centre de ressources et promotions du Québec	X				Publicité dans la revue «Jeunesse j'écoute»	295,00
Centre de services partagés du Québec	X				Publicité dans le journal «Le Soleil»	1 103,76
Centre de services partagés du Québec	X				Service de placement médias dans le cadre de la campagne de recrutement collégiale 2012	525,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 3 - Publicité, articles promotionnels et commandites

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015; les noms des firmes de publicité; le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Centre de services partagés du Québec	X				Publicité dans le «Journal des employés du gouvernement du Québec»	476,47
Chevaliers de Colomb du conseil Rivière Petit Saguenay, Les	X				Publicité - Brunch bénéfice Bas-Saguenay	100,00
CIAO Technologies inc.	X				Appui financier, journée dédiée à l'accessibilité web, 2013	1 000,00
Club de Moto du Saguenay inc.	X				Publicité dans carnet de route	200,00
CNW Telbec	X				Transmission de communiqués de presse	1 076,40
Copies de la Capitale inc., Les	X				Impression, dépliant de l'offre de services de la direction de la mise en œuvre de la loi sur l'administration publique	87,93
Copies Deluxe	X				Impression de matériel publicitaire pour les activités courantes, bureau de circonscription	48,00
Copiexpress enr.	X				Impression de la politique cadre de gestion des ressources humaines	2 267,00
Copiexpress enr.	X				Impression du document «Bilan des programmes et mesures accès égalité en emploi»	220,86
Corporation Sun Média	X				Publicité dans le Journal de Montréal et de Québec - Fête Nationale	158,33
Festival de musique du Royaume inc.	X				Publicité lors de l'annonce du Festival	500,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 3 - Publicité, articles promotionnels et commandites

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015; les noms des firmes de publicité; le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Fondation Ordina-cœur	X				Publicité dans le magazine de la fondation Ordina-Cœur	295,00
Fonds non-publics de la Base militaire de Bagotville	X				Publicité dans le cadre des célébrations du spectacle aérien international de Bagotville	500,00
Groupe TVA inc.	X				Publicité pour les 15 ans de Stéphane Bédard à l'Assemblée	210,00
Hockey Saguenay - Lac-Saint-Jean inc.	X				Publicité dans le site de l'association de hockey Saguenay - Lac-Saint-Jean	50,00
I.Q. L'atelier Coopérative de solidarité	X				Publicité dans le magazine «Zone Occupée»	120,00
Imprimerie D.G.M.	X				Publicité dans le répertoire du centre-ville de Chicoutimi	195,00
InfoSaguenay	X				Publicité dans le site «Info Saguenay»	90,00
Institut d'administration publique de Québec	X				Appui financier, Prix «réalisation gouvernement en ligne»	15 000,00
Institut d'administration publique de Québec	X				Appui financier, Prix d'excellence de l'administration publique du Québec	5 000,00
J. B. Deschamps inc.	X				Impression des brochures sur l'intégrité des contrats publics	1 060,00
Knight Riders	X				Publicité dans le cahier des activités	100,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 3 - Publicité, articles promotionnels et commandites

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015; les noms des firmes de publicité; le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Médias transcontinental S.E.N.C.	X				Publicité dans le courrier du Saguenay	921,00
Napperon de la Recherche, Le	X				Publicité - Annonces promotionnelles	250,00
Numériqca inc.	X				Impression du dépliant promotionnel de la plateforme de collaboration destinée à la communauté des dirigeants de l'information et leur entourage	652,16
Numériqca inc.	X				Impression de signets pour l'octroi de contrats marchés publics	238,71
Outil de travail quotidien du personnel enseignant	X				Publicité dans le cahier promotionnel du personnel enseignant	199,00
Quotidien, Le	X				Publicité dans le journaux «Le Quotidien» et «Le progrès - dimanche»	3 656,95
Radio Saguenay inc.	X				Publicité dans la programmation de la radio «CKRS»	475,00
Rencontre Entraide	X				Publicité dans le programme Souper rencontre, 2013	250,00
Réseau action TI Québec	X				Appui financier à la Journée de l'informatique du Québec 2013	10 000,00
Salon des animaux exotiques à Saguenay	X				Publicité dans la Salon des animaux exotiques	200,00
Société historique du Saguenay	X				Publicité dans la revue Saguenayensia	56,25
Syndicat local de l'UPA Fjord du Saguenay	X				Publicité pour le brunch de l'association	300,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 3 - Publicité, articles promotionnels et commandites

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015; les noms des firmes de publicité; le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l’organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Télébec, société en commandite	X				Annonce dans les Pages bleues	120,00
Tournoi novice en fête	X				Publicité dans le guide du tournoi «novice en fête»	500,00
Université du Québec à Chicoutimi	X				Publicité dans un colloque à l'Université du Québec à Chicoutimi	173,95
Université Laval	X				Appui financier, Conférence internationale annuelle sur la recherche en matière de gouvernement électronique	3 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 4 - Conférences de presse, événements

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : <u>Par le ministère ou l'organisme</u> : la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; le but visé par chaque dépense; le nombre total d'événements ventilé par type d'événement; <u>Par une firme externe</u> : la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; le but visé par chaque dépense; le nombre total d'événements ventilé par type d'événement; le nom du professionnel ou de la firme de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc..			
TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
Conférence de presse pour annoncer que le gouvernement du Québec et les villes de Québec, Montréal, Gatineau et Sherbrooke adoptent une licence commune d'utilisation (19 février 2014)	Le ministre Bédard a dévoilé, en présence des maires de Québec, Montréal, Gatineau et Sherbrooke, une entente prévoyant l'adoption, dans un esprit d'ouverture et de collaboration, d'une licence commune d'utilisation de leurs données ouvertes.	Aucun	Les dépenses liées à cette annonce ont été assumées par la Ville de Québec.
Conférence de presse pour annoncer les contrats dans l'industrie de la construction - Le gouvernement du Québec dépose un projet de loi pour faciliter le remboursement des sommes payées en trop (13 novembre 2013)	Le ministre St-Arnaud et le ministre Bédard ont annoncé le dépôt du projet de loi no 61 qui propose de nouveaux moyens pour recouvrer les sommes payées injustement par les organismes publics aux entreprises exerçant leurs activités dans l'industrie de la construction.	Aucun	Aucun frais
Conférence de presse pour annoncer la création d'un centre spécialisé en ressources informationnelles à Saguenay : 30 nouveaux emplois en région (27 septembre 2013)	Le ministre Bédard a annoncé la création d'un centre de développement de solutions en ressources informationnelles à Saguenay. La mise en place de ce centre générera 30 nouveaux emplois dans la région.	Université du Québec à Chicoutimi (location de salle), café/eau/jus Frais d'hébergement : Le Montagnais Hôtel et Centre de congrès Frais de déplacement : Location d'automobile chez Discount	Les dépenses liées à l'organisation de cette annonce ont été assumées par l'Université du Québec à Chicoutimi. 101,18 \$ 60,94 \$
Conférence de presse pour faire le bilan des six premiers mois d'utilisation du logiciel libre dans les organismes publics (20 septembre 2013)	Le ministre Bédard a dressé un premier bilan positif des mesures annoncées par le gouvernement pour accroître l'utilisation du logiciel libre dans les organismes publics.	Aucun	Aucun frais

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 4 - Conférences de presse, événements

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : <u>Par le ministère ou l'organisme</u> : la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; le but visé par chaque dépense; le nombre total d'événements ventilé par type d'événement; <u>Par une firme externe</u> : la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; le but visé par chaque dépense; le nombre total d'événements ventilé par type d'événement; le nom du professionnel ou de la firme de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc..			
Conférence de presse pour annoncer la création d'un centre spécialisé en ressources informationnelles à Rimouski : 30 nouveaux emplois en région (19 septembre 2013)	Le ministre Bédard et le député Irvin Pelletier ont annoncé la création d'un centre de développement de solutions en ressources informationnelles à Rimouski. La mise en place de ce centre générera 30 nouveaux emplois dans la région.	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) Université de Rimouski à Québec Frais d'hébergement Frais de déplacement Frais pour repas	Les dépenses liées à l'organisation de cette annonce ont été assumées par l'Université du Québec à Rimouski. Aucun 264,88 \$ 29,65 \$
Conférence de presse – Le gouvernement présente les conséquences pour les entreprises qui échouent le test d'intégrité de la Loi 1 (21 juin 2013)	Le ministre Bédard a présenté les conséquences auxquelles s'exposent les entreprises qui se voient refuser une autorisation de contracter par l'Autorité des marchés financiers (Autorité), en vertu de la Loi 1, ainsi que les démarches de réhabilitation dans lesquelles elles doivent s'engager.	Édifice Gérald-Godin à Montréal Frais d'hébergement Frais de déplacement Frais pour repas	Aucun 136,82 \$ 11,44 \$
Conférence de presse pour annoncer le dépôt d'un projet de loi pour simplifier le processus d'embauche dans la fonction publique (14 mai 2013)	Le ministre Bédard a déposé le projet de loi no 41, Loi modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation des emplois qui vient simplifier le processus d'embauche et permettre à l'État d'être plus concurrentiel sur le marché de l'emploi.	Aucun	Aucun frais
Plan québécois des infrastructures 2013-2023 - Des investissements majeurs gérés de façon rigoureuse (26 avril 2013)	Le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor, M. Stéphane Bédard, a dévoilé aujourd'hui le Plan québécois des infrastructures (PQI) 2013-2023. Ce plan, dont les investissements atteignent 92,3 G\$, propose aux Québécois une véritable vision de planification et de gestion des infrastructures.	Aucun	Aucun frais

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Unités centrales						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Aéronolisement	X				Trajet : Bagotville – Québec – Montréal – Québec	4 635,08
Aéronolisement	X				Trajet : Bagotville – Montréal – Bagotville	4 311,84
Aéronolisement	X				Trajet : Montréal – Bagotville – Montréal	3 389,34
Aéronolisement	X				Trajet : Québec – Bagotville – Québec	1 841,33
Cedrom-Sni inc.	X				Eureka.cc « Recherche d'information d'actualité dans les hebdomas régionaux »	7 918,00
Cision Québec inc.				X	Revue de presse écrite, 2013-2014	10 000,00
CNW Telbec	X				Transmission de communiqués de presse, 2013-2014	1 200,00
Copiexpress enr.	X				Service d'impression, Rapport du président sur l'administration publique	3 053,00
Copiexpress enr.	X				Service d'impression, Rapport annuel de gestion 2012-2013	1 103,92
Foss National Leasing				X	Essence voiture du ministre 2013-2014	4 000,00
Institut d'administration publique de Québec	X				Appui financier, Prix d'excellence de l'administration publique du Québec	5 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Unités centrales						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Publication CCH Ltée	X				Contrats des organismes publics québécois - feuilles mobiles, 2014-2015	1 230,00
Publication CCH Ltée	X				Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale - feuilles mobiles, 2014-2015	1 050,00
Publications CCH Ltée	X				Colloque - «Quoi de neuf en protection des renseignements personnels», 1 jour, 3 participants	1 185,00
Quotidien, Le	X				Publicité, 2013-2014	2 975,50
Robert Pelletier Communications	X				Formation de porte-parole, 2 jours, 1 participant	2 500,00
Services de café Van Houtte inc.	X				Café et accessoires, 2013-2014	1 529,96
Tabagie C.M.	X				Journaux pour le bureau de comté, 2013-2014	1 800,00
Université Laval	X				Éthique organisationnelle: répondre aux défis, 3 jours, 1 participant	1 200,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
1E Limited	X				Renouvellement annuel du logiciel d'ouverture et de fermeture à distance du poste de travail, 2013-2014	3 782,80
AFI expertise	X				Formation «Oracle Database: Administration Workshop I Ed», 2,5 jours, 1 participant	4 250,00
AFI expertise	X				Formation «Windows Server Comptia Network+», 5 jours, 2 participants	4 050,00
Alia Conseil	X				Préparation et animation, 1 jour, 1 participant	1 000,00
Aramis Recherche et analyse marketing Internet inc.	X				Réaliser un sondage d'opinion par Internet auprès des utilisateurs du site Web «Portail Carrières»	15 800,00
Association des économistes québécois	X				Appui financier, 39e édition du Congrès annuel de l'Association des économistes québécois	1 000,00
Atlassian	X				Renouvellement annuel du support pour les licences de Jira, Tempo et Gantt Chart	6 980,00
Aubé, Mireille, nutritionniste	X				Services en ressources humaines	8 036,70
Autocars Orléans Express inc.	X				Transport en autobus, 2013-2014	5 500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Bell Canada		X			Renouvellement du contrat de service pour le support d'urgence du cœur du réseau informatique	12 957,58
Bell Canada		X			Renouvellement annuel planifié du support physique et logiciel du service de gestion du réseau informatique	9 258,42
Bell Canada				X	Acquisition de logiciel, des mises à jour et du support logiciel pour la sécurité des postes et serveurs	8 905,27
Bell Canada	X				Câbles Ethernet	4 280,16
Bell Canada		X			Acquisition de 100 cartouches pour les copies de sécurité, 5 cartouches de nettoyage et 105 étiquettes numérotées	3 767,30
Bell Canada	X				Renouvellement des licences permettant de se connecter au réseau informatique à distance	3 133,25
Bell Canada	X				Annonce dans les pages bleues	3 000,00
Bell Canada	X				Service d'entretien des serveurs	2 475,29
Bell Canada	X				Acquisition de 2 adaptateurs fibre optique longue distance	1 291,52

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Bell Canada	X				Service en télécommunications lors des réaménagements, 2013-2014	1 000,00
Bell Mobilité inc.	X				Formation RIM - Blackberry (BES 5), 2 jours, 2 participants	1 398,00
Bibeau, Pierre	X				Services conseils en technologies de l'information - Microsoft Exchange	2 337,50
Bissonnette, Doris	X				Services conseils en technologies de l'information	2 273,75
Boucher, Richard	X				Achat de fournitures de bureau	2 079,06
Cansel Survey Equipment Inc.	X				Renouvellement annuel du logiciel d'architecture Autocad, 2013-2014	2 640,00
CGA Architectes inc.	X				Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	12 000,00
Communication Demo inc.	X				Revue de presse des journaux	2 322,86
Communications Duplessis inc.	X				Renouvellement de maintenance pour les 170 licences du serveur BES permettant la connexion des téléphones intelligents au réseau informatique	4 465,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Compugen	X				Achat d'outil de filtration des courriers (SPAM) et assurance, 2013-2014	4 025,54
Compugen	X				Acquisition de 2 cartes pour la connexion des hôtes dans la cadre du projet de la virtualisation	3 108,60
Corporate Express Canada inc.				X	Fournitures de bureau, 2013-2014	1 168,85
Courrier Canbec 1980 inc.	X				Service de messagerie rapide, 2013-2014	2 000,00
Coveo Solutions	X				Renouvellement annuel planifié du support logiciel pour les licences de recherche pour contenu d'entreprise	7 040,00
Dell Canada	X				Licences pour la prise de copies de sécurité, 2013-2014	12 256,92
Dell Canada		X			Achat d'un tiroir PowerVault MD1200 12 disques et accessoires	11 713,20
Dell Canada		X			Achat de licences permettant l'administration, le contrôle du réseau et la création des rapports	8 500,00
Dell Canada	X				Formation des administrateurs CommVault pour l'archivage des données	2 700,00
Deveault, Renée	X				Vaccination antigrippale, Automne 2013, 145 personnes	2 320,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLlicitation				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Discover Communications Inc.				X	Communications sans fil: achats d'appareils et d'accessoires, 2013-2014	3 994,40
DJJ Consultants		X			Achat de licences RedHat Linux	20 210,00
F.D. Jul inc.	X				Service de démantèlement d'un système mini-mobilex	1 639,99
Formation AFI	X				Configuration, gestion et résolution des problèmes Microsoft-Exchange Server, 5 jours, 2 participants	4 050,00
Formation AFI	X				Configuring Advanced Windows Server Services, 5 jours	4 050,00
Formation AFI	X				Formation «Planning and Managing Windows 7 Desktop Deployments and Environnements», 5 jours, 1 participant	2 025,00
Formatout inc.	X				Honoraires du conférencier au Colloque - annuel, 10 édition «Pour vivre la transition autrement, plongez dans le changement»	2 752,00
Fresche Solutions inc.	X				Achat des licences, entretien et support technique pour une application d'exploitation des données de ressources humaines	6 847,75
Fujitsu Conseil	X				Renouvellement pour 2 ans des droits d'utilisation pour la solution de référentiel intégré de méthodes et meilleures pratiques	15 624,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Gardien virtuel inc.	X				Audit de sécurité de site web gouvernemental	16 150,00
Globex courrier express international inc.				X	Courrier rapide 1 - 2 - 4 - heures pour la région de Québec, 2013-2014	3 500,00
GPBL	X				Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	5 000,00
Groupe Excelso	X				Abonnement 2013-2014, Le Devoir, Le Soleil, Le Journal de Québec, La Presse, The Gazette et The Globe and Mail	3 000,00
Groupe Hay Itée, Le	X				Services en ressources humaines	2 671,20
Groupe Hay Itée, Le	X				Services en ressources humaines	1 241,80
Hypertec Systèmes inc.	X				Acquisition de clés permettant de se connecter au réseau informatique à distance	3 729,00
Hypertec Systèmes inc.	X				Acquisition de cartes réseau	2 824,00
Infoglobe	X				Entretien et support des sites et des serveurs Web	5 560,00
Informatique EBR inc.	X				Achat de câblage réseau et USB, des imprimantes à étiquettes et accessoires	1 488,25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Informatique Mercier		X			Acquisition de tablettes informatiques, ordinateur portable et d'accessoires	5 152,66
Informatique Mercier	X				Acquisitions de matériel informatique - (Graveur DVD, Mémoire, Bloc d'alimentation, etc.)	1 486,71
Informatique Pro-Contact	X				Acquisition de cassettes de sauvegarde, étiquettes et cartouches de nettoyage pour la prise de copies de sécurité	3 130,00
Informatique Pro-Contact	X				Acquisitions de matériel informatique - (Lampe pour projecteur, logiciel de gestion de l'information et des données, etc.)	1 815,73
Installation Q.S.P.	X				Service de réaménagement	11 100,00
Iron Mountain Canada Operations ULC	X				Entreposage des copies de sécurité, 2013-2014	12 000,00
Kerr Norton				X	Cartouches d'encre pour imprimantes	23 660,08
Lépine, Mélissa	X				Oeuvres d'art, fête des retraités	3 119,94
Libéo inc.	X				Formation TYP03 Administrateur, 5 jours, 1 participant	3 300,00
Lyreco Canada inc.	X				Fournitures de bureau	1 067,50

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Mallette, S.E.N.C.R.L.	X				Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	5 000,00
Meubles normalisés Québec				X	Achat d'ameublement - aménagement courant	15 306,72
Micro Logic Sainte-Foy ltée				X	Achat des logiciels dans le cadre du projet de la virtualisation	21 320,44
Micro Logic Sainte-Foy ltée		X			Achat de licences du type utilisateur pour la messagerie Lotus Notes	20 332,80
Micro Logic Sainte-Foy ltée		X			Achat de mémoire pour les serveurs	14 564,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée		X			Achat de mémoire pour les postes de travail moins performants	9 752,21
Micro Logic Sainte-Foy ltée		X			Acquisition de licences des logiciels permettant de se connecter au réseau informatique à distance	3 137,75
Micro Logic Sainte-Foy ltée	X				Renouvellement des droits d'utilisation de l'outil pour les copies de sécurité	3 059,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée				X	Cartouches d'encre pour imprimantes, 2013-2014	3 013,75
Micro Logic Sainte-Foy ltée	X				Achat de disque dur pour serveur	1 542,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	X				Acquisition de mises à jour de l'outil de gestion des technologies web	1 074,45

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Micro Logic Sainte-Foy ltée	X				Acquisition de matériel informatique	1 038,00
Mobilier de bureau MBH inc.	X				Mobilier de bureau, salle visioconférence	2 705,32
Mouvement québécois de la qualité	X				Approche «Lean» Master, 10 jours, 2 participants	7 344,00
NCI		X			Acquisition d'unités de pare-feu et renouvellement des licences	17 597,59
Nedco		X			Achat d'un outil de qualification de câblage du réseau informatique	1 972,00
Neuro Design	X				Services conseils en technologies de l'information	19 080,00
Northern Micro inc.				X	Acquisition d'imprimantes	10 463,36
Northern Micro inc.				X	Cartouches de toner pour imprimantes, 2013-2014	1 808,25
Oracle Canada ULC	X				Renouvellement des licences de l'outil pour l'environnement de développement intégré	8 166,90
Orsyp Logiciels	X				Entretien et support de l'outil d'optimisation des ressources en technologies de l'information	5 208,00
Pagui	X				Acquisitions de matériel informatique - (Câbles en cuivre et 70 câbles d'alimentation pour la salle des serveurs)	5 164,50

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Présence Informatique inc.	X				Acquisitions de matériel informatique, salle visio-conférence	18 880,00
Présence Informatique inc.	X				Casques d'écoute et accessoires, 2013-2014	2 200,00
Productions Carol Allain inc., Les	X				Honoraires du conférencier au Colloque - annuel, 10 édition «Pour vivre la transition autrement, plongez dans le changement»	3 500,00
Produits sanitaires Lépine inc., Les				X	Acquisition d'un appareil pour l'entretien ménager des locaux	1 350,00
Purolator inc.				X	Service de messagerie rapide, 2013-2014	1 900,00
Québec Média inc.	X				Refonte du site Web du Forum des jeunes	2 720,00
Quest Software Canada inc.	X				Acquisition de l'outil permettant la migration du logiciel de messagerie électronique	8 085,00
Quest Software Canada inc.	X				Renouvellement des licences pour l'outil d'audit en technologies de l'information	1 920,00
Quest Software Canada inc.	X				Acquisition de licences additionnelles pour l'outil d'audit en technologies de l'information	1 188,00
QVC-Inscript	X				Colloque québécois de la sécurité de l'information (CQSI), 3 jours, 1 participant	1 498,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	X				Abonnement au regroupement de réseaux en santé des personnes au travail, 2013	1 785,71
Rioux, Magalie-Christelle	X				Services conseils en statistique	1 200,00
Savoir-faire Linux inc.	X				Services conseils en technologies de l'information	1 200,00
Serrurerie-Contrôle inc.	X				Services de serrurerie, 2013-2014	1 938,50
Service de restauration Le Parlementaire	X				Soirée reconnaissance des retraités. 100 personnes (retraités et employés du SCT)	3 516,05
Services-conseils Hardy inc., Les	X				Version 9.3 du système SAS et 5.1 de Entreprise Guide, 1 jour, 6 participants	2 375,00
Siamois Graphisme inc.	X				Conception de cahier pour le Forum des jeunes de la fonction publique québécoise, 2013	1 005,00
Société parc-auto du Québec	X				Stationnements ministériels, 2013-2014	2 088,00
Softchoice corporation				X	Acquisitions de licences Adobe	23 186,17
Softchoice corporation	X				Renouvellement des licences pour la période de 2 ans permettant la formation en ligne du sous-secrétariat aux marchés publics	22 310,35

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Softchoice corporation				X	Renouvellement des licences des outils de gestion de notre environnement Microsoft	16 452,08
Softchoice corporation		X			Acquisition de licences des logiciels permettant de se connecter au réseau informatique à distance	10 607,10
Softchoice corporation		X			Renouvellement des licences du logiciel de gestion de l'information et des données	8 104,03
Softchoice corporation	X				Renouvellement des licences d'un logiciel de correction du français	4 994,00
Softchoice corporation	X				Renouvellement du support pour les serveurs d'authentification à distance	3 756,64
Softchoice corporation	X				Renouvellement de support pour les licences du logiciel de communication remote avec les serveurs	2 229,50
Solutions Novaxis inc.	X				Cit@tion - Droit du travail en ligne	2 561,85
Spécialiste du stylo-papeterie, Le	X				Mobilier de bureau	7 574,00
Systèmes Onca inc.	X				Acquisition de matériel informatique pour la salle de redondance	3 335,00
Taxi Charge	X				Taxi, 2013-2014	2 357,20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Taxi Coop Ste-Foy Sillery	X				Taxi, 2013-2014	3 747,77
Technologies lweb inc.	X				Hébergement du portail du SCT	1 393,20
Teknion Roy et Breton inc.				X	Mobilier de bureau	1 686,65
Université Laval	X				Colloque annuel du Forum des jeunes de la fonction publique québécois	1 285,00
Versalys	X				Access, débutant, 2 jours, 5 participants	1 100,00
Versalys Formation	X				Développement sécuritaire avec Java, 3 jours, 3 participants	6 345,00
Vidéotron S.E.N.C.	X				Service de câblvision, 2013-2014	8 115,61

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Association des économistes québécois	X				Forfaits institutionnel de l'AEQ, 2013-2014, 4 participants	1 200,00
Copies de la Capitale inc., Les	X				Service d'impression, volumes du budget 2013-2014	9 578,75
Institut de la gestion financière de Québec	X				Forfaits conférences de l'IGFQ, 2013-2014, 6 participants	1 800,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	X				Passeport Multi-CPA, 7 jours, 1 participant	1 199,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques de ressources humaines et aux relations de travail						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Acti-Com	X				Formation sur la rédaction stratégique pour le personnel professionnel et d'encadrement du SSPRHRT, 1 jour, 60 participants	8 400,00
André C. Côté, services-conseils	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec	5 000,00
Association des pharmaciens du Canada	X				Accès au système de guide des médicaments	1 460,84
Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux	X				Guides d'interprétation des conventions collectives (GICC), 2013-2014	1 180,00
Beaulieu, Francine	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec	5 000,00
Beaulieu, Richard	X				Services conseils en ressources humaines - évaluation d'emploi d'encadrement	12 000,00
Bérubé, Jean-Pierre	X				Services conseils en ressources humaines	2 495,00
Brodeur, Yvan	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec	8 000,00
Compu-Finder	X				Développer les aptitudes organisationnelles de l'adjointe, 4 jours, 2 participants	2 555,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques de ressources humaines et aux relations de travail						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Conference board of Canada, The	X				Système de recherche d'information en ligne	12 130,42
Copiexpress enr.	X				Service d'impression, politique cadre de gestion des ressources humaines	2 267,00
D.E.E. Global inc.	X				Location de kiosque, Salon de l'Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec (OCCOQ)	1 095,00
Fortin, Pierre A.	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des constables spéciaux du gouvernement du Québec	3 000,00
Gowling Lafleur Henderson S.E.N.C.R.L.	X				Services professionnels en négociation	6 977,01
Groupe Excelso	X				Réunion ministérielle, Accueil gouvernemental des nouveaux gestionnaires, 130 fonctionnaires	2 160,48
Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux	X				19e Conférence régionale de l'ICRA, non membre, 2,5 jours, 1 participant	1 050,00
Institut canadien des actuaires	X				Assemblée annuelle 2013 de l'institut canadien des actuaires, 2 jours, 1 participant	1 250,00
Institut d'administration publique de Québec	X				Forfait institutionnel de l'Institut de l'adminstration publique de Québec	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques de ressources humaines et aux relations de travail						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Lavoie, Gilles	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des constables spéciaux du gouvernement du Québec	1 610,00
Maureen Flynn, arbitre & médiatrice S.A.	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec	5 000,00
Numérix Média	X				Services en reprographie, L'effectif de la fonction publique du Québec	2 660,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	X				Congrès international francophone en ressources humaines 2013, 2 jours, 1 participant	1 200,00
Pineau, Michèle A.	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec	5 000,00
Publication CCH Ltée	X				Contrats des organismes publics québécois - feuilles mobiles, 2014-2015	2 628,00
Services conseils DA	X				Poursuite du projet sur le système automatisé de révision annuelle des traitements (SARAT)	10 457,00
Services-conseils Hardy inc., Les	X				Requêtes avancées avec Enterprise Guide, 2 jours, 3 participants	2 843,55
Services-conseils Hardy inc., Les	X				Formation programmation SAS/IML, 1 jour, 3 participants	2 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques de ressources humaines et aux relations de travail						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Sigmund inc.	X				Services conseils en technologies de l'information	17 500,00
Société Trader Corporation	X				Guide d'évaluation Hebdo format Excel, 2014	1 500,00
St-Arnaud, Pierre (avocat)	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec	10 000,00
Technologia Formation	X				Réussir ses interventions en public, 2 jours, 2 participants	1 590,00
Université Laval	X				Certificat universitaire en gouvernance de sociétés, module 2, 3 et 4, 5 jour, 1 participant	9 750,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Acti-Com	X				Des rapports clairs, concis et convaincants, 1 jour, 18 participants	2 000,00
Conseil canadien des marchés publics	X				Renouvellement d'adhésion, Conseil canadien des marchés publics, 2013-2014	1 000,00
Institut Canadien, L'	X				Super conférence sur la construction, 2 jours, 1 participant	2 005,00
Institute for Citizen-Centred Service	X				Abonnement au Conseil de la prestation des services du secteur public	19 784,53
J. B. Deschamps inc.	X				Service d'impression, brochures intégré contrats publics	1 060,00
Université Laval	X				Stratégie et gestion des risque - module 2, 3 jours, 1 participant	3 250,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Acti-Com	X				L'écriture stratégique, 1 jour, 18 participants	2 200,00
Bloomberg BNA	X				Renouvellement de la documentation électronique, Logiciel Electronic commerce & law report, 2013-2014	2 050,00
Build The Vision Incorporated	X				Architecture d'entreprise avec Togaf, 5 jours, 1 participant	2 350,00
Centre de recherche informatique de Montréal	X				ISO-27001 Lead implementer, 5 jours, 2 participants	4 990,00
Centre de recherche informatique de Montréal	X				La rédaction d'un plan d'affaires, 2 jours, 1 participant	1 130,00
Centre francophone d'informatisation des organisations	X				Cotisation annuelle	1 000,00
CIAO Technologies inc.	X				Appui financier, journée dédiée à l'accessibilité web, 2013	1 000,00
Formation AFI	X				Fondamentaux menant à la certification ITIL - V2011, 3 jours, 1 participant	1 485,00
GP-Québec	X				Cotisation de 2 ans pour participer aux événements, 2013, 2014	5 000,00
GSTI Services conseils inc.	X				Services conseils en ressources humaines	9 520,00
Immigrant Québec	X				Participation au salon de l'immigration et de l'intégration au Québec, Montréal	1 900,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l’échéancier; dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Institut d'administration publique de Québec	X				Appui financier, Prix «réalisation gouvernement en ligne»	15 000,00
Institut d'administration publique de Québec	X				Forfaits conférences de l'IAPQ, 2013-2014	1 004,34
Institute for Citizen-Centred Service	X				Abonnement au Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP), 2014-2015	21 786,53
Michèle Poirier & Associés inc.	X				Le sens politique, une habileté essentiel, 2 jours, 2 participants	2 980,00
Michèle Poirier & Associés inc.	X				Intelligence terrain, 2 jours, 1 participant	1 390,00
Réseau Action TI Montréal	X				Journée de l'informatique du Québec 2013, 1 jour, 16 participants	3 040,00
Réseau Action TI Montréal	X				Diners conférences, 2,5 heures, 8 participants	1 990,00
Réseau Action TI Montréal	X				Forfait corporatif du Réseau Action TI, 2013-2014	1 000,00
Réseau action TI Québec	X				Appui financier, Journée de l'informatique du Québec, 2013	10 000,00
Technologia Formation	X				Fondation ITIL avec examen, 3 jours, 2 participants	3 000,00
Université Laval	X				Appui financier, Conférence internationale annuelle sur la recherche en matière de gouvernement électronique	3 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-sécrétariat aux infrastructures publiques						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Arnaud, Bridger et Associés inc.	X				Service de traduction, Plan québécois des infrastructures 2013-2023	2 672,80
K2 Impressions inc.	X				Service d'impression, Plan québécois des infrastructures publiques 2013-2023	4 570,00
Solutions Hexacode inc.	X				Services conseils en gestion - Infrastructures publiques	15 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 8 - Appels d'offres publics

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions; la grille d'évaluation des soumissions; la justification du choix du soumissionnaire retenu; le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.							
Numéro de l'appel d'offres public	Objet	Nom du contractant	Autres soumissionnaires	Montant	Justification du choix du soumissionnaire retenu		
					Plus bas soumissionnaire	Meilleur rapport qualité prix	Qualité uniquement
608969	Développement et évolution de la plateforme de bases de données et de serveurs d'application Oracle.	Momentum Technologies inc.	Les services conseils Systématix inc. Groupe Informatique TechSolCom inc.	155 400 \$ 220 500 \$ 302 400 \$	X		
609281	Développement informatique pour l'application SARAT.	Momentum Technologies inc.	Insum Solutions Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	158 985,40 \$ 183 890 \$ 0 \$ ¹		X	
627719	Développement du système du Circuit intégré du greffe (CIG)	Nurun inc.	Groupe Informatique TechSolCom inc.	1 385 341,60 \$ 0 \$ ¹		X	
633655	Déploiement et gestion d'une console de télésurveillance en mode autogéré	Above Sécurité inc.	Un seul soumissionnaire	299 787 \$		X	

¹ Soumission non-admissible, non-conforme ou non-acceptable
 Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 8 - Appels d'offres publics

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions; la grille d'évaluation des soumissions; la justification du choix du soumissionnaire retenu; le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.							
Numéro de l'appel d'offres public	Objet	Nom du contractant	Autres soumissionnaires	Montant	Justification du choix du soumissionnaire retenu		
					Plus bas soumissionnaire	Meilleur rapport qualité prix	Qualité uniquement
638890	Traduction des Budgets de dépenses 2014-2017	Versacom	Traductions Serge Bélair inc. NLP Technologies inc. Ubiqu Canada inc. LWTAB Communications inc.	116 193 \$ 117 255 \$ 0 \$ ¹ 0 \$ ¹ 0 \$ ¹		X	
660481	Exploitation et évolution des infrastructures Domino/Notes de production du SCT	Neuro-Design	Kiwi technologies inc.	288 750 \$ 315 000 \$	X		
667614	Préparation et homologation de trousse pour la migration des postes de travail vers Windows 7.	Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Bell Canada TechnoConseil inc. Fujitsu conseil (Canada) inc.	94 700,20 \$ 215 580 \$ 109 480 \$ 0 \$ ¹		X	

1 Soumission non-admissible, non-conforme ou non-acceptable
 Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 8 - Appels d'offres publics

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions; la grille d'évaluation des soumissions; la justification du choix du soumissionnaire retenu; le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.							
Numéro de l'appel d'offres public	Objet	Nom du contractant	Autres soumissionnaires	Montant	Justification du choix du soumissionnaire retenu		
					Plus bas soumissionnaire	Meilleur rapport qualité prix	Qualité uniquement
696410	Support sur les environnements « Linux, Apache, MySQL et PHP » et logiciels libres de production hébergés au Secrétariat du Conseil du trésor.	DJJ Consultants		170 275 \$		X	
			Savoir-Faire Linux inc.	205 800 \$			
703376	Refonte du système d'information sur la rémunération - Volet échelles salariales	Momentum Technologies inc.		393 302 \$		X	
			Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	463 904,70 \$			

1 Soumission non-admissible, non-conforme ou non-acceptable
 Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 9 - Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant : le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; le montant accordé; les motifs de la demande; tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Il n'y a aucun contrat qui a fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 12 - Développement informatiques >100 000 \$

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; les plus récentes évaluations du coût du projet; les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère; indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.					
Projet	Description	Montants alloués	Dépenses estimées au 31-03-2014	Réalisation (%) 31-03-2014	Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre
Développement du système des échelles salariales	Ce projet vise à développer un système permettant de gérer et de produire les échelles salariales des employés des secteurs public et parapublic. Le projet prévoit la réalisation de trois livraisons devant respectivement permettre de produire et mettre à jour les échelles salariales, de gérer la validation interne et la diffusion externe de celles-ci et finalement, de permettre la gestion et la diffusion des primes ainsi que la mise en place d'un flux de travail électronique pour la validation et l'approbation.	860 900 \$	122 800 \$	40 %	Non
Développement du système Concerto (support pour les négociations)	Ce projet vise à mettre en place un outil permettant de supporter le processus lors des prochaines négociations du gouvernement (partage d'information, collaboration, etc.). Il touchera une clientèle externe, notamment les comités patronaux de négociation).	248 200 \$	131 300 \$	50 %	Oui
Mise à niveau des postes de travail	Le projet consiste à réaliser la migration de l'ensemble des postes de travail de l'organisation de Windows XP et Office 2003 vers Windows 7 et Office 2013.	2 182 000 \$	868 100 \$	90 %	Non
SARAT (Refonte de l'application Bonicadre)	Le projet SARAT (Système automatisé de révision annuelle des traitements) consiste à refondre l'application Bonicadre en un système centralisé de calcul des bonis et des ajustements de salaire pour les cadres, les cadres juridiques et les conseillers en gestion des ressources humaines.	517 700 \$	362 800 \$	90 %	Non

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 12 - Développements informatiques >100 000 \$

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; les plus récentes évaluations du coût du projet; les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère; indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.					
Projet	Description	Montants alloués	Dépenses estimées au 31-03-2014	Réalisation (%) 31-03-2014	Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre
Environnement informationnel des services administratifs et financiers du Secrétariat du Conseil du trésor (EI-SAF) – Volet financier	Le projet consiste à rendre facilement accessible aux gestionnaires de l'organisation, à partir d'un entrepôt de données, toute l'information supportant la gestion de leurs ressources financières. Cette information sera ensuite exploitable et utilisable grâce à l'utilisation d'un outil d'intelligence d'affaires.	352 600 \$	225 900 \$	100 %	Non
Refonte du Circuit intégré du Greffe	Le mandat de ce projet consiste à la refonte du Circuit Intégré du Greffe, système d'information qui gère les demandes provenant du Conseil des ministres ou des ministères et organismes et qui doivent être traitées aux séances du Conseil du trésor.	2 196 000 \$	886 100 \$	60 %	Oui
Implantation d'une infrastructure de redondance	Le projet vise l'implantation d'un site de relève informatique afin d'assurer la continuité des services de l'organisation en cas de cataclysme.	510 500 \$	256 400 \$	70 %	Non

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 13 - Dépenses diverses

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: la photocopie; le mobilier de bureau; l'ameublement; le distributeur d'eau de source; le remboursement des frais de transport; le remboursement des frais d'hébergement; le remboursement des frais de repas; le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.	
OBJET	COÛT
Photocopie	107 967,27 \$
Mobilier de bureau et l'ameublement	148 330,29 \$
Distributeur d'eau de source	462,14 \$
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas	274 145,49 \$
Participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement (ensemble des dépenses) :	
– Québec	294 152,55 \$
– Extérieur du Québec	1 649,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX

NUMERO 14 - Telephonie, ordinateurs portables et tablettes electroniques

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie : le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); le nombre de téléavertisseurs utilisés; les coûts d'acquisition des appareils; le coût d'utilisation des appareils; le coût des contrats téléphoniques; les noms des fournisseurs; le nombre de minutes utilisées; les ordinateurs portables.

Nombre d'appareils mobiles	183
Coût d'acquisition des appareils mobiles	5 520,59 \$
Nombre de minutes utilisés	237 519,90
Coût d'utilisation	66 628,95 \$
Fournisseurs	Bell Mobilité Rogers sans-fil
Coûts des contrats	64 813,51 \$
Coûts de résiliation	0 \$
Nombre de tablettes électroniques	29
Coûts d'acquisition des ordinateurs portables et des tablettes électroniques	71 702,80 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15A - Minorités visibles 35 ans et +

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).														
35 ans et plus														
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	5	0,92%	3	0,55%	8	1,47%
Cadres	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	36	6,63%	27	4,97%	65	11,97%
Professionnels	3	0,55%	32	5,89%	3	0,55%	2	0,37%	147	27,07%	108	19,89%	358	65,93%
Techniciens	1	0,18%	1	0,18%	3	0,55%	0	0,00%	14	2,58%	51	9,39%	76	14,00%
Personnel de bureau	1	0,18%	1	0,18%	1	0,18%	0	0,00%	0	0,00%	26	4,79%	36	6,63%
Ouvriers	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
TOTAL	5	0,92%	34	6,26%	7	1,29%	2	0,37%	202	37,20%	215	39,59%	543	100,00%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15B - Minorités visibles - de 35 ans

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).														
Moins de 35 ans														
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	8	1,47%
Cadres	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,18%	1	0,18%	65	11,97%
Professionnels	1	0,18%	5	0,92%	0	0,00%	2	0,37%	50	9,21%	53	9,76%	358	65,93%
Techniciens	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,18%	10	1,84%	76	14,00%
Personnel bureau	1	0,18%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	10	1,84%	36	6,63%
Ouvrier	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
TOTAL	2	0,37%	5	0,92%	0	0	2	0,37%	52	9,58%	74	13,63%	543	100,00%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15C - Jours de maladie

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	15,5	17,5	5,5	6,5	6,5	8,0	8,0	11,0	13,0	4,5	25,0	13,0
Professionnels	174,5	205,0	147,0	144,5	135,0	184,5	184,0	203,5	143,0	240,5	164,0	13,0
Personnel de bureau et techniciens	81,5	65,5	54,0	76,5	61,0	67,0	79,5	75,0	61,0	92,0	75,5	2,0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	271,5	288,0	206,5	227,5	202,5	259,5	271,5	289,5	217,0	337,0	264,5	28,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15E - Heures supplémentaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).

PROFESSIONNELS		PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	
PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES
5 672,88	4 118,79	1 318,77	701,60 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15F - Jours de vacances

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	106,5	102,0	191,5	469,5	548,0	133,5	127,5	48,5	129,5	68,0	25,0	31,0
Professionnels	222,5	221,0	542,5	1639,5	2424,5	347,0	247,5	135,5	700,5	478,5	166,0	129,5
Personnel de bureau et techniciens	103,5	102,0	129,0	484,5	802,0	128,0	98,0	43,0	255,0	153,5	51,0	36,5
Autres	4,0	3,0	1,0	2,0	8,5	0	0	0,5	7,5	0	1,0	0
TOTAL	436,5	428,0	864,0	2595,5	3783,0	608,5	473,0	227,5	1092,5	700,0	243,0	197,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15i - Personnel double rémunération

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels et confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53, ainsi que le premier alinéa 59, de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements.

Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15J - Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	
Cadre	62 0	66 0	65 0	Québec Montréal
Professionnel	317 10	356 9	348 10	Québec Montréal
Personnel de bureau et technicien	117 0	118 0	112 0	Québec Montréal

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15K - Effectifs complexité

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel au Secrétariat du Conseil du trésor ¹	139	169	169

¹ À partir d'avril 2008, les primes de complexité supérieure ont été remplacées par les postes de niveau expert et émérite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15L - Effectifs traitement supérieur

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ¹	35	33	33

¹ Traitement supérieur = traitement majoré (plus de 35 heures)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15M - Postes par catégorie d'emploi

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	
Cadre	62	66 0	65 0	Québec Montréal
Professionnel	317 10	356 9	348 10	Québec Montréal
Personnel de bureau et technicien	117 0	118 0	112 0	Québec Montréal

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15N - Effectifs 5 prochains exercices

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La détermination des enveloppes annuelles d'effectif est effectuée en fonction du niveau d'effectif souhaité et ne tient pas compte de la distinction entre les catégories d'emploi, laquelle est sous la responsabilité des ministères et organismes.
L'effectif total autorisé est présenté au volume Renseignements supplémentaires du Budget de dépenses de l'exercice.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16A - Départ à la retraite

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014.	
	NOMBRE
Nombre de départs à la retraite	26
Aucune indemnité de départ n'a été versée	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16B - Remplacement selon PGRH

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

En 2013-2014, 13 remplacements ont été effectués sur 26 départs à la retraite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16C - Départs à la retraite prévus

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées.		
	2014-2015	2015-2016
Secrétariat du Conseil du trésor	17	21

Le SCT ne détient pas l'information sur les indemnités de retraites qui seront versées

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16D - Retraités à contrat

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	
Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats :	5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 17 - Baux SQI

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location; la superficie totale pour chaque local loué; la superficie totale réellement occupée; la superficie inoccupée; le coût de location au mètre carré; le coût total de ladite location; les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; la durée du bail; le propriétaire de l'espace loué; les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.				
ADRESSE	SUPERFICIE LOCATIVE (M ²)	COÛT TOTAL DE LOCATION 2013-2014	COÛT D'AMÉNAGEMENT 2013-2014	NATURE DES TRAVAUX
267, rue Racine Est, Chicoutimi	329,78	49 776,24 \$	0,00 \$	
1, rue Notre-Dame Est, Montréal	333,68 m ² depuis le 1er janvier 2014	102 917,79 \$	25 981,08 \$	Construction 117,08 \$
(1410, rue Stanley, Montréal)	(530,11 m ² du 1er avril au 31 décembre 2013)			Déménagement 3 872,29 \$ Mobilier 21 585,32 \$ Transport/Hôtel 406,39 \$
500, boul. René-Lévesques Ouest, Montréal	218,01	76 843,44 \$	0,00 \$	
675, boul. René-Lévesque Est, Québec	336,00 m ² depuis le 1er février 2014	107 363,48 \$	4 832,45 \$	Construction 2 424,50 \$
	(489,31 m ² du 1er juillet 2013 au 31 janvier 2014)			Déménagement 2 407,95 \$
	(1 039,62 m ² du 1er avril au 30 juin 2013)			
875, Grande Allée Est, Québec	18 329,99 m ² depuis le 1er juillet 2013	3 985 332,75 \$	332 866,93 \$	Construction 112 784,78 \$
	(17 885,87 m ² du 1er avril au 30 juin 2013)			Déménagement 66 637,22 \$ Mobilier 126 744,97 \$
525, boul. René-Lévesque Est, Québec	177,28	46 880,40 \$	0,00 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 18 - Aménagement Cabinet

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014.

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 19 - Membres du Cabinet

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015, en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</i>		
NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
Bourcier, Louis	Directeur de cabinet	Québec
Boulet, Michel	Attaché politique	Québec
Provost, Dominic	Conseiller politique	Québec
Ruelland, Charles	Conseiller politique	Montréal
Fortin, Marie-Annick	Attachée politique	Chicoutimi
Vigneault, Mireille	Attachée politique	Québec
Jobin, Marie-Claude	Attachée politique	Québec
Gagné, Dominique	Attachée politique	Chicoutimi
Gagnon, Lyne	Soutien administratif	Chicoutimi
Lavoie, Carolle	Attachée politique	Chicoutimi
Lapointe, Lise	Attachée politique	Chicoutimi
Lafrenière, Marie-Josée	Attachée politique	Québec
SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET EN 2013-2014		
Nombre total d'employés : 12		
Rémunération totale : 671 163,20 \$		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 20 - Budget discrétionnaire

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Accueil d'Amos, L'	2 000,00
Alpha Bellechasse	500,00
Amies de la terre de Magog, Les	500,00
Association de la Rivière Ste Marguerite inc.	1 000,00
Association de protection de la Rivière Moisie inc., L'	1 000,00
Association des familles de personnes assassinées ou disparues, AFPAD	1 000,00
Association québécoise des retraités [e]s des secteurs public et parapublic	1 500,00
Association carrefour famille Montcalm	1 000,00
Association carrefour famille Montcalm	4 000,00
Association culturelle du Havre-Aubert [ACHA]	1 000,00
Association des pompiers de Laval	500,00
Association forestière Côte-Nord	500,00
Association touristique régionale Manicouagan	1 500,00
Aster, station de vulgarisation et loisirs scientifique. Bas-St-Laurent	1 000,00
Ateliers d'Artistes Touttout	2 500,00
Avant tout, les enfants	500,00
Bande Sonimage	1 500,00
Banques alimentaires du Québec	2 500,00
Buckingham en Fête	1 500,00
Bureau régional d'Action Sida [Outaouais]	500,00
C.A.D.O. Centre Artisanal pour la Déficience-Intellectuelle de l'Outaouais	500,00
Café du Presbytère	3 000,00
Café Jeunesse de Chicoutimi inc.	1 000,00
Café le Signet	500,00
Camp musical du Saguenay-Lac-St-Jean inc.	3 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 20 - Budget discrétionnaire

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Centre Alpha du Haut-Saguenay	500,00
Centre Bang	2 500,00
Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	500,00
Centre du Lac Pouce	2 500,00
Centre Émilie Gamelin	1 000,00
Centre l'Autre Maison inc.	500,00
Centre national des naufrages du Saint-Laurent	500,00
Centre québécois de développement durable	5 000,00
Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium (CQRDA)	10 000,00
Cercle de fermières Baie-Comeau/Mingan, Le	500,00
Cercle de Paix	500,00
Chambre de Commerce et d'Industrie de la MRC de Maskinongé	500,00
Chansons pour vos Yeux	2 500,00
Classiques des Sciences sociales, Les	4 000,00
Clinique juridique Juripop (St-Constant)	5 000,00
Club d'aviron Terrebonne-GPAT	1 500,00
Club de tennis intérieur Saguenay inc.	5 000,00
Club VTT de la Matapédia inc.	500,00
Coalition tables régionales d'organismes communautaires et bénévoles	500,00
Collège Gérald Godin	500,00
Colonie de vacances des Grèves	500,00
Comité famille Sagard	500,00
Comité maison des naissances 02	500,00
Comité organisationnel de la finale des Jeux du Québec, Saguenay- hiver 2013	1 250,00
Comité-logement Montérégie inc.	1 000,00
Communauté Sépharade unifiée du Québec	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 20 - Budget discrétionnaire

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Conseil du loisir scientifique du Saguenay-Lac-St-Jean	1 000,00
Conseil national des chômeurs et chômeuses	2 500,00
Coopérative de solidarité artistique et culturelle du Haut-Richelieu	500,00
Coopérative de Solidarité Notre-Dame-de Jacques-Cartier	2 000,00
Corporation de gestion de la salle de spectacle de Baie-Comeau	750,00
Corporation de soutien du Centre Maria-Chapdelaine	750,00
Corporation des fêtes du 150e de la ville de Joliette	1 000,00
Corporation des fêtes du 150ième anniv. de la Ville de Coaticook	1 500,00
Corporation du cinéma Station Vu	500,00
Corporation Rose-Art	1 250,00
Coupe des nations - Ville Saguenay	5 000,00
Course Estrie	500,00
Crèches de Noël de Rivière-Éternité inc., Les	2 500,00
Croisières Baie-Comeau	500,00
Culture pour Tous	500,00
École Galinée (CS de la Baie-James)	2 500,00
École Jésus-Marie (CS de la Vallée-des-Tisserands)	750,00
Entraides communautaires des îles inc.	500,00
Éole Québec	1 500,00
Éveil, groupe d'entraide pour personnes atteintes de maladie mentale, L'	1 200,00
Fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Rouge, La	500,00
Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte, La	500,00
Fédération des gestionnaires de rivières saumon du Québec inc., La	1 000,00
Festival de la chanson de Saint-Ambroise	5 000,00
Festival de la Chanson de Tadoussac	500,00
Festival de la famille d'Argenteuil	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 20 - Budget discrétionnaire

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Festival de musique émergente	5 000,00
Festival des traditions du monde de Sherbrooke	2 000,00
Festival d'été Festi-Beach	1 000,00
Festival d'Hiver de Roberval	1 000,00
Festival international des rythmes du Monde	4 000,00
Festival Saint-Honoré dans l'Vent inc.	1 000,00
Fierté Montréal	1 000,00
Fondation Anna-Laberge	500,00
Fondation Campagne des 500 jours	5 000,00
Fondation canadienne du rein, La	500,00
Fondation de la tablée populaire, La	500,00
Fondation Droit au Talent	1 500,00
Fondation du CEGEP de Matane	2 000,00
Fondation cultures à partager - Saguenay-Lac-St-Jean	2 000,00
Fondation internat. des cultures à partager - Secteur Montérégie	500,00
Fondation Madeli-aide	500,00
Fondation Paul Gérin-Lajoie pour la Coopération internationale, La	1 000,00
Fondation Père Raymond-Bernier SV	2 000,00
Force Jeunesse inc.	1 500,00
Grand défi Pierre Lavoie, Le	5 000,00
Grand défi Pierre Lavoie, Le	5 000,00
Groupe Alpha des Etchemins	1 000,00
Groupe de Recherche et d'Éducation Sur les Mammifères Marins, Gremm	2 000,00
Groupe photo média international inc. (Événement Photo Zoom)	5 000,00
Institut de gouvernance numérique	1 000,00
Inter-Femmes inc.	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 20 - Budget discrétionnaire

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Jeunes Musiciens du Monde	3 000,00
Jonquière-Médic inc.	500,00
Maillon, Le regroupement de parents et amis de la personne atteinte de maladie mentale - Saguenay	2 500,00
Maison de la famille de Sherbrooke inc.	500,00
Maison de la famille des Pays-d'en-Haut, La	1 000,00
Maison des greffés Lina Cyr, La	500,00
Mission leadership Québec	2 000,00
Mon projet d'affaires.com – Centre de formation et coaching d'affaires pour femmes	1 000,00
Mondial du Cidre de glace	1 000,00
Mouvement National des Québécoises et Québécois	3 000,00
Municipalité de Chambord	1 500,00
Municipalité de Rivière-Éternité	4 000,00
Musée du fromage cheddar	1 000,00
Opération Enfant soleil	1 500,00
Orchestre de la francophonie	10 000,00
Organisme voué aux personnes atteintes de cancer [OVPAC]	500,00
Petits Chanteurs de Trois-Rivières inc., Les	1 000,00
Piaule de Val d'Or inc., La	500,00
Place aux jeunes en région	750,00
Préma-Québec	500,00
Prix collégial du cinéma québécois	1 000,00
Productions Caravane films, Les	750,00
Productions Lanaud'Art inc., Les	1 000,00
Projet Communic-Action	800,00
Rankin, Dominique, auteur	500,00
Rassemblement du patrimoine motorisé du Saguenay-Lac-St-Jean	1 500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 20 - Budget discrétionnaire

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Régates de Valleyfield inc., Les	1 000,00
Regroupement acadien Saguenay Lac St-Jean inc.	2 000,00
Regroupement Loisir des Îles	500,00
Rendez-vous des couples, Le	300,00
Réseau familles d'aujourd'hui, Le	5 000,00
Résidence Lanoyée	500,00
Ressourcerie Bernard-Hamel	1 000,00
Service de Nutrition et d'Action Communautaire [SNAC]	500,00
Société historique du Saguenay	1 000,00
Société Québécoise de la Trisomie-21	2 000,00
Solidarité de parents de personnes handicapées inc.	1 000,00
Source alimentaire Bonavignon	1 000,00
Soutien aux hommes agressés sexuellement durant l'enfance SHASE	500,00
Théâtre du Faux Coffre	500,00
Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant [UTILE]	1 000,00
Univers des mots	1 000,00
Véloroute des bleuets	3 000,00
Victimaide	1 000,00
Ville d'Amos	500,00
Ville de Paspébiac	1 000,00
Ville de Saint-Pascal	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 21 - Personnel hors structure

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : le nom de la personne; le poste occupé; le salaire de base et les bonis, le cas échéant; l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Il n'y a aucune personne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 22 - Personnel en disponibilité

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : le poste initial, le salaire, le poste actuel, s'il y a lieu, la date de la mise en disponibilité, les prévisions 2014-2015			
CATÉGORIE D'EMPLOI	CLASSE D'EMPLOI	SALAIRE	DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
Professionnel	Agent de recherche et de planification socio-économique	75 538 \$	2010-04-01
	Attaché d'administration	58 278 \$	2013-04-17
	Ingénieur	81 695 \$	2012-04-02
	Ingénieur	81 695 \$	2012-03-05
	Ingénieur	66 868 \$	2012-03-05
Fonctionnaires	Agent de bureau, classe nominale	40 014 \$	2011-04-01
	Agente de secrétariat	41 822 \$	2011-04-01
	Technicienne en administration, classe principale	54 387 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	49 895 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	49 895 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	49 895 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	45 618 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	53 458 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	49 785 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	49 785 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	50 333 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	49 785 \$	2011-04-01
	Préposé aux renseignements, classe principale	47 648 \$	2011-04-01
	Préposé aux renseignements, classe nominale	43 667 \$	2014-01-21

Prévision pour 2014-2015 : Nous ne pouvons répondre à cette demande car la décision de mettre des personnes en disponibilité appartient au sous-ministre de chaque ministère ou au dirigeant de chaque organisme lorsqu'un événement, tel que prévu aux conventions collectives, survient (ex. : changement organisationnel, fermeture d'unité administrative, etc.)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 24 - Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : le nom de la personne; le poste occupé et le nom de l'organisme; le salaire de base et les bonis, le cas échéant; l'assignation initiale; l'assignation actuelle; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Il n'y a aucune personne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement : coût de chacun; le fournisseur; la nature du service; les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison; la réservation de loges; les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.		
SECTEUR : Unités centrales		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Action nationale, L'	Revue L'Action nationale, 2013-2014	121,76
Actualité, L'	Revue l'Actualité	38,95
Cedrom-Sni inc.	Abonnement au service de veille média, Eureka	7 918,00
Centre de services partagés du Québec	Abonnement électronique à Legis Québec - L'accès direct à la source officielle, 2014	1 590,00
Centre de services partagés du Québec	Gazette officielle du Québec	649,00
Centre de services partagés du Québec	Abonnement aux projets de loi publics sanctionnés, français	390,00
Centre de services partagés du Québec	Tableau des modifications et index des règlements	210,00
Cision Québec inc.	Abonnement à la Revue de presse écrite, 2013-2014	5 602,79
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Abonnement au Code civil du Québec, Code de procédure civile et Code criminel, 2013-2014	189,00
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Abonnement à la publication «Alter Égo: Chartes des droits de la personne»	99,00
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Abonnement à la publication «Alter Ego: Loi sur les Normes du Travail»	99,00
Éditions Yvon Blais inc., Les	Bulletin gestion plus, info employeur	125,24
Gestion, revue internationale de gestion	Abonnement à la Revue Gestion	53,00
Les Affaires	Les Affaires	80,00
Presse canadienne, La	Abonnement à la Revue de presse électronique, 2013-2014	5 810,00
Publication CCH Ltée	Contrats des organismes publics québécois - feuilles mobiles, 2014-2015	1 230,00
Publication CCH Ltée	Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale - feuilles mobiles, 2014-2015	1 050,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement : coût de chacun; le fournisseur; la nature du service; les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison; la réservation de loges; les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

SECTEUR : Unités centrales

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne Azimut	295,00
Tabagie C.M.	Journaux pour le bureau de comté, Le Devoir, Le soleil, Le Journal du Québec, La Presse, The Gazette, The Globe and Mail	1 538,44
Terre de chez nous, La	Abonnement à la revue «La Terre de chez nous»	57,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX
NUMERO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement : coût de chacun; le fournisseur; la nature du service; les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison; la réservation de loges; les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Centre de services partagés du Québec	Abonnement annuel à la DGACQ, 2013-2014	55 000,00
Communication Demo inc.	Abonnement à la Revue de presse écrite, 2013-2014	29 847,76
Comptables professionnels agréés du Canada - CPA	Abonnement au manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public	95,00
Groupe Excelso	Abonnement 2013-2014, Le Devoir, Le Soleil, Le Journal de Québec, La Presse, The Gazette et The Globe and Mail	3 209,07
Magazine Premium	Abonnement à la Revue Premium	70,03
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Abonnement au regroupement de réseaux en santé des personnes au travail, 2013	1 785,71
Solutions Novaxis inc.	Cit@tion - Droit du travail en ligne	2 561,85

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement : coût de chacun; le fournisseur; la nature du service; les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison; la réservation de loges; les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.		
SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques de ressources humaines et aux relations de travail		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Association des pharmaciens du Canada	Accès au système de guide des médicaments	1 460,84
Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux	Guides d'interprétation des conventions collectives (GICC), 2013-2014	1 180,00
Carswell Distribution Centre	Abonnement à la documentation «Chauvin, CDN, employment law Factbook», 2013	386,60
Centre de services partagés du Québec	Abonnement électronique à Legis Québec - L'accès direct à la source officielle, 2014	795,00
Conference board of Canada, The	Extraction d'information en ligne, 2013-2014	11 973,73
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Abonnement, Lois du travail, 2013-2014	63,00
Greffe de l'éducation - publications, jurisprudence	Extraction d'information en ligne	170,05
Publication CCH Ltée	Relations de travail-feuilles mobiles, 1er février 2014 au 1er février 2015, compte no 22692	2 628,00
Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires	Repères.qc.ca	295,00
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne AZIMUT, 2013-2014	603,70
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne AZIMUT, 2014-2015	560,00
Société Trader Corporation	Abonnement au guide d'évaluation Hebdo format Excel, 2014	1 500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement : coût de chacun; le fournisseur; la nature du service; les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison; la réservation de loges; les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec	Abonnement, Annuaire téléphonique du Québec	66,00
Institute for Citizen-Centred Service	Abonnement au Conseil de la prestation des services du secteur public, 2014-2015	19 784,53
United Nations Standard Products and Services Code	UNSPSC - Adhésion corporative 2013-2014	350,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement : coût de chacun; le fournisseur; la nature du service; les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison; la réservation de loges; les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

SECTEUR : **Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information**

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Bloomberg BNA	Abonnement électronique à «Electronic commerce & law report»	2 050,00
Centre francophone d'informatisation des organisations	Cotisation annuelle, 2013-2014	1 000,00
Gartner Canada Co	CIO Signature NA Government, 2013-2014	94 900,00
Réseau Action TI Montréal	Cotisation annuelle, 2013-2014	160,00
Wire Report, The	Accès complet au site Wire Report, 2013-2014	895,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement : coût de chacun; le fournisseur; la nature du service; les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison; la réservation de loges; les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux infrastructures publiques

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Project Management Institute	Abonnement, Project Management, 2013-2014	190,27
Economist, The	Abonnement à la Revue Economist, 2013-2014	148,85
Actual Media	Abonnement, Revue ReNew Canada, 2013-2014	24,95

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 26 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.						
SECTEUR : Unités centrales						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Secrétariat du Conseil du trésor [www.tresor.gouv.qc.ca]	Bell Solution Web (Bell Canada)	63 067,00 \$	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications.	La Direction des communications est responsable du contenu du site du Secrétariat du Conseil du trésor.	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections sont apportés, selon les besoins. 185 406 visiteurs uniques / année 323 649 visites / année 26 971 visites en moyenne / mois	Trois fois, soit en 2001, 2004 et en 2009. L'ensemble des modifications a été réalisé à l'interne pour 2001 et 2004. Des frais de 63 067,00 \$ ont été engendrés pour les travaux effectués à l'externe en 2009.
Section du site Internet du SCT sur les négociations collectives [www.tresor.gouv.qc.ca/negos] et site mobile Web [www.negotiation.mobi]	Bell Solution Web (Bell Canada) Laflamme, Marilyn	66 844,00 \$	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications.	La Direction des communications est responsable du contenu du microsite des négociations du Secrétariat du Conseil du trésor.	Les deux sites sont non disponibles pour l'instant car la période des négociations est terminée. Ils pourront être remis en fonction si nécessaire.	Aucune fois
Microsite – Cadre de gestion de l'Administration gouvernementale du SCT [www.tresor.gouv.qc.ca/cadredegestion]	Secrétariat du Conseil du trésor	0 \$	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications.	La Direction des communications du SCT, la Direction de la mise en œuvre de la Loi sur l'Administration publique et la Direction du soutien en évaluation, en audit et en gestion des risques.	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections seront apportés, selon les besoins. Les statistiques du microsite seront fournies en 2015 après une première année d'existence.	Mis en ligne le 20 février 2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 26 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.						
SECTEUR : Unités centrales						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Portail Carrières de la fonction publique québécoise [www.carrieres.gouv.qc.ca]	Nurun inc.	93 278,50 \$ (Incluant la construction du site et la création d'une infolettre pour informer les abonnés des nouveaux emplois offerts)	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications et le Centre de services partagés du Québec.	Le Centre de services partagés du Québec, la Direction des communications et le Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines.	Des modifications hebdomadaires sont apportées aux emplois offerts. Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections sont apportés, selon les besoins. L'envoi d'une infolettre est fait chaque semaine à plus 106 980 personnes inscrites. 1 496 180 visiteurs uniques / année 3 267 281 visites / année 272 273 visites en moyenne / mois	Aucune fois
Portail Infrastructure [www.infrastructures.gouv.qc.ca]	BRAD	67 578,50 \$	Depuis février 2012, l'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications du SCT. Auparavant, ce site relevait Secrétariat à la communication gouvernementale au MCE. Le site est présentement hébergé au CSPQ.	Ce site est alimenté par l'entremise d'un réseau de répondants issus des DCOM du MAMROT, du MSSS, de MTQ, du MCCCC et du MELS. C'est la Direction des communications du SCT qui coordonne le contenu et les mises à jour.	Depuis le 26 avril 2013 aucune mise à jour n'a été effectuée. Aucune statistique de fréquentation n'est disponible cette année.	Aucune fois

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 26 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.						
SECTEUR : Unités centrales						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Site Web de la Stratégie de l'économie numérique du Québec [www.economienumerique.gouv.qc.ca]	Nurun inc.	22 525,00 \$	L'entretien et la mise à jour seront effectués par une ressource de la Direction des communications lorsque le site sera mis en ligne.	La Direction des communications du SCT.	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections seront apportés, selon les besoins.	Aucune fois
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise [www.forumjeunes.gouv.qc.ca]	Secrétariat du Conseil du trésor avec l'aide de la firme QcMédia inc.	1785,00 \$	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des systèmes.	Forum des jeunes de la fonction publique québécoise.	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections seront apportés, selon les besoins.	Une fois Le site original avait été conçu par la firme Bleu Outremer au coût de 29 535,50\$. La refonte a été nécessaire puisque le site était désuet et qu'il ne répondait plus aux orientations technologiques du SCT.
Programme d'identification visuelle	Cossette Communications	80 000,00\$	6 080,00 \$ (pour la période du 1er avril au 30 novembre 2012).	La Direction des communications du SCT.	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés en fonction de la création, de la fusion ou de la modification de MO.	Aucune fois

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 26 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.						
SECTEUR : Direction générale de l'administration						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
FDRH - Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la fonction publique du Québec [www.fdrh.gouv.qc.ca]	Doris Bissonnette	1 500 \$	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des systèmes et la Direction des ressources financières et matérielles.	La Direction des ressources financières et matérielles.	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins.	Aucune fois
FGTI - Forum des Gestionnaires en Technologies de l'Information [fgti.gouv.qc.ca]	Infoglobe inc.	Inclus dans la conception d'un autre site web	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des systèmes et la Direction des ressources financières et matérielles.	La Direction des ressources financières et matérielles.	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins.	Deux fois depuis 1997 (en 2000 et en 2004).
FGRM - Forum des gestionnaires en ressources matérielles [fgrm.gouv.qc.ca]	Secrétariat du Conseil du trésor	0 \$	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des systèmes et la Direction des ressources financières et matérielles.	La Direction des ressources financières et matérielles.	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins.	Deux fois depuis 1999, une fois en 2004 pour un coût de 1 100 \$ et une fois en 2007 pour un coût de 990 \$.
Forum DGA - Forum des directrices et directeurs généraux de l'administration du gouvernement du Québec [www.forumdga.gouv.qc.ca]	Infoglobe inc.	Inclus dans la conception d'un autre site web	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des systèmes et la Direction des ressources financières et matérielles	La Direction des ressources financières et matérielles.	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins.	Aucune fois

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 26 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.

SECTEUR : Direction générale de l'administration

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
FRVI - Forum des responsables de la vérification interne [www.frvf.gouv.qc.ca]	Information non disponible (site élaboré en 1996-1997)	Donnée non disponible (site élaboré en 1996-1997)	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des systèmes et la Direction des ressources financières et matérielles.	La Direction des ressources financières et matérielles.	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins.	Actualisation de la page d'accueil et les entêtes en 2007 pour un coût de 1 680 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 26 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
RENA [www.rena.tresor.gouv.qc.ca/rena/]	Secrétariat du Conseil du trésor	Aucun	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des services d'information à la gestion contractuelle.	La Direction des services d'information à la gestion contractuelle.	Information non disponible	Aucune fois

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 26 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.						
SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Portail de données ouvertes [www.données.gouv.qc.ca]	Ministère de la Sécurité publique – Direction de la Technologie et de l'Information	93 020 \$	L'entretien et la mise à jour sont effectués par le ministère de la Sécurité publique. Le coût d'entretien du Portail de données ouvertes est de 54 437 \$ par tranche de 6 mois.	La Direction de la vision et des orientations numériques.	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. 64556 visites ont été effectuées sur le site en 2013-2014	Aucune fois

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 28 - Tournées ministérielles

Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Aucune

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 29 - Demandes d'accès à l'information

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 : les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; le nombre total de demandes reçues; le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
<p>Au cours de l'exercice financier, le Secrétariat a reçu 107 demandes d'accès, soit 103 pour des documents administratifs et 4 pour des renseignements personnels, et cela, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) (Loi sur l'accès)</p> <p>De ces demandes, 78 ont été traitées dans un délai de 20 jours, 26 ont été traitées dans un délai de 30 jours alors que 1 demande a été traitée dans un délai supérieur à 30 jours. À la fin de l'exercice financier, 2 demandes étaient encore en cours de traitement.</p> <p>Parmi les 105 demandes traitées, 36 ont reçu une acceptation totale, 16 ont reçu une acceptation partielle et 32 ont fait l'objet d'un refus total. Le Secrétariat a informé 21 demandeurs qu'il ne détenait aucun document relatif à leur demande.</p> <p>En ce qui concerne les demandes d'accès refusées ou partiellement acceptées, les dispositions justifiant que les renseignements ou documents n'ont pas été communiqués sont prévues aux articles 1, 9, 13, 14, 15, 23, 24, 27, 29, 30, 33, 34, 37, 38, 48, 53, 54, 57 et 59 de la Loi sur l'accès.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 31 - Ententes gouvernement fédéral et provinces

La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 32 - Crédits périmés et gel de crédits

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

Pour l'exercice financier 2013-2014, les suivis budgétaires ont été administratifs. Par conséquent, le Conseil du trésor n'a pas décrété de suspension du droit d'engager des crédits pour respecter l'objectif de dépenses de programmes.

Pour l'exercice financier 2014-2015, le Conseil du trésor prévoit procéder à une suspension du droit d'engager des crédits de 305 M\$ tel qu'annoncé au Budget de dépenses 2014-2015. Cette suspension correspondra aux gains de productivité représentant 2% de la masse salariale, aux efforts équivalant à une réduction de 3 % des dépenses de fonctionnement ainsi qu'au resserrement dans l'octroi et la promesse de subventions, le cas échéant.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 33 - Revenus autonomes et tarification

Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2013-2014 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 34 - Plan de réduction

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et les prévisions 2014-2015.

Les économies générées par la mise en œuvre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire ont été prises en compte lors de l'établissement des enveloppes pour chacun des exercices visés dont l'exercice financier 2013-2014.

Les plans de réduction des dépenses de fonctionnement prennent fin le 31 mars 2014.

Les organismes autres que budgétaires doivent faire rapport de leur plan de réduction des dépenses de fonctionnement dans leur rapport annuel.

Pour l'exercice financier 2014-2015, le document Rigueur et responsabilité dans la gestion des dépenses fait état des mesures administratives identifiées par les ministères et organismes pour respecter l'objectif de dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 35 - Transferts du gouvernement fédéral

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucun transfert obtenu du gouvernement fédéral en 2013-2014

Aucune prévision de transfert du gouvernement fédéral pour les exercices 2014-2015 et 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 36 - Primes au rendement et bonis

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

	Montant déboursé en 2012-2013	Montant déboursé en 2013-2014 ¹
Primes au rendement (bonis pour rendement exceptionnel) et bonus (bonis pour les CGRH)	199 800,57 \$	254 422,72 \$

¹ Ce montant correspond aux primes au rendement de l'année financière 2013-2014 suite aux évaluations. Les déboursés se feront sur l'année financière 2014-2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 37 - Primes de départ

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 38 - Augmentations de salaire

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	
CATÉGORIES D'EMPLOI	Masse salariale 2013-2014
Haute direction	94 367 828
Cadre	335 635 477
Professionnel	1 453 034 322
Enseignant	37 509 869
Technicien	696 394 737
Personnel de bureau	459 179 171
Agent de la paix	187 734 745
Ouvrier	116 978 632
Étudiant	36 091 239
Total	3 416 926 020
Personnel assujetti à la LFP Le paramètre salarial du 1 ^{er} avril 2013 est de 1,75 % pour l'ensemble du personnel des secteurs public et parapublic.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 39 - Salaires versés sans fonction ou tâche assignée

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Il n'y a pas de cadre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 41 - Comités formés par le Conseil exécutif et les MO

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Le SCT n'a aucun comité formé par le Conseil exécutif, concernant les comités interministériels veuillez-vous référer à la demande particulière numéro 2 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 42 - Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats - délégation

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme touché(e); le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; le montant accordé; le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; les motifs de la demande; tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 43 - Masse salariale

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.		
CATÉGORIE D'EMPLOI	MASSE SALARIALE	
	2012-2013	2013-2014
Haute direction	88 512 800	94 367 828
Cadre	324 136 280	335 635 477
Professionnel	1 345 528 109	1 453 034 322
Enseignant	36 539 619	37 509 869
Technicien	675 825 569	696 394 737
Personnel de bureau	451 126 281	459 179 171
Agent de la paix	176 307 647	187 734 745
Ouvrier	114 039 092	116 978 632
Étudiant	37 284 117	36 091 239
TOTAL:	3 249 299 514 \$	3 416 926 020 \$

Personnel assujéti à la LFP.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 45 - Entente avec des conférences régionales des élus

Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

Il n'y a aucune entente.



Demandes particulières



Opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
1	Indiquer la prévision de sommes dépensés pour 2014-2015 par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.
3	Liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2013-2014 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2014-2015 dans le cadre des crédits déposés le 4 juin 2014. Pour chacun de ces programmes, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2014-2015 en incluant les programmes qui ont été abolis et dont la dépense sera nulle. (Le total du coût de reconduction des programmes visés correspond au montant de 6,1 G\$ indiqué à la page A.27 du plan budgétaire 2014-2015 et le total des coûts non reconduits correspondant au montant de 3,2 G\$ apparaissant à la même page.)
4	Liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt)
5	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2013-2014 indiquer : a. La liste des employés et des membres du conseil d'administration; b. La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d. Leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
6	Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes et fonds sous sa juridiction pour l'année 2014-2015.
7	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : a. Nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents; b. Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c. Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; d. Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
8	Ventilation détaillée des effectifs temporaires dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.
9	Nombre d'effectifs temporaires qui ont eu le statut de permanence, par année depuis 2004.
10	Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1er mars 2010, 2011, 2012 et 2013.
11	Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.
12	Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.
13	Pour l'année 2013-2014, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sontanglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a. Le nombre d'employés ayant obtenu en 2013-2014 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.
14	Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.
15	À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères (le % d'augmentation du budget d'un ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre)?
16	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004, par année financière.
17	Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information et leur date d'entrée en fonction.
18	Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2013-2014.

#	Demandes de renseignements particuliers
19	Liste des organismes ayant soumis en 2013-2014 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
20	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leur équivalent des autres provinces.
21	Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu, évolution du budget final au cours des 5 dernières années.
22	Copie de tous les documents remis à Luc Godbout et Claude Montmarquette afin de remplir le mandat confié par le gouvernement au printemps 2014 concernant l'état des finances publiques.
23	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2013-2014, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.
24	Pour chacune des 5 dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.
25	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2013-2014 avec, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature réservée ou non, le taux de réussite, la répartition par région administrative, date de la publication des résultats.
26	Pour chacun des concours précédemment mentionné, le nombre de postulants issus des communautés culturelles, le nombre de personnes handicapées, le nombre d'anglophones, le nombre d'Autochtones et le nombre de jeunes de moins de 35 ans.
27	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés par le Conseil du trésor concernant l'utilisation par le gouvernement du Québec du logiciel libre, notamment au sujet des coûts.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	Promouvoir et favoriser la consultation et la concertation soutenue des membres de réseaux préoccupés par la santé des personnes au travail et des organisations.	Membres de réseaux en santé des personnes au travail et des organisations dont : <ul style="list-style-type: none"> - Comité interministériel des responsables de programmes d'aide (CIRPA); - Réseau des responsables en harcèlement et en violence en milieu de travail; - Table patronale de concertation en santé et sécurité du travail; 	Aucun	Permettre aux représentants de chacun des réseaux de compter sur les avis et conseils de l'ensemble des membres issus de leur domaine respectif d'intervention. Participation à un séminaire – novembre 2013.
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines du réseau des ministères et organismes du gouvernement du Québec (FDRH)	Privilégier la concertation, l'échange et l'action dans le but de favoriser et de promouvoir l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique du Québec. Aviser à la demande des autorités gouvernementales ou de sa propre initiative sur toute question ayant un lien avec la gestion des personnes au sein de l'appareil gouvernemental.	Directrices et directeurs des ressources humaines du réseau des ministères et organismes du gouvernement du Québec.	Aucun	Neuf rencontres, en 2013-2014, visant l'échange de pratiques efficaces en ressources humaines et l'information stratégique à partager.
G11 RH	Regroupement de onze gestionnaires de directions de ressources humaines agissant à titre de conseil sur la mise en œuvre de SGR – RH ainsi que sur la correction des écarts relatifs à l'implantation SGR2, livraison 2.	Onze gestionnaires de directions de ressources humaines.	Aucun	Cinq rencontres en 2013-2014.
Assemblée des conseillers en relations de travail	Partager les connaissances, les façons de faire et les nouvelles réalités en relation de travail.	Direction des relations de travail et CGRH responsables des relations de travail des MO.	Aucun	Trois assemblées offertes aux conseillers en relations de travail des MO.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Réseau des responsables en matière de harcèlement et de violence en milieu de travail	Le réseau a pour mission de regrouper les responsables ministériels de la fonction publique québécoise ou de leurs représentants et de favoriser activement l'amélioration continue de leur expertise, dans la gestion du dossier harcèlement et violence en milieu de travail.	Responsables ministériels en matière de harcèlement psychologique au sein des MO.	Aucun	Une rencontre s'est tenue le 4 juin 2013.
Table de concertation en recrutement et dotation	Concerter les ministères et organismes sur les opérations de recrutement à venir et les procédures de dotation.	Conseiller en gestion des ressources humaines attiré dans les différents ministères et organismes.	Aucun	Trois rencontres durant l'année financière.
Réseau sur la réintégration au travail	Comité d'échange en matière d'intégration au travail.	Conseiller en gestion des ressources humaines responsable du dossier.	Aucun	Quatre rencontres se sont tenues en 2013-2014.
Groupe d'échanges sur le développement des compétences des cadres	Partager les connaissances, les façons de faire, les réalisations, les projets, les préoccupations et les écueils en matière de développement des compétences des cadres.	CGRH responsables du développement des cadres dans les ministères et organismes.	Aucun	Quatre rencontres en 2013-2014.
Groupe – réseau reconnaissance	Le réseau a pour but d'échanger sur certains enjeux partagés, à définir des priorités et des actions à cet égard.	Responsable ministériels en matière de reconnaissance au travail au sein des MO	Aucun	Trois rencontres se sont tenues en 2013-2014.
Réseau interministériel en développement organisationnel	Proposer un milieu d'entraide, de soutien et de partage des bonnes pratiques en développement organisationnel (DO) afin de favoriser : – une vision intégrée des actions en DO;	Conseillers en développement organisationnel des ministères et organismes.	Aucun	Quatre rencontres en 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	<ul style="list-style-type: none"> – le positionnement de la fonction DO à l'intérieur des organisations; – l'appropriation du rôle des conseillers; – leur développement professionnel. 			
Rencontre avec les responsables de la GPMO des MO	Cette rencontre a pour but d'en savoir davantage sur les travaux menés par la DPMOIG du SSPRHRT ainsi que les grands dossiers pour la prochaine année.	CGRH responsable du dossier dans les différents MO.	Aucun	Une rencontre par année.
Table d'échange en gestion de la main-d'œuvre	Cette table vise, entre autre, à : <ul style="list-style-type: none"> – échanger sur les sujets liés à la gestion de la main-d'œuvre, notamment la dotation des emplois, la tenue de concours, les étudiants et stagiaires, les occasionnels, la promotion sans concours ainsi que la diversité et l'accès à l'égalité en emploi; – transmettre l'information pertinente sur les projets en cours et le cadre réglementaire; – recueillir les commentaires sur les projets ou les modifications réglementaires envisagées; – former les intervenants sur les sujets traités par la Direction de la gestion de la main-d'œuvre. 	Conseiller en gestion des ressources humaines attiré dans les différents ministères et organismes.	Aucun	4 rencontres par année.
Comité d'implantation SGR2 L2 – SGR3	Les responsabilités du comité d'implantation sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – Assurer l'arrimage entre les parties concernées – Suivre la progression des travaux – Partager l'information sur les problématiques rencontrées 	Coordonnateurs de l'implantation SGR2 L2 – SGR3 des sites.	Aucun	Trois rencontres se sont tenues en 2013-2014.
Forum des dirigeants de l'information	Réunion de tous les dirigeants sectoriels de l'information et des dirigeants réseau de l'information désignés selon la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises	<ul style="list-style-type: none"> – Le dirigeant principal de l'information et secrétaire du secrétariat du Conseil du trésor; – 112 dirigeants sectoriels de 	Aucun	Le principal résultat attendu est la réalisation des changements dans la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles au gouvernement du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	du gouvernement adoptée le 13 juin 2011.	l'information (1 par ministère ou organisme); – 2 dirigeants réseau de l'information (Santé et Éducation).		Nombre de rencontres tenues en 2013-2014 : 5, soient : – le 10 avril 2013, – le 12 juin 2013, – le 3 octobre 2013, – le 4 décembre 2013, – le 5 février 2014.
Forum des gestionnaires en technologies de l'information	La mission du Forum est de promouvoir l'excellence dans la gestion des technologies de l'information au gouvernement du Québec, de favoriser l'échange, la concertation et le réseautage entre les membres eux-mêmes, les membres des autres forums de concertation et avec les organismes centraux ainsi que de soutenir le développement de ses membres.	– Les gestionnaires en technologies de l'information du gouvernement du Québec (1 par ministère ou organisme).	Aucun	Le principal résultat attendu est d'effectuer un partage d'information sur des préoccupations communes afin de promouvoir les bonnes pratiques en matière de gestion des technologies de l'information au sein de l'appareil gouvernemental. Nombre de rencontres tenues en 2013-2014 : 5, soient : – le 18 avril 2013, – le 19 juin 2013, – le 10 octobre 2013, – le 12 décembre 2013, – le 20 février 2014.
Comité – Achat public auprès des entreprises collectives	Le mandat du comité est d'élaborer des initiatives stratégiques pour le développement de l'achat public auprès des entreprises collectives.	Sous la présidence du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), les autres organismes participants sont : – Centre de services partagés du Québec; – Ministère des Finances et de l'Économie; – Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; – Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale; – Ministère de la Santé et des Services	Aucun	Les initiatives stratégiques <i>L'économie sociale : j'achète. Initiatives pour développer l'achat public auprès des entreprises collectives</i> ont été lancées en juin 2011. Il n'y a pas eu de rencontre de ce comité en 2013-2014. Le SCT et le MAMROT ont néanmoins poursuivi les échanges afin de rencontrer les obligations des <i>Initiatives pour développer l'achat public auprès des entreprises collectives</i> , notamment en ce qui concerne la rédaction de troupes d'informations destinées aux entreprises d'économie sociale et aux organismes. Ce comité a rempli son mandat et ne tiendra aucune

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		sociaux; – Secrétariat du Conseil du trésor.		autre rencontre.
Comité interministériel en économie sociale	Le mandat du comité est d'élaborer un nouveau Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES 2014-2019), qui viendra remplacer le Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat collectif (PAGEC 2008-2013), arrivé à échéance.	Sous la présidence du MAMROT, les autres organismes participants sont : <ul style="list-style-type: none"> – Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation; – Ministère de la Culture et des Communications; – Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; – Ministère de la Santé et des Services sociaux; – Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale; – Ministère de la Famille; – Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles; – Ministère des Ressources naturelles; – Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs; – Ministère des Finances et de l'Économie; – Ministère des Transports; – Secrétariat à la région métropolitaine; – Secrétariat aux affaires autochtones; – Secrétariat à la Capitale-Nationale; – Secrétariat à la jeunesse; – Société d'habitation du Québec; – Investissement Québec; – Institut de la statistique du Québec; – Ministère de l'Enseignement 	Aucun	Ce comité procède à l'élaboration de mesures à intégrer dans le PAGES 2014-2019, à venir en avril 2014, tel qu'indiqué dans la Loi sur l'économie sociale adoptée le 10 octobre 2013. À ce jour, deux rencontres ont eu lieu, le 8 mars et le 18 juin 2013.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		supérieur, de la Recherche, des Sciences et des Technologies; – Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur; – Recyc-Québec; – Secrétariat du Conseil du trésor.		
Comité sur l'intégration de critères sociaux aux cadres régissant les acquisitions publiques	La création de ce comité découle d'une des mesures du projet de PAGES 2014-2019: « Soutenir le développement des entreprises d'économie sociale »	Sous la présidence du MAMROT et avec la collaboration du SCT, les autres organismes participants sont : – Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs; – Centre de services partagés du Québec; – Ministère des Finances et de l'Économie; – Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale; – Ministère de la Santé et des Services sociaux; – Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation; – Ministère de la Culture et des Communications; – Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.	Aucun	La première rencontre de ce comité a eu lieu le 17 décembre 2013. La deuxième rencontre se tiendra le 6 mars 2014.
Comité interministériel- Flottes ministérielle et gouvernementale	La Stratégie d'électrification des transports prévoit l'électrification de la flotte de véhicules des ministres ainsi que celle des ministères et organismes publics, incluant les réseaux de la santé et de l'éducation.	– Centre de gestion de l'équipement roulant; – Centre des services partagés du Québec;	Aucun	Deux rencontres ont eu lieu à ce jour, le 27 novembre 2013 et le 27 février 2014. Lors de ces rencontres, il a été question notamment de

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> – Ministère du Conseil exécutif; – Société québécoise des infrastructures. 		la gestion de la flotte ministérielle et la flotte gouvernementale – volet électrique, de faire rapidement une plus grande place aux transports électriques ainsi que de l'élaboration d'un plan de déploiement pour l'installation des bornes.
Comité d'interaction avec les utilisateurs des Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR) pour le domaine des ressources matérielles.	Informar les utilisateurs des améliorations apportées au progiciel de gestion intégré (PGI) pour le domaine des ressources matérielles. Échanger sur les préoccupations qui interpellent chacune des parties notamment lors des changements législatifs et réglementaires du domaine des marchés publics.	Présidé par la Direction générale des solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources (DGSAGIR) et accompagné de la Direction des services d'information à la gestion contractuelle (DSIGC), qui est le MOA responsable du domaine d'affaires RM, ainsi que les 59 membres actifs. Ces personnes sont les représentants des ministères et organismes utilisateurs du progiciel de gestion intégré (PGI) pour le domaine des ressources matérielles.	Aucun	<p>Deux rencontres par année sont prévues.</p> <p>La première rencontre a eu lieu le 11 décembre 2013.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Explication concernant les rôles et responsabilités assumés par le maître d'ouvrage pour le domaine des ressources matérielles; – Présentation des améliorations apportées au progiciel de gestion intégré (PGI) suite aux changements législatifs et réglementaires du domaine des marchés publics; – Présentation des livraisons (mise en production) des améliorations; – Précisions concernant les responsabilités en matière de reddition de compte au Système électronique d'appels d'offres (SEAO) des contrats conclus en achats mandatés. <p>La deuxième rencontre est prévue le 27 février 2014</p> <ul style="list-style-type: none"> – Présentation d'éléments d'information disponible au portail du PGI. – Utilisation, questions et commentaires sur le développement du rapport commun. – Présentation de rapports (SEAO) en lien avec les contrats de 25 K\$ et plus. – Présentation du nouveau portail d'acquisition de la Direction générale des acquisitions (DGACQ). – Présentation des livraisons (mise en

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
				production) des améliorations.
Projet d'audit des firmes de génie-conseil, programme de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ)	Développer un projet d'audit volontaire pour les firmes de génie-conseil.	Participants : <ul style="list-style-type: none"> - Association des - Bouthillette Parizeau - Deloitte - Genivar - Infrastructel - ingénieurs conseils du Québec - Ordre des ingénieurs du Québec - Université Laval Observateurs : <ul style="list-style-type: none"> - Autorité des marchés financiers - Commissaire au Lobbyisme - Ministère des Transport du Québec - Office des professions du Québec - Secrétariat du Conseil du trésor - Unité permanente anticorruption. 	Aucun	Rencontres les 4 novembre, 9 décembre 2013, 31 janvier et 20 mars 2014. Discussions sur le développement du programme volontaire d'audit de l'Ordre des ingénieurs du Québec.
Comité opérationnel ministère des Transports du Québec (MTQ) – Unité permanente anticorruption (UPAC)- Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) - Prévention	Coordonner les actions visant à sensibiliser les organisations sur l'intégrité dans les contrats publics par des formations. Ce comité a été créé à la suite de la mise en place des actions concertées pour renforcer la lutte contre la collusion et la corruption présentées en octobre 2011 par la présidente du Conseil du trésor et le ministre des Transports.	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère des Transports du Québec; - Secrétariat du Conseil du trésor; - Unité permanente anticorruption. 	Aucun	Rencontres tenues les 22 août 2013, 30 octobre 2013, 12 décembre 2013 et 13 janvier 2014. A permis de valider les formations offertes par le MTQ à ses employés et à coordonner la préparation de capsules de formation qui seront utilisées par l'UPAC pour sensibiliser les organisations publiques sur l'intégrité dans la gestion contractuelle.
Comité directeur pour l'implantation du virement bancaire électronique pour le paiement des factures aux fournisseurs du Gouvernement du Québec.	Confirmer les orientations et les objectifs à atteindre pour l'implantation du virement bancaire électronique comme mode de paiement des factures aux fournisseurs du gouvernement du Québec.	Présidé par le Centre des services partagés du Québec le comité est composé de: <ul style="list-style-type: none"> - Centre des services partagés du Québec; - Contrôleur des finances; 	Aucun	Première rencontre le 15 novembre 2013 <ul style="list-style-type: none"> - Assurer une mise à niveau de l'information quant au contexte, à la nature et à la portée de la mise en place d'un projet pilote; - Présenter les objectifs et les enjeux

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> Ministère des finances et de l'Économie; Secrétariat du Conseil du trésor. 		<p>stratégiques pour ce projet pilote;</p> <ul style="list-style-type: none"> Exposer les scénarios préliminaires qui ont été identifiés en regard de l'adhésion au virement bancaire; Discuter de l'organisation et de la planification du projet. <p>Deuxième rencontre le 6 décembre 2013</p> <ul style="list-style-type: none"> Statuer sur les travaux effectués et sur l'avancement du dossier; Confirmer l'orientation des travaux réalisés par le comité de travail; Obtenir réponses aux questions soulevées lors du précédent comité. <p>Troisième rencontre le 12 février 2014</p> <ul style="list-style-type: none"> Analyser le rapport du comité de travail (Sommaire exécutif); Statuer sur la poursuite du projet.
Forum des responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) des plus grands donneurs d'ouvrages dans le réseau de l'éducation	Informier et échanger sur les meilleures pratiques en matière contractuelle avec les RORC des 11 plus grands donneurs d'ouvrages dans le réseau de l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> Cégep de Sherbrooke Cégep Sainte-Foy Centre collégial des services regroupés Commission scolaire de Montréal Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie Secrétariat du Conseil du trésor Université de Montréal 	Aucun	<p>Rencontre le 14 février 2014.</p> <p>Échanges d'information sur le cadre normatif et les meilleures pratiques des RORC, et consultation sur le projet de directive en gestion contractuelle.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> - Université du Québec à Montréal - Université Laval - Université McGill 		
Forum des responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) des plus grands donneurs d'ouvrages dans les ministères et organismes de l'administration gouvernementale	Informier et échanger sur les meilleures pratiques en matière contractuelle avec les RORC des 8 plus grands donneurs d'ouvrages dans les ministères et organismes de l'administration gouvernementale	<ul style="list-style-type: none"> - Centre de services partagés du Québec - Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Ministère des Ressources naturelles - Ministère des Transports du Québec - Régie de l'Assurance maladie du Québec - Revenu Québec - Secrétariat du Conseil du trésor - Société de l'Assurance Automobile du Québec - Société québécoise des infrastructures 	Aucun	<p>Rencontres le 3 octobre 2013 et le 6 février 2014.</p> <p>Échanges d'information sur le cadre normatif et sur les meilleures pratiques à envisager par les RORC.</p>
Forum des responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) des plus grands donneurs d'ouvrages dans le réseau de la santé et des services sociaux	Informier et échanger sur les meilleures pratiques en matière contractuelle avec les RORC des 12 plus grands donneurs d'ouvrages dans le réseau de la santé et des services sociaux	<ul style="list-style-type: none"> - Appro-Montérégie - Association des Neurotraumatisés de l'Outaouais - Centre de santé et des services sociaux de Laval - Centre hospitalier de l'Université de Montréal - Centre hospitalier universitaire de Québec - Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine 	Aucun	<p>Rencontre le 13 février 2014.</p> <p>Échanges d'information sur le cadre normatif et les meilleures pratiques des RORC, et consultation sur le projet de directive en gestion contractuelle.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke - Centre universitaire de santé McGill (- Groupe d'Approvisionnement en Commun de l'Est du Québec - Hôpital juif - Ministère de la Santé et des Services sociaux - Secrétariat du Conseil du trésor - SIGMA santé 		
Comité « Soumissions électroniques » dans le Système électronique d'appel d'offres	Mise en œuvre de la soumission en mode électronique notamment par : <ul style="list-style-type: none"> - la détermination des exigences opérationnelles pour la soumission électronique ; - la conception d'une procédure pour la réception des soumissions électroniques ; - la mise à jour des documents types d'appel d'offres pour intégrer des parties spécifiques aux soumissions électroniques; - suivi de la réalisation du projet pilote. 	Centre de services partagés du Québec (CSPO) Conseillers et Gestion Informatiques (CGI) (Exploitant du SEAO - Partenaire) Ministère des transports du Québec (MTQ) Secrétariat du Conseil du trésor (SCT-SSMP)	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> - Le système de soumission en mode électronique est développé. - 2 rencontres du comité ont eu lieu à ce jour, le 16 janvier 2014 et le 11 février 2014. - Une démonstration de la fonctionnalité a été faite aux membres. - Le CSPO et le MTQ ont mené des essais à l'interne. - Bien que les essais soient concluants, il y aurait lieu de tester le volet signature numérique - Des questions ont été acheminées à la Direction des Affaires juridiques du SCT concernant d'autres éléments.
Comité stratégique Autorité des marchés financiers (AMF), Unité permanente anticorruption (UPAC), ministère de la Sécurité publique (MSP), Secrétariat du Conseil du trésor	Voir à la mise en œuvre de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics – abaissement des seuils	<ul style="list-style-type: none"> - Autorité des marchés financiers - Ministère de la Sécurité publique - Secrétariat du Conseil du trésor - Unité permanente anticorruption 	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> - Rencontres hebdomadaires pour la période d'avril à septembre 2013. - 25 octobre 2013. - Suivi de l'évolution de la mise en place du régime

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
(SCT)				d'autorisation de contracter. – Discussions pour l'abaissement du seuil à 10 M\$. – Les seuils ont été abaissés par décret le 6 décembre 2013.
		<ul style="list-style-type: none"> – Autorité des marchés financiers – Secrétariat du Conseil du trésor – Unité permanente anticorruption 	Aucun	18 décembre 2013, 24 janvier et 3 février 2014 – Suivi de l'évolution de la mise en place du régime d'autorisation de contracter. – Discussion pour l'abaissement du seuil à 5 M\$.
Comité interministériel de haut-niveau sur l'exemplarité en construction bois	S'assurer du suivi de la mise en œuvre de la Charte du bois auprès des donneurs d'ouvrage publics afin que le gouvernement donne l'exemple quant à l'utilisation du bois dans la construction et coordonne les initiatives engagées à cette fin.	<ul style="list-style-type: none"> – Centre d'expertise sur la construction commerciale en bois – Ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport – Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie – Ministère de la Culture et des Communications – Ministère de la Santé et des Services sociaux – Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire – Ministère des Finances et de l'Économie – Ministère des ressources naturelles – Ministère des Transports – Secrétariat du Conseil du trésor 	Aucun	Une seule rencontre a eu lieu à ce jour, le 24 février 2014 Lors de cette rencontre, les participants ont échangé sur la démarche d'application de la Charte du bois et se sont questionné sur le pourquoi de construire en bois.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> - Société des établissements de plein air du Québec - Société québécoise des infrastructures - Université Laval 		
<p>Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne</p> <ul style="list-style-type: none"> - Table de coordination interministérielle (sous-ministres) 	Assurer le suivi, la coordination et la mobilisation des ressources requises.	Sous-ministres des ministères directement interpellés. Présidé par le sous-ministre du MFE. Le SCT est représenté par le secrétaire.	Aucun	<p>Une conférence téléphonique (18 octobre 2013) a eu lieu avec le négociateur en chef du Québec qui a présenté les grandes lignes de l'accord de principe signé par les deux parties et les démarches à venir jusqu'à la signature finale de l'accord.</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Table de coordination interministérielle (SMA) 	Assurer le suivi, la coordination et la mobilisation des ressources requises.	Sous-ministres associés ou adjoints des ministères directement interpellés. Présidé par le sous-ministre adjoint du MFE. Le SCT est représenté par la secrétaire associée aux marchés publics.	Aucun	
<ul style="list-style-type: none"> - Équipe de soutien aux négociations 	Identifier les enjeux de chacune des tables de négociations sectorielles et préparer la position du Québec. Répondre aux demandes du négociateur en chef du Québec et des négociateurs fédéraux et préparer tous les documents pertinents pour les soutenir dans les négociations. Participer aux négociations sectorielles.	<ul style="list-style-type: none"> - Responsables des tables sectorielles de négociation et experts sectoriels. Le directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics est responsable de la table de négociations sur les marchés publics. 	Aucun	Aucune rencontre des responsables des tables sectorielles.
Comité de révision des Tarifs d'honoraires pour services professionnels fournis au	Consulter les principaux utilisateurs des règlements sur les tarifs d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des ingénieurs, des architectes ou des	Représentants du MTQ, de la SQI, du MSSS et du MELS.	Aucun	Aucune rencontre formelle du Comité en 2013-2014 – Le Secrétariat du Conseil du trésor a plutôt mené une vaste consultation durant la dernière année (février

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
gouvernement par des ingénieurs, des architectes ou des arpenteurs-géomètres	arpenteurs-géomètres en vue de leur actualisation.			2013 à octobre 2013) sur les pratiques contractuelles, incluant les contrats de services professionnels liés à la construction. Plusieurs membres du Comité y ont participé.
Forum d'échanges sur les contrats d'approvisionnement et de services des organismes publics	Le mandat du Forum est de contribuer à l'optimisation des processus d'acquisition et de gestion contractuelle. Cela vise notamment à bonifier les textes réglementaires et les outils de gestion afin qu'ils répondent le mieux possible aux besoins des organismes publics et des entreprises qui contractent avec eux.	<p>Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), les autres organismes participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Association Québécoise de la Logistique et de l'Approvisionnement du Secteur de la Santé (AQLASS); - Centre collégial des services regroupés (CCSR) - Centre de services partagés du Québec (CSPQ); - Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ); - Conseil du Patronat du Québec (CPQ) - Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) - Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) - Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) - Forum des gestionnaires en ressources matérielles (FGRM) - Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) - Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) 	Aucun	<p>Il n'y a eu aucune rencontre formelle du Forum en 2013-2014.</p> <p>Le Secrétariat du Conseil du trésor a plutôt mené une vaste consultation sur les pratiques contractuelles durant la dernière année (février 2013 à octobre 2013) et plusieurs des membres du Forum y ont participé.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) Ministère des Finances et de l'Économie (MFEQ) Regroupement d'achats dans le domaine de la Santé (MEDEC) Regroupement des partenaires du gouvernement en technologie de l'information (RPGTI) Réseau ACTION TI 		
Forum d'échanges sur les contrats des organismes publics dans le domaine de la construction	Le mandat du Forum est de contribuer à l'optimisation des processus d'acquisition et de gestion contractuelle. Cela vise notamment à bonifier les textes réglementaires et les outils de gestion afin qu'ils répondent le mieux possible aux besoins des organismes publics et des entreprises qui contractent avec eux.	<ul style="list-style-type: none"> Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), les autres organismes participants sont : Association des Architectes en pratique privée du Québec (AAPPO) Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGTO) Association de la construction du Québec (ACQ) Association de consultants et laboratoires experts (ACLE) Association des estimateurs et des économistes en construction du Québec (AEECO) 	Aucun	<p>Il n'y a eu aucune rencontre formelle du Forum en 2013-2014.</p> <p>Le Secrétariat du Conseil du trésor a plutôt mené une vaste consultation sur les pratiques contractuelles durant la dernière année (février 2013 à octobre 2013) et plusieurs des membres du Forum y ont participé.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> - Association des ingénieurs-conseils du Québec (AICQ) - Association patronale des entreprises en construction du Québec (APECQ) - Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec (APMLQ) - Association québécoise des entrepreneurs en infrastructure (AQEI) - Commission de la construction du Québec (CCQ) - Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ) - Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) - Ministère de la Culture et des Communications (MCC) - Ministère des Finances et de l'Économie (MFEO) - Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) - Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) - Ministère des Transports (MTQ) - Société québécoise des infrastructures (SQI). 		
Table de concertation sur les pratiques d'acquisitions écoresponsables	Informar, former et accompagner les ministères et les organismes publics sur les pratiques d'acquisitions	Sous la présidence du ministère du Développement durable, de	Aucun	Les rencontres suivantes ont été tenues au cours de l'exercice 2013-2014 : 4 juillet 2013 et 9 décembre

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	<p>écoresponsables.</p> <p>Développer des outils.</p> <p>Définir des orientations gouvernementales en matière d'acquisitions écoresponsables.</p>	<p>l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP), les autres organismes participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Centre de services partagés du Québec (CSPQ) - Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) - Forum des gestionnaires en ressources matérielles du gouvernement du Québec, (FGRM) - Hydro-Québec - Loto-Québec - Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) - Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) - Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) - Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) - Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) - Recyc-Québec - Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) - Société de l'Assurance automobile du Québec (SAAQ) - Société des Alcools du Québec 		<p>2013.</p> <p>Lors de ces rencontres, les participants ont échangé sur leurs réalisations et exploré les avenues pour accroître les initiatives visant à améliorer les pratiques d'acquisitions écoresponsables.</p> <p>Un projet de plan de travail 2013-2015 a été déposé.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		(SAQ) - Société Immobilière du Québec (SIQ)		
Comité consultatif interministériel	Mise en œuvre de la Directive sur la sécurité de l'information	Ce comité est sous la responsabilité du SCT. Des représentants des ministères et des organismes suivants le composent : Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Commission des lésions professionnelles (CLP) Commission de Protection du territoire agricole (CPTAQ), Contrôleur des Finances, Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ)	Aucun	Il y a eu une rencontre le 27 février 2014 et une autre le 25 mars 2014.
Table des conseillers en architecture d'entreprise	Réunir plusieurs intervenants d'organismes publics différents, afin de pouvoir échanger dans une perspective gouvernementale et répondre à plusieurs besoins, comme : <ul style="list-style-type: none">- permettre aux organismes publics de contribuer aux travaux gouvernementaux ;- favoriser le partage des expertises et des connaissances ;- améliorer la concertation entre les organismes centraux (SCT, CSPQ, MESS) et les organismes publics ;- identifier des opportunités de services communs.	Piloté par le SCT. La table est composée de représentants de plusieurs organismes publics. Les ministères et les organismes participants sont : Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), Commission des normes du travail (CNT), Centre de services partagés du Québec (CSPQ), Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), Commission des transports du Québec (CTQ), Directeur de l'état civil (DEC), Directeur général des élections (DGE), Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), Financière agricole du Québec (FADQ), Institut de la statistique du Québec (ISQ), ministère de l'agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation du Québec	Aucun	Au fil des six rencontres régulières tenues du 1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, les participants ont échangé et partagé sur : <ul style="list-style-type: none">- Les incidences sécuritaires et juridiques de l'utilisation de l'infonuagique par le gouvernement québécois;- Présentation de la solution infonuagique de gestion de l'aide financière aux festivals et aux événements;- Mon dossier citoyen : une réponse aux besoins des citoyens;- Union des forces de Services-Québec et du MESS;- Nouvelle version du Cadre commun d'interopérabilité du gouvernement du Québec (CCIGQ);- Concept de sources officielles d'information au

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		(MAPAQ), Ministère de la Culture et des communications (MCC), MCE, ministère du développement durable, Environnement et lutte contre les changements climatiques (MDDEL), MELS, ministère de l'emploi et de la solidarité sociale (MESS), Ministère des Finances (MFQ), ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MCC), ministère de la Justice (MJQ), ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), Ministère de la Sécurité publique (MSP), MSSS, ministère du Tourisme (MTO), ministère des transports (MTQ), ministère du travail (MTRAV), RAMQ, Régie du bâtiment (RBQ), Revenu Québec (RQ), Régie des rentes du Québec (RRQ), SAAQ, SQ, Tribunal administratif du Québec (TAQ)		gouvernement du Québec; <ul style="list-style-type: none"> – Modélisation de données de type Data Vault; – Stratégie de l'économie numérique du Québec; – Architecturer les affaires d'une entreprise; – Changements organisationnels du SSDPI; – Radio-Canada – Un virage vers l'infonuagique; – Mandat et bilan des six premiers mois du Centre d'expertise en logiciel libre (CELL); – Présentation des services clicSÉCUR; – État de situation sur l'infonuagique au gouvernement du Québec; – Projet d'implantation de la Communauté des dirigeants de l'information et leur entourage; – Synthèse de la programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI) 2013-2014; – Présentation de l'intranet du SSDPI; – Présentation des projets de déclaration unique du Directeur de l'état civil; – Présentation du nouveau programme de formations en architecture d'affaires au CLDC; – Présentation du cadre de référence pour soutenir la gestion et la revue diligente des projets en ressources informationnelles.
Comité de direction stratégique de la Stratégie de transformation et d'optimisation des ressources informationnelles (STORI)	Ce comité est responsable de la mise en œuvre de la STORI.	Ce comité est sous la responsabilité du SCT. Des représentants des ministères et des organismes suivants le composent : CSPQ, MSSS, MELS	Aucun	Le comité s'assure du suivi des différents travaux, de leur adéquation quant aux besoins des organismes publics et du respect des orientations gouvernementales retenues. Rencontres tenues : 12 avril 2013, 26 avril 2013, 7 mai 2013, 6 juin 2013, 16 juillet 2013 et 11 décembre 2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Implantation de la Communauté des dirigeants d'information et leur entourage (CODIE) – Comité directeur – Comité client – Comité utilisateur	Ce comité est responsable de s'assurer de l'implantation de la CODIE dans le respect de la portée, de l'échéancier et du budget	Sous la présidence du dirigeant principal de l'information (DPI), ce comité regroupe des représentants du CSPQ, du Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information (SSDPI), des réseaux de la santé et de l'éducation, de la Direction des communications du SCT et d'un représentant du comité client	Aucun	Le comité a siégé six fois, soient les : 5 juin 2013, 19 juin 2013, 17 juillet 2013, 23 septembre 2013, 13 décembre 2013 et 12 mars 2014
	Ce comité est responsable de valider les besoins d'affaires, de s'assurer de la gestion du changement dans leur organisation	Sous la présidence de la responsable du projet, le comité regroupe des représentants des ministères et organismes suivants : Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP), (Conservatoire de musique et d'art dramatique (CMADQ), DPCP, MELS, MRIF, MSSS, MTQ, RAMQ, SCT, Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)	Aucun	Le comité a siégé cinq fois, soient les : 21 juin 2013, 11 juillet 2013, 30 juillet 2013, 29 août 2013 et 19 septembre 2013
	Ce comité a été consulté pour les besoins et a participé aux essais d'utilisabilité de l'outil et aux essais avant l'implantation de la CODIE en production.	Sous la présidence du chargé de projet affaires, le comité regroupe des représentants des ministères et organismes suivants : CARRA, CPTAQ, CSPQ, CSST, MAPAQ, MELS, MJQ, MSSS, MTQ, RAMQ, SCT	Aucun	Le comité a siégé quatre fois, soient les : 18 juin 2013, 10 juillet 2013, 24 juillet 2013 et 4 septembre 2013

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum de dirigeants de l'information	Principale instance de concertation regroupant l'ensemble des dirigeants de l'information désignés aux termes de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (chapitre G 1.03)	Le dirigeant de l'information Le secrétaire associé du dirigeant principal de l'information Les 115 dirigeants sectoriels de l'information Les 3 dirigeants réseau de l'information (Santé et services sociaux, Éducation et Enseignement supérieur)	Aucun	Rencontres tenues au cours de l'année Cinq rencontres régulières : 10 avril 2013, 12 juin 2013, 3 octobre 2013, 4 décembre 2013 et 5 février 2014. Une rencontre spéciale, hors programmation le 21 novembre 2013. Rencontre du DPI avec les petits organismes.
Comité exécutif des projets stratégiques d'infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> - suivre la performance des projets stratégiques ; - donner les orientations au comité de gouvernance sur les suites à donner. 	Membres permanents : <ul style="list-style-type: none"> - le président du Conseil du trésor; - le secrétaire du SCT; - le président-directeur général de la SQI; - le secrétaire associé aux infrastructures publiques du SCT. Membres invités : <ul style="list-style-type: none"> - le ministre titulaire et les sous-ministres responsables des projets; - les secrétaires associés des différents secteurs et les directeurs généraux du SCT; - les vice-présidents de la SQI (et éventuellement celui de la future Agence des Transports, le cas échéant). 	Aucun	Dates des rencontres : <ul style="list-style-type: none"> - 15 octobre 2013 - 17 décembre 2013
Comité de gouvernance des projets stratégiques d'infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> - suivre la performance des projets; - informer le comité exécutif de la performance des projets stratégiques. 	Membres permanents : le Secrétariat du Conseil du trésor : <ul style="list-style-type: none"> - le secrétaire associé aux 	Aucun	Dates des rencontres : <ul style="list-style-type: none"> - 10 juillet 2013 - 5 septembre 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		infrastructures publiques; – le directeur général de la gestion des investissements en infrastructures publiques; – le directeur général de la gouvernance des projets d'infrastructure; – la directrice de la gouvernance des projets d'infrastructure; – la coordonnatrice et secrétaire du comité. la Société québécoise des infrastructures : – le directeur général du bureau de coordination des projets et des projets stratégiques Transports; – le directeur de la planification et analyse financière et le directeur – assurance qualité; – le directeur de l'intelligence d'affaires. Membres sectoriels : – le directeur général adjoint des investissements du ministère de la Santé et des Services sociaux; – le directeur général aux infrastructures p.i. du ministère des Affaires municipales, des		– 3 octobre 2013 – 7 novembre 2013 – 5 décembre 2013 – 6 février 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<p>Régions et de l'Occupation du territoire;</p> <ul style="list-style-type: none">- le directeur général de l'administration et des immobilisations du ministère de la Culture et des Communications;- la directrice générale du financement au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport;- le directeur général des infrastructures du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie,- le sous-ministre adjoint aux projets stratégiques du ministère des Transports. <p>Membres invités (ad hoc) :</p> <ul style="list-style-type: none">- le ministère des Finances et de l'Économie du Québec - Tourisme Québec;- le ministère de la Sécurité publique;- le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs;- la Commission de la capitale nationale du Québec.		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité de coordination	<ul style="list-style-type: none"> – assurer un suivi adéquat des projets d'infrastructure entre le SCT et la SQL; – déterminer les problèmes ou enjeux qui devraient être amenés au comité de gouvernance; 	<ul style="list-style-type: none"> – la directrice à la gouvernance des projets d'infrastructure, Secrétariat du Conseil du trésor; – le directeur général à la gouvernance des projets d'infrastructure, Secrétariat du Conseil du trésor; – le directeur général aux investissements en infrastructures publiques, Secrétariat du Conseil du trésor; – le directeur général du bureau de coordination des projets et des projets stratégiques Transports, Société québécoise des infrastructures; – le directeur de la planification et analyse financière, Société québécoise des infrastructures; – le directeur – assurance qualité, Société québécoise des infrastructures. 	Aucun	<p>Dates des rencontres :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 13 décembre 2013 – 20 décembre 2013 – 17 janvier 2014 – 31 janvier 2014 – 28 février 2014 <ul style="list-style-type: none"> – élaboration de plans d'action pour répondre aux problématiques et enjeux identifiés; – suivi des actions convenues.
Comité de suivi en matière d'allégement réglementaire	<ul style="list-style-type: none"> – Suivre la mise en œuvre des recommandations. – Suggérer, le cas échéant, des correctifs appropriés. – Faire rapport annuellement au Conseil des ministres de l'état d'avancement des recommandations. – Proposer des moyens de diffuser les résultats atteints auprès de la population, en particulier de 	<ul style="list-style-type: none"> – la vice-présidente principale et porte-parole nationale, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEIE) – le secrétaire général et greffier du Conseil exécutif – la présidente-directrice générale, Fédération des chambres de 	Aucun	<p>Depuis sa création, le comité de suivi a tenu quatre rencontres :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 7 mars 2013 – 28 mai 2013 – 22 octobre 2013 – 18 février 2014 <p>La majeure partie des recommandations du rapport</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	<p>la communauté des affaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> Recevoir des ministères et organismes toute analyse ou recommandation concernant les études de cas et le relevé des obligations réalisés dans le cadre du groupe de travail. 	<p>commerce du Québec (FCCQ)</p> <ul style="list-style-type: none"> le président, Conseil du patronat du Québec (CPQ) le président-directeur général, Conseil québécois du commerce de détail (CQCD) la directrice aux affaires publiques et relations gouvernementales, Manufacturier exportateur du Québec (MEQ) le président-directeur général, Revenu Québec la vice-présidente et directrice générale, Direction générale des entreprises – Revenu Québec le sous-ministre, ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) le secrétaire, Secrétariat du conseil du trésor. (SCT) la directrice du soutien à la gouvernance, Services Québec. 		<p>Audet est actuellement réalisée ou en cours de réalisation.</p>
Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme (GRAEP)	<p>Le GRAEP a été fondé en 1989 afin de favoriser le développement et la promotion de la fonction d'évaluation de programme dans les ministères et organismes du gouvernement du Québec.</p> <p>Pour ce faire, le GRAEP s'est fixé comme objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'instaurer un réseau de partage des expertises et des expériences en évaluation de programme 	<p>Le GRAEP regroupe les personnes qui assument la responsabilité d'implanter la fonction d'évaluation de programme dans les ministères et les organismes du gouvernement du Québec et d'en diriger ou coordonner les activités.</p> <p>Le GRAEP regroupe 41 membres provenant</p>	<p>Le budget de fonctionnement de l'organisation provient principalement des cotisations de ses membres. La cotisation est</p>	<p>Pour les membres du GRAEP et leur personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le 3 octobre 2012, 12 responsables de la fonction se sont rencontrés à Québec pour échanger sur leurs pratiques (politique d'évaluation, budgets et coûts, suivi des recommandations, gestion, etc.) Le 31 mai 2012, une coformation s'est tenue sur l'utilisation des méthodes quantitatives en

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	<p>entre les ministères et organismes;</p> <ul style="list-style-type: none"> - de jouer un rôle de représentation et de conseil auprès des organismes centraux; - de promouvoir la fonction d'évaluation de programme et d'organiser des forums d'échange; - de soutenir les dirigeants des ministères et organismes du gouvernement du Québec dans l'implantation des fonctions de suivi de gestion et d'évaluation de programme (programmes, stratégies, interventions, politiques, services, projets et activités). 	<p>de 18 ministères et 20 organismes (en date du 5 novembre 2012). Il est présidé par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et géré par un comité exécutif de 7 membres, incluant le président.</p> <p>Le Secrétariat du Conseil du trésor compte deux membres sur le GRAEP dont la responsable de la fonction d'évaluation de l'organisation et une observatrice. Le Ministère des Ressources naturelles et de la Faune apporte de son côté une contribution additionnelle au GRAEP par l'implication d'une professionnelle. Celle-ci assure le secrétariat et la logistique des rencontres du groupe. Elle est sans droit de vote. Le groupe compte, enfin, un membre honoraire.</p> <p>La liste des ministères et organismes faisant partie du GRAEP est la suivante : Ministère de la Justice, Secrétariat du Conseil du trésor, ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère des Transports, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère du Travail, ministère du Tourisme, ministère des Relations internationales, ministère de la Culture, des Communications et de la</p>	<p>établie à 200 \$ par année et par membre.</p> <p>Les revenus du GRAEP ont été de 6583.66 \$ en 2012. Certains membres ne paient pas, d'autres ont déboursé un montant moindre que 200 \$, étant devenus membres en cours d'année financière.</p> <p>Le GRAEP disposait à la fin de 2011-2012 de quelque 11 000 \$ en encaisse.</p> <p>Les membres du GRAEP sont des employés de la fonction publique rémunérés. En conséquence, certains contribuent sur leur temps de</p>	<p>évaluation de programme et sur l'évaluation de l'efficacité et de l'efficience des <i>Mesures actives offertes aux individus par emploi-Québec</i>.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le 29 février 2012 (année 2011-2012), une coformation évaluations a été offerte sur les outils, gabarits et modèles utilisés pour la réalisation d'évaluations et sur les logiciels et applications informatiques. - Le 11 juillet 2012, M. Côté, président de l'organisation, a rendu visite au Secrétariat du Conseil du trésor pour échanger sur le moyen de financer une offre de services du Centre de recherche et d'expertise en évaluation pour de la formation en évaluation de programme. - À l'automne 2012, quatre nouveaux documents ont été rendus disponibles aux membres du GRAEP par l'intermédiaire du site Internet du groupe. - Pour le Secrétariat du Conseil du trésor, le GRAEP offre : - une tribune de consultation quand aux préoccupations et aux besoins des responsables de l'évaluation dans les MO; - des collaborateurs dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive concernant l'évaluation de programme dans les ministères et les organismes (décret 125-2014 du 19 février 2014)); - un réseau de collaborateurs dans le

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		Condition féminine Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, ministère des Ressources naturelles et de la Faune, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de la Famille et des Aînés, Commissaire à la santé et au bien-être, Commission des normes du travail, Commission de la santé et de la sécurité au travail, Conseil de gestion de l'assurance parentale, Curateur public du Québec, Institut du tourisme et d'hôtellerie du Québec, Institut national de santé publique du Québec, Institut national d'excellence en santé et services sociaux Investissement Québec, Office de la protection du consommateur, Office des personnes handicapées du Québec, Office québécois de la langue française, Régie de l'assurance-maladie du Québec, Régie des rentes du Québec, Régie du bâtiment du Québec, Revenu Québec, Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), Société de l'assurance-automobile du Québec, Sûreté du Québec, Vérificateur général du Québec	travail et accueillent les rencontres dans leurs locaux.	développement de la fonction d'évaluation, notamment par le biais de « co-formations » offertes gratuitement entre les membres.
Comité interministériel sur le projet SIRP (Système intégré de radiocommunications policières)	Informar les intervenants des avancées de l'implantation SIRP sur le Réseau national intégré de radiocommunications particulièrement au niveau de l'échéancier, du budget et de la qualité	Centre des services partagés du Québec Ministère de la Sécurité publique	Aucun	Le SCT est informé au fur et à mesure des changements notamment dans le calendrier d'implantation et de ses répercussions sur le budget d'investissement et de fonctionnement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 2 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	Partager l'information notamment sur l'évolution technologique afin de passer en mode solution lorsque certaines problématiques surviennent	Sûreté du Québec Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 8 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires¹ dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.

MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	MARS 2013	MARS 2014
010-Culture et Communications	Professionnel	8	11	24	22	24	49	47	34	38
	Technicien	3	2	2	3	4	5	7	7	10
	Personnel de bureau	5	6	6	10	8	6	7	7	9
Total 010-Culture et Communications		16	19	32	35	36	60	61	48	57
030-Relations internationalesRelations internationales, Francophonie	Haute direction	6	6	7	5	6	2	4	2	1
	Cadre								1	1
	Professionnel	4	9	21	26	23	29	26	33	21
	Technicien	3	1	5	7	2	3	4	8	7
	Personnel de bureau	4	7	6	4	7	11	7	7	7
	Ouvrier			1	1					
Total 030-Relations internationalesRelations internationales, Francophonie et Commerce extérieur		17	23	40	43	38	45	41	51	37
050-Affaires municipales, régions et occupation du territoire	Haute direction	1	1	1	1	1				
	Professionnel	7	20	18	16	25	52	32	32	42
	Technicien	3	6	2	5	9	12	6	6	9
	Personnel de bureau	3	3	4	7	11	11	10	10	12
Total 050-Affaires municipales, régions et occupation du territoire		14	30	25	29	46	75	48	48	63
055-Immigration et des Communautés culturelles	Haute direction	1	1							
	Cadre					1	1			
	Professionnel	19	25	13	30	35	37	40	44	42
	Enseignant								90	102
	Technicien		4	3	15	21	12	10	15	18
	Personnel de bureau	2	15	16	41	63	42	32	33	37
Total 055-Immigration et des Communautés culturelles		22	45	32	86	120	92	82	182	199
060-Santé et des Services sociaux	Haute direction	1				1	1			1
	Cadre	2	2	2	1	1	1	1	5	5
	Professionnel	21	20	36	55	51	38	52	99	117
	Technicien	7	5	10	12	13	9	23	28	14
	Personnel de bureau	3	10	15	32	32	15	29	41	38
Total 060-Santé et des Services sociaux		34	37	63	100	98	64	105	173	175

063-Régie des rentes du Québec	Cadre									1
	Professionnel	18	18	16	24	32	24	33	20	37
	Technicien	7	13	5	4	8	9	16	19	22
	Personnel de bureau	45	62	32	16	46	56	78	99	96
	Ouvrier		1	1				1	5	5
Total 063-Régie des rentes du Québec		70	94	54	44	86	89	128	143	161
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Professionnel	21	50	47	67	63	60	59	90	137
	Technicien	19	19	28	49	62	74	94	99	130
	Personnel de bureau	11	17	29	39	40	29	84	68	102
	Ouvrier			2	2			3	4	6
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		51	86	106	157	165	163	240	261	375
065-Famille	Professionnel	7	6	17	27	23	33	42	26	37
	Technicien	2	2	4	3	4	20	26	15	14
	Personnel de bureau	1	2	5	6	3	10	20	14	12
Total 065-Famille		10	10	26	36	30	63	88	55	63
067-Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	Haute direction	1	1	1	1	1	1			
	Cadre					1			1	2
	Professionnel	19	23	20	16	12	23	29	64	57
	Technicien	2	3	7	11	7	10	29	49	51
	Personnel de bureau	4	2	7	6	7	10	46	51	46
Total 067-Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie		26	29	35	34	28	44	104	165	156
075-Travail	Cadre						1	1		1
	Professionnel	2	4	6	9	4	5	5	3	5
	Technicien			1	1	2	1	1	1	1
	Personnel de bureau	1		4	12	10	11	4	5	3
Total 075-Travail		3	4	11	22	16	18	11	9	10

080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Haute direction	1	1	1	1	1	1	1	1	
	Cadre	1	1	1	1			1	2	
	Professionnel	28	39	77	94	106	88	84	97	86
	Enseignant	7	15	26	16	15	4	4	24	31
	Technicien	13	45	107	93	90	85	79	85	66
	Personnel de bureau	8	16	18	16	22	24	29	36	33
	Ouvrier									1
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		58	117	230	221	234	202	198	245	217
095-Sécurité publique	Haute direction				1	1	1			
	Cadre		1	1	1	3	3	2	3	3
	Professionnel	26	50	70	81	56	46	88	151	152
	Technicien	22	19	18	19	17	14	15	26	45
	Personnel de bureau	14	16	26	42	40	44	53	80	115
	Agent de la paix	377	359	408	549	640	485	334	394	526
	Ouvrier	10	13	10	7	5	5	21	31	44
Total 095-Sécurité publique		449	458	533	700	762	598	513	685	885
140-Conseil exécutif	Haute direction	9	9	8	5	4	3	3	2	2
	Cadre				2	3	1	2	1	1
	Professionnel	2	22	32	43	44	41	43	37	34
	Technicien	1	4	6	11	13	10	6	8	4
	Personnel de bureau	2	4	5	10	9	12	11	14	8
Total 140-Conseil exécutif		14	39	51	71	73	67	65	62	49
160-Conseil du trésor	Cadre							1	2	2
	Professionnel	19	20	26	38	52	60	62	54	51
	Technicien	6	4	6	8	6	14	12	8	11
	Personnel de bureau	7	9	13	16	25	26	17	14	13
Total 160-Conseil du trésor		32	33	45	62	83	100	92	78	77

188-Bureau de décision et de révision	Cadre					1	1			
	Professionnel						1	2	1	
	Personnel de bureau					1	1			
Total 188-Bureau de décision et de révision						1	2	3	2	1
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Professionnel								1	1
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec									1	1
210-Finances et de l'Économie	Haute direction	2	4	3	3	2	1	1		
	Cadre			2	2	1	1	2	1	
	Professionnel	24	36	51	90	96	112	103	142	135
	Technicien	3	7	9	12	20	30	20	24	26
	Personnel de bureau	2	7	5	11	18	27	40	44	35
Total 210-Finances et de l'Économie		31	54	70	118	137	171	166	211	196
238-Conseil supérieur de l'éducation	Haute direction		1	1	1	1	1			
	Professionnel	1	1		2	2	3	3	1	1
	Technicien						1	1		
	Personnel de bureau					1	1			
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		1	2	1	3	4	6	4	1	1
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assu	Professionnel	8	11	12	25	28	47	62	67	80
	Technicien	1	1	32	46	52	44	46	28	25
	Personnel de bureau	5	6	24	41	59	80	99	87	74
Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		14	18	68	112	139	171	207	182	179
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Haute direction							1	1	1
	Professionnel							8	13	17
	Technicien								1	2
	Personnel de bureau							2	3	3
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption								11	18	23

245-Commissaire à la santé et au bien-être	Cadre				1	1	1			
	Professionnel	8	11	11	9	8	4	2	4	4
	Technicien				2	2	1			
	Personnel de bureau	1	1	3	3	4	4			1
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		9	12	14	15	15	10	2	4	5
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Professionnel			1	3	4	1	2	2	5
	Technicien		2	1	1	1	4	6	32	41
	Personnel de bureau	5	6	9	26	31	28	38	55	66
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		5	8	11	30	36	33	46	89	112
247-Commissaire au lobbyisme du Québec	Professionnel	2	3	1	1	3	3	4	6	5
	Technicien				2	4	2	1	3	2
	Personnel de bureau	1				1	1			
Total 247-Commissaire au lobbyisme du Québec		3	3	1	3	8	6	5	9	7
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Professionnel	2	1	1	1	5	5	1		2
	Technicien			1		2	1	1	1	1
	Personnel de bureau	1	1		2	2	1	3	2	1
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		3	2	2	3	9	7	5	3	4
267-Commissaire à la déontologie policière	Cadre	1								
	Professionnel	4	4	3	2	4	4			2
	Technicien			1	1					
	Personnel de bureau				1		1	1	3	3
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		5	4	4	4	4	5	1	3	5
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Professionnel	3	1	2	2	2	2	5	6	2
	Technicien							1	1	
	Personnel de bureau	1	1				1	1		
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		4	2	2	2	2	3	7	7	2

278-Commission de l'équité salariale	Professionnel	1	4	4	7	12	7	18	15
	Technicien	1		1			1	1	1
	Personnel de bureau	1		1	2		2	3	4
Total 278-Commission de l'équité salariale		2	1	4	6	9	12	10	22
285-Commission des relations du travail	Professionnel	5	4	1	4	5	4	3	9
	Technicien				1	1			1
	Personnel de bureau				6	6	1	4	6
Total 285-Commission des relations du travail		5	4	1	11	12	5	4	9
293-Coroner	Professionnel				1	1			
	Technicien								1
	Personnel de bureau	1	1		3	2		1	1
Total 293-Coroner		1	1		4	3		1	2
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Haute direction								1
	Cadre	1	1	1	1	1			
	Professionnel	22	29	40	62	64	92	78	104
	Technicien	27	82	79	130	168	144	177	225
	Personnel de bureau	14	6	6	88	92	74	87	89
	Agent de la paix	10	25	33	15	20	19	20	35
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec	Ouvrier				1	1		1	1
		74	143	159	297	346	329	363	454
									543
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Technicien							1	
	Personnel de bureau						1	1	1
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs							1	1	2

323-Institut de la statistique du Québec	Haute direction	1	1							
	Cadre			1	1					
	Professionnel	9	8	13	22	14	21	27	22	27
	Technicien			1	7	5	9	10	2	6
	Personnel de bureau	3	1	2	4	2	4	9	3	6
	Ouvrier									1
Total 323-Institut de la statistique du Québec		13	10	17	34	21	34	46	27	40
328-Commission de protection du territoire agricole	Haute direction	3	4	4	5	5	4	3	2	1
	Professionnel			2	4	5	8	3	3	5
	Technicien			1	2	2	2	2	5	5
	Personnel de bureau	2	5	2	8	9	7	3	3	5
Total 328-Commission de protection du territoire agricole		5	9	9	19	21	21	11	13	16
344-Office de la protection du consommateur	Professionnel	1	4	3	2	2	2	4	5	4
	Technicien	3	3	8	7	10	6	4	10	5
	Personnel de bureau			2	2	1	1	1	2	2
Total 344-Office de la protection du consommateur		4	7	13	11	13	9	9	17	11
347-Centre de services partagés du Québec	Cadre		1	1			1	1	3	2
	Professionnel	15	30	59	99	91	109	130	123	151
	Technicien	4	21	47	65	84	113	132	112	127
	Personnel de bureau	3	7	21	36	52	51	77	60	77
	Ouvrier	1	1			1	3	6	6	5
Total 347-Centre de services partagés du Québec		23	60	128	200	228	277	346	304	362
350-Éducation, du Loisir et du Sport	Cadre			1	1	2	2	4	3	3
	Professionnel	27	37	44	29	48	66	85	86	72
	Technicien	9	8	7	10	12	19	21	16	19
	Personnel de bureau	17	12	8	4	15	25	51	51	40
	Ouvrier									2
Total 350-Éducation, du Loisir et du Sport		53	57	60	44	77	112	161	156	136

352-Régie du cinéma	Professionnel	1			1	2	1	3	3	3
	Technicien	1	1			1	2			1
	Personnel de bureau	2	2	1	1	1		3	3	1
Total 352-Régie du cinéma		4	3	1	2	4	3	6	6	5
360-Office des professions du Québec	Cadre						1	1		
	Professionnel	1	2	1	3	5	3	2	4	6
	Technicien			1	1		1		1	2
	Personnel de bureau				1	1	4	6	2	2
Total 360-Office des professions du Québec		1	2	2	5	6	9	9	7	10
367-Régie du bâtiment du Québec	Cadre		2	1						
	Professionnel	6	7	12	12	12	14	13	19	16
	Technicien	24	20	35	43	43	43	29	62	56
	Personnel de bureau			3	17	30	20	15	30	42
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		30	29	51	72	85	77	57	111	114
368-Commission municipale du Québec	Professionnel				1	1		1	1	1
	Personnel de bureau				1	2	2	1	1	1
Total 368-Commission municipale du Québec					2	3	2	2	2	2
370-Assemblée nationale	Cadre			1	1					
	Professionnel	9	10	14	19	22	16	18	25	19
	Technicien	9	13	10	16	17	15	13	15	22
	Personnel de bureau	9	13	14	9	12	19	19	12	9
	Agent de la paix		3	2	5	4	7	13	7	2
	Ouvrier	4	5	4	5	6	6	7	10	9
Total 370-Assemblée nationale		31	44	45	55	61	63	70	69	61
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Professionnel							2	1	3
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie								2	1	3

374-Vérificateur général du Québec	Haute direction					1	1	1		
	Cadre						1	1		1
	Professionnel	26	56	73	60	47	51	64	58	50
	Technicien	1	1		1		3	2		
	Personnel de bureau	3	1		2	4	4	5	5	3
Total 374-Vérificateur général du Québec		30	58	73	63	52	60	73	63	54
380-Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs	Cadre						1			
	Professionnel	24	45	62	61	76	114	157	177	178
	Technicien	25	35	36	42	63	89	129	125	136
	Personnel de bureau	19	21	21	17	26	41	66	47	53
	Agent de la paix	13	54	81	39	46	49	119	136	116
	Ouvrier		1					6	6	7
Total 380-Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs		81	156	200	159	211	294	477	491	490
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Professionnel		1	4	4	4	6	3	5	5
	Technicien		1	5	6	6	5	9	11	13
	Personnel de bureau	4	4	4	5	7	4	9	12	16
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		4	6	13	15	17	15	21	28	34
390-Sûreté du Québec	Cadre		1						1	1
	Professionnel	12	12	27	30	23	23	23	33	70
	Technicien	13	10	11	10	11	7	5	22	42
	Personnel de bureau	30	40	41	27	35	56	51	52	131
	Ouvrier				1				6	31
Total 390-Sûreté du Québec		55	63	79	68	69	86	79	114	275
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Professionnel	1		1	2	2	2	2	2	
	Technicien		1	1				1	3	2
	Personnel de bureau						2	2	3	1
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		1	1	2	2	2	4	5	8	3

400-Justice	Cadre	1	1				1	1		
	Professionnel	18	27	37	56	56	54	46	55	59
	Technicien	13	17	35	51	51	55	51	54	73
	Personnel de bureau	56	26	42	74	84	95	92	84	184
	Ouvrier					1	1			
Total 400-Justice		88	71	114	181	192	206	190	193	316
402-Comité de déontologie policière	Personnel de bureau			1	2	1		1	1	
Total 402-Comité de déontologie policière				1	2	1		1	1	
408-Commission d'accès à l'information	Professionnel	2	3	2	6	5	7	5	3	2
	Technicien			1	4	3			1	1
	Personnel de bureau	1	1	1	2	2			1	1
Total 408-Commission d'accès à l'information		3	4	4	12	10	7	5	5	4
414-Commission des lésions professionnelles	Haute direction			1	1	1	1	1	1	1
	Cadre				1					
	Professionnel	3	2	4	6	7	5	6	6	3
	Technicien			1	2	4	3	3	3	6
	Personnel de bureau	1	3	3	6	17	21	26	17	18
	Ouvrier									1
		4	5	9	16	29	30	36	27	29
Total 414-Commission des lésions professionnelles										
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Technicien									1
	Personnel de bureau			2	2	2	4	4	2	1
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles				2	2	2	4	4	2	2
430-Commission de la fonction publique	Professionnel		1		6	8	8	8	5	4
	Technicien			1	1	1	2	1	1	
	Personnel de bureau				2	2	2	2	2	
Total 430-Commission de la fonction publique			1	1	9	11	12	11	8	4

450-Tribunal administratif du Québec	Professionnel	1	3	1	1	2	4	4	7	2
	Technicien	2	2	5	9	10	5	10	15	11
	Personnel de bureau	3	1	2	5	5	8	16	15	10
	Ouvrier				1	1				
Total 450-Tribunal administratif du Québec		6	6	8	16	18	17	30	37	23
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Professionnel				2					
	Technicien		1	1			1			
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale			1	1	2		1			
510-Régie du logement	Professionnel			3	7	5	2		5	3
	Technicien				1		3	1	1	1
	Personnel de bureau	6	7	6	12	19	13	10	24	21
Total 510-Régie du logement		6	7	9	20	24	18	11	30	25
520-La Financière agricole du Québec	Professionnel	10	13	10	13	7	12	31	34	42
	Technicien	4	2	5	16	13	10	62	60	51
	Personnel de bureau	3	4	4	4	5	5	19	14	23
Total 520-La Financière agricole du Québec		17	19	19	33	25	27	112	108	116
538-Office des personnes handicapées	Professionnel	6	5	5	10	7	12	12	19	12
	Technicien	1			1	1			2	3
	Personnel de bureau	3	2	1	2		3	2	3	3
Total 538-Office des personnes handicapées		10	7	6	13	8	15	14	24	18
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Cadre				2	4	5	3	1	
	Professionnel				1	3	6	5	5	3
	Enseignant				21	21	1	1	25	27
	Technicien							6	7	9
	Personnel de bureau			1	1			3	1	2
	Ouvrier							1	1	1
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec				1	25	28	12	19	40	42

560-Curateur public	Professionnel	14	24	20	38	39	34	34	39	33
	Technicien	4	2	3	25	29	24	13	15	27
	Personnel de bureau	4	1	3	11	15	17	11	16	21
Total 560-Curateur public		22	27	26	74	83	75	58	70	81
600-Ressources naturelles	Haute direction				1	1	1	1	2	1
	Cadre		3	3	3	1	2	2	2	1
	Professionnel	42	42	64	93	106	187	172	119	101
	Technicien	53	33	32	46	61	146	167	136	121
	Personnel de bureau	3	4	8	17	23	28	37	33	46
	Agent de la paix	1								
	Ouvrier			1	3	5	5	1		
Total 600-Ressources naturelles		99	82	108	163	197	369	380	292	267
630-Directeur général des élections	Professionnel	6	11	10	8	9	16	15	11	9
	Technicien	1	3	3	10	12	8	7	9	13
	Personnel de bureau	2	2	4	8	11	3	8	13	9
	Ouvrier						1	2		
Total 630-Directeur général des élections		9	16	17	26	32	28	32	33	31
660-Conseil du statut de la femme	Professionnel	1	1	3	2	3	4	2	1	2
	Technicien	1	1	1	2	2	1		1	2
	Personnel de bureau				1	1	1	2		
Total 660-Conseil du statut de la femme		2	2	4	5	6	6	4	2	4
690-Conseil supérieur de la langue française	Professionnel		1	1	2	1	4	4	2	1
	Personnel de bureau			1	1	1	1	1	1	1
Total 690-Conseil supérieur de la langue française			1	2	3	2	5	5	3	2

700-Emploi et de la Solidarité sociale	Cadre	1	1	1	3	1	1	1	1	
	Professionnel	20	42	66	95	128	140	109	99	108
	Technicien	46	119	237	558	559	330	318	345	506
	Personnel de bureau	11	35	72	179	172	138	270	233	368
	Ouvrier			1	1	1				
Total 700-Emploi et de la Solidarité sociale		78	197	377	836	861	609	698	678	982
702-Commission des normes du travail	Professionnel	6	8	7	9	12	7	6	19	21
	Technicien	12	10	4	4	8	13	23	24	1
	Personnel de bureau	8	11	9	7	11	16	20	18	17
Total 702-Commission des normes du travail		26	29	20	20	31	36	49	61	39
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Cadre	3	4	4	4	5	3	3	1	2
	Professionnel	111	141	153	201	206	181	213	215	203
	Technicien	84	103	105	135	149	185	219	199	219
	Personnel de bureau	28	55	55	88	119	117	141	127	119
	Ouvrier		2	2		1	3	2		
Total 703-Commission de la santé et de la sécurité du travail		226	305	319	428	480	489	578	542	543
710-Office québécois de la langue française	Cadre								1	1
	Professionnel	6	2	5	4	23	23	18	21	27
	Technicien	1	1	1	5	6	4	7	5	2
	Personnel de bureau	3	3	3	2	4	9	8	11	13
Total 710-Office québécois de la langue française		10	6	9	11	33	36	33	38	43
730-Société d'habitation du Québec	Professionnel	8	7	17	25	34	32	26	33	38
	Technicien	3	2	1	1	4	9	5	7	9
	Personnel de bureau	2	5	4	3	11	13	13	8	10
	Ouvrier					1	1			
Total 730-Société d'habitation du Québec		13	14	22	29	50	55	44	48	57

773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la sa	Cadre									24	
	Professionnel									98	7
	Technicien									85	3
	Personnel de bureau									28	5
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux										235	15
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Professionnel	1	1	1	3	3	3	1	1	1	
	Personnel de bureau	1	1	1	1	2	2	1	1	2	
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		2	2	2	4	5	5	2	2	3	
807-Fonds des réseaux de transport terrestren (FORT)	Cadre			1	1	4	2	1	2	2	
	Professionnel	23	36	57	84	91	111	120	178	282	
	Technicien	28	45	65	109	149	168	182	210	305	
	Personnel de bureau	3	7	13	25	35	37	67	62	79	
	Ouvrier	23	30	64	77	109	124	264	267	454	
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestren (FORT)		77	118	200	296	388	442	634	719	1122	
812-Fonds de service de police	Professionnel	5	11	11	13	14	15	10	17	31	
	Technicien	3	15	69	71	30	23	17	44	106	
	Personnel de bureau	15	26	43	42	36	35	29	49	104	
	Ouvrier	2	3	3	2	2	2	1	4	9	
Total 812-Fonds de service de police		25	55	126	128	82	75	57	114	250	
814-Fonds de partenariat touristique	Professionnel	2	1	5	8	11	11	11	10	10	
	Technicien		1	1	2	7	3	2	3	5	
	Personnel de bureau	1	2	2		4	8	13	12	12	
	Ouvrier					1	1				
Total 814-Fonds de partenariat touristique		3	4	8	10	23	23	26	25	27	
816-Fonds de développement et de reconnaissance des compé	Professionnel	1		3	6	5	7	6	4		
	Technicien			2	2						
	Personnel de bureau				2	2	2				
Total 816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvr		1		5	10	7	9	6	4		

817-Fonds d'information sur le territoire	Cadre			1	1	1	1			1
	Professionnel	5	8	7	22	29	26	19	13	18
	Technicien	2	2	3	16	24	23	52	48	73
	Personnel de bureau					3	7	15	11	11
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		7	10	11	39	57	57	86	72	103
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Cadre		2	3	5			1	5	5
	Professionnel	1	1	1	1	1	2	5	7	9
	Technicien	4	2	1	1			3	7	7
	Personnel de bureau		2	3	1			8	4	4
	Ouvrier		2	2				97	96	92
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		5	9	10	8	1	2	114	119	117
826-Fonds des ressources naturelles	Haute direction					1	1	1		1
	Cadre	1	1		2	4	4	1		
	Professionnel	5	11	14	29	34	34	52	55	50
	Technicien	3	4	3	9	12	14	12	22	71
	Personnel de bureau		1	2	8	6	7	7	4	10
	Ouvrier									1
Total 826-Fonds des ressources naturelles		9	17	19	48	57	60	73	81	133
830-Commission des transports du Québec	Professionnel			1	6	2	3	4	4	5
	Technicien			2	1	1	4	7	5	2
	Personnel de bureau	3	3	3	13	12	15	13	8	13
Total 830-Commission des transports du Québec		3	3	6	20	15	22	24	17	20
850-Transports	Cadre						1			
	Professionnel	15	25	53	62	53	64	89	99	123
	Technicien	8	15	24	45	51	57	78	103	119
	Personnel de bureau	10	15	14	15	26	35	53	52	76
	Ouvrier						1	5	4	2
Total 850-Transports		33	55	91	122	130	158	225	258	320

872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	Professionnel	2	1					1	1
	Technicien								1
	Personnel de bureau	1	1	1	1	1			
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels		3	2	1	1	1		1	2
874-Fonds du financement regroupé	Professionnel	1	3	2	1	1	1	2	1
	Technicien						1		
	Personnel de bureau								1
Total 874-Fonds du financement regroupé		1	3	2	1	1	2	2	2
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Cadre						1		
	Professionnel	2	4	8	4	4	2	2	7
	Technicien	15	12	13	3	1	9	7	13
	Personnel de bureau	1			1	1	2	5	7
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		16	14	17	12	6	16	14	27
921-Magistrature et nomination des juges	Personnel de bureau								1
Total 921-Magistrature et nomination des juges									1
Total		2 109	2 877	3 891	5 620	6 308	6 440	7 561	10 025

¹ Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (St-emploi codes 1 et 4 du Sagip). Il s'agit des employés qui sont à compléter la période de probation de deux ans prévues à la LFP (LRQ,c,F3.1.1) section 2 article 14
Texte de loi: Un fonctionnaire acquiert le statut de permanent dès qu'il a été employé dans la fonction publique de façon continue pendant deux ans.
Données selon l'exercice financier 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 9 - Effectifs temporaires nommés permanent depuis 2004

Nombre d'effectifs temporaires qui ont eu le statut de permanence, par année depuis 2004.										
	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Nombre d'employés temporaires devenus permanents	3 116	2 334	331	691	1 314	1 692	2 565	2 423	2 775	3 077

Employés assujettis à la LFP
Nombre de personnes différentes qui ont été nommés permanents

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 11 - Unités autonomes de services

Nombre d'unités autonomes de services propre à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle.	
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS) ET UNITÉS AYANT CONCLU UNE CONVENTION DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ (CPI)	MINISTÈRE ou ORGANISME RESPONSABLE
Bureau des infractions et amendes (CPI)	Ministre de la Justice
Centre de conservation du Québec (CPI)	Ministre de la Culture et des Communications
Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (CPI)	Ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
Centre d'expertise hydrique du Québec (CPI)	Ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	Ministre des Transports
Centre de recouvrement du MESS (CPI)	Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Contrôle routier Québec (CPI) [partie de la SAAQ]	Ministre des Transports
Emploi-Québec (CPI)	Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS)	Ministre de la Sécurité publique
Régie du cinéma (CPI)	Ministre de la Culture et des Communications

Note : Depuis 2010, quatre unités conventionnées ont annulé leur convention de performance et d'imputabilité: Transformation alimentaire Québec, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), la Régie du logement, la Régie des rentes du Québec et le Centre de signalisation du ministère des Transports.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 12 - Employés dans les unités autonomes

Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.		
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS) ET UNITÉS AYANT CONCLU UNE CONVENTION DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ (CPI)	ETC TOTAL UTILISÉ 2013-2014	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
Bureau des infractions et amendes (CPI)	196	2001-06-12
Centre de conservation du Québec (CPI)	24	2002-11-20
Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (CPI)	386	2002-01-16
Centre d'expertise hydrique du Québec (CPI)	130	2001-12-04
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	445	1997-06-13
Centre de recouvrement du MESS (CPI)	162	2001-04-05
Contrôle routier Québec (CPI) [partie de la SAAQ]	411	2001-02-28
Emploi-Québec (CPI)	4 203	2002-04-16
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS)	142	1996-10-01
Régie du cinéma (CPI)	42	2001-01-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 13 - Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement

Pour l'année 2013-2014, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a. Le nombre d'employés ayant obtenu en 2013-2014 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.					
2013-2014					
	COMMUNAUTÉ CULTURELLE	PERSONNE HANDICAPÉE	ANGLOPHONE	AUTOCHTONE	MOINS DE 35 ANS
Nombre d'employés selon le statut *					
Régulier	567	52	33	20	1 809
Occasionnel **	865	121	105	46	3 867
Nombre d'employés ayant reçu un remboursement lié aux frais de déménagement***	18				

* Les résultats de 2013-2014 sont partiels (mouvements cumulatifs à la paie 26 du 20-03-2014) et ils excluent la CSST

** Sont exclus du tableau les occasionnels avec droit de rappel (statut d'emploi = 12)

*** La mesure s'adresse aux membres des communautés culturelles résidant dans la région métropolitaine de Montréal qui acceptent un emploi régulier ou occasionnel de plus d'un an dans une autre région.
 Le nombre indiqué fait référence aux nouvelles demandes de remboursement entre le 1er avril 2013 et le 31 mars 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Équité salariale; état de situation

Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

PROGRAMMES TERMINÉS

Pour les secteurs public et parapublic, la Loi sur l'équité salariale (LES) définit deux entreprises; celle de la fonction publique et celle du secteur parapublic. L'entreprise du secteur parapublic regroupe le personnel des secteurs de l'éducation (commissions scolaires et collèges) et de la santé et des services sociaux. Pour les deux entreprises, le Conseil du trésor a mis en place 12 programmes d'équité salariale différents; neuf pour l'entreprise de la fonction publique et trois pour l'entreprise du secteur parapublic.

ENTREPRISE DU SECTEUR PARAPUBLIC (RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DES COMMISSIONS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES)

Pour l'entreprise du secteur parapublic, le programme le plus important est celui visant tout le personnel syndiqué des secteurs de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que celui non syndiqué appartenant aux mêmes catégories d'emplois. Les travaux ont été complétés, suivant les exigences de la LES, en décembre 2006. Plus de 327 000 personnes ont reçu un ajustement au printemps 2007.

Le personnel d'encadrement de l'entreprise du secteur parapublic est visé par deux programmes : le programme général du secteur de la santé et des services sociaux et le programme général du secteur de l'éducation (commissions scolaires et collèges). Il est à noter qu'outre le personnel d'encadrement, le programme général du secteur de la santé vise également certains groupes de professionnels non-syndicables, tel les pharmaciens d'établissement et les sages-femmes. Ce programme a été complété à l'automne 2010 et les ajustements salariaux ont été payés à l'automne 2011.

Le programme général du secteur de l'éducation (commissions scolaires et collèges) a été complété au printemps 2013 et les ajustements salariaux ont été payés à l'automne 2013.

ENTREPRISE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Dans l'entreprise de la fonction publique, le programme le plus important est celui visant les salariés représentés par le Syndicat de la fonction publique du Québec (47 000 salariés). Le programme vise le personnel fonctionnaire et ouvrier. Les travaux de ce comité ont été complétés en novembre 2006. Plus de 28 000 personnes ont reçu un ajustement au printemps 2007.

Le deuxième programme de la fonction publique vise les professionnels. Les travaux ont été menés conjointement avec le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (17 000 salariés). Les différentes étapes prévues par la LES ont été finalisées au début de décembre 2006. Près de 2 400 personnes ont reçu un ajustement au printemps 2007.

Le troisième programme de l'entreprise de la fonction publique s'adresse à quatre des cinq groupes d'agents de la paix. Les travaux ont été complétés et les ajustements ont été payés en 2013.

PROGRAMMES TERMINÉS OU EN COURS (SUITE)

Le quatrième programme de l'entreprise de la fonction publique, le programme général, vise le personnel d'encadrement et certains groupes professionnels non syndiqués de ce secteur. Le programme a été complété en 2012 et les ajustements salariaux ont été payés au début de l'année 2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Équité salariale; état de situation

Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

Enfin, cinq autres programmes distincts complètent le portrait de l'équité salariale pour l'entreprise du secteur de la fonction publique; les ingénieurs, les professeurs de l'État, les médecins, les dentistes et les contrôleurs routiers. Ces programmes visent un nombre restreint de personnes salariées. Il importe de préciser qu'aucun de ces programmes ne comporte de catégories d'emplois à prédominance féminine. Les cinq programmes ont été terminés au cours de l'année 2010.

ÉVALUATION DU MAINTIEN DE L'ÉQUITÉ SALARIALE DE 2010

ENTREPRISES DU SECTEUR PARAPUBLIC ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Pour les 12 programmes d'équité salariale sous la responsabilité du gouvernement, la première évaluation du maintien de l'équité salariale a été réalisée entre 2010 et 2013. Tel que le permettait la LES, l'employeur, le Conseil du trésor, a réalisé seul cette évaluation. Il a été requis de verser des ajustements salariaux pour 5 des 12 programmes, soit le programme de l'entreprise du secteur parapublic, le programme du Syndicat de la fonction publique du Québec (SF PQ), le programme général du secteur de la santé et des services sociaux, le programme général du secteur de la fonction publique et le programme visant certains agents de la paix. Pour quatre de ces cinq programmes, le paiement des ajustements a été effectué entre 2011 et 2013. Pour le programme général du secteur de l'éducation, le paiement des ajustements sera effectué au printemps 2014.

ÉVALUATION DU MAINTIEN DE L'ÉQUITÉ SALARIALE DE 2015

ENTREPRISES DU SECTEUR PARAPUBLIC ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Pour les programmes du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec et du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec, des travaux conjoints préparatoires ont débuté en 2013 et se poursuivront en 2014 et 2015. Pour le programme visant le personnel syndiqué des secteurs de la santé et des services sociaux et de l'éducation, il n'a pas été possible de mener des travaux conjointement avec la partie syndicale. Des travaux patronaux ont ainsi été amorcés à l'automne 2013 et se poursuivront en 2014 et en 2015.

Pour les neuf autres programmes sous la responsabilité du Conseil du trésor, l'évaluation du maintien de 2015 débutera en 2014 ou en 2015.

COÛT DES AJUSTEMENTS

Les ajustements salariaux émanant des travaux d'équité salariale et du maintien de l'équité salariale génèrent en 2013-2014 un coût total annuel récurrent de l'ordre de 1 G\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 15 - Coûts de système M/O

À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères pour l'année 2013-2014?

Le budget des ministères a été établi pour couvrir les coûts liés à la rémunération, au service de la dette, aux loyers, à l'évolution des clientèles, etc. En fonction de ces paramètres, le pourcentage d'augmentation varie selon l'année et le ministère.

En 2013-2014, la croissance allouée au ministère de la Santé et des Services sociaux s'élevait à 1 039,0 M\$ ou 3,4 %. En ajoutant les dépenses financées par le Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux (FINESSS), pour lequel une somme additionnelle de 451,0 M\$ était prévue en 2013-2014, la croissance du budget alloué à la santé et aux services sociaux atteignait 4,8 % en 2013-2014, ce qui permettait de financer les facteurs de croissance suivants :

- 1 060,9 M\$ au titre de la rémunération :
 - La rémunération additionnelle accordée au personnel du réseau et des services sociaux et pour les professionnels de la santé, incluant la hausse de 1,75 % prévue au 1er avril 2013 pour l'augmentation des paramètres salariaux;
 - La variation des contributions de l'employeur.
- 121,4 M\$ pour l'indexation des dépenses autres que salariales
- 100,0 M\$ pour financer le coût de système spécifique de la santé
- 224,6 M\$ pour le coût du régime d'assurance médicaments
- (336,0 M\$) pour des mesures de réduction au régime d'assurance médicaments (incluant l'abolition de la règle de 15 ans)
- (45,0 M\$) pour la révision de la contribution des adultes hébergés et de la tarification du transport ambulancier
- (178,0 M\$) pour le plan d'optimisation
- (56,2 M\$) pour la réduction des dépenses de fonctionnement de nature administrative du réseau et de la RAMQ
- (5,0 M\$) pour la rationalisation des structures régionales de gouvernance
- 152,3 M\$ pour d'autres variations
- 451,0 M\$ pour des dépenses additionnelles au FINESSS afin de permettre notamment de financer le maintien et l'amélioration de l'accès aux services, dont :
 - Le plan d'investissements pour les personnes âgées;
 - Le plan d'accès pour les personnes ayant une déficience intellectuelle ou physique;
 - Le déploiement des groupes de médecine de famille;
 - L'augmentation des volumes de services en chirurgie.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 15 - Coûts de système M/O

À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères pour l'année 2013-2014?

Le budget du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport était en hausse de 182,9 M\$, ou de 1,8 %. Cette croissance permettait au gouvernement de couvrir l'augmentation des coûts de système et de respecter les engagements antérieurs.

Croissance de base

- Coûts relatifs à la rémunération	153,7 M\$	}	114,9 M\$
- Effets de clientèles	61,9 M\$		
- Service de la dette subventionnée	17,7 M\$		
- Réduction découlant des modifications au programme de péréquation scolaire	(150,0 M\$)		
- Autres (indexation des autres dépenses, variation des superficies, etc.)	31,6 M\$		

Engagements gouvernementaux

- Nouvelles conventions collectives : réduction du nombre d'élèves par classe au 1er cycle du secondaire, ajout de ressources professionnelles, etc.	32,4 M\$	}	68,0 M\$
- Enseignement primaire et secondaire : baisse des ratios maître-élèves au primaire, La culture du sport à l'école publique, anglais intensif au primaire	21,1 M\$		
- Ententes pour les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA) : soutien aux élèves, expérimentation au préscolaire, libération des enseignants	9,2 M\$		
- Loisir et sport : Placements Sports, Programme d'assistance financière aux centres communautaires, Défi sportif AlterGo	5,0 M\$		
- Autres (Plan de lecture à l'école, Écoles internationales, etc.)	0,3 M\$		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 15 - Coûts de système M/O

À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères pour l'année 2013-2014?

Pour sa part, le budget de dépenses du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie augmentait de 121,7 M\$, ou de 2,0 %. Cette croissance permettait notamment de financer les paramètres salariaux, les effets de clientèle ainsi que le financement de la recherche et de la dette subventionnée.

Plus précisément, le volet « Enseignement supérieur » était en hausse de 159,2 M\$, ou de 2,7 %, ce qui permettait de financer les facteurs de croissance suivants :

Croissance de base

- Coûts relatifs à la rémunération	51,2 M\$
- Effet de clientèles	113,7 M\$
- Service de la dette subventionnée	11,8 M\$
- Autres	(17,5 M\$)

Le budget de dépenses du ministère de la Famille augmentait de 77,3 M\$. Le budget de dépenses des autres portefeuilles diminuait globalement de 0,9%. Ceux-ci avaient été établis avec la préoccupation de préserver les services à la population en tenant compte des facteurs de croissance spécifiques à chacun des ministères.

L'allocation réelle des ressources financières peut avoir variée par rapport aux prévisions fournies.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 16 - Nouvelles structures administratives

Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2004-2005, par année financière			
NOM DE LA NOUVELLE STRUCTURE ADMINISTRATIVE	Budget annuel de dépenses 2014-2015	DATE DE CRÉATION	DATE D'ENTRÉE EN ACTIVITÉ
Services Québec	L'information concernant les organismes budgétaires est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses 2014-2015. L'information concernant les organismes autres que budgétaires est disponible au volume Budget des organismes autres que budgétaires du Budget de dépenses 2014-2015.	17 décembre 2004	2 mai 2005
Société de financement des infrastructures locales		17 décembre 2004	17 décembre 2004
Directeur des poursuites criminelles et pénales		6 décembre 2005	5 mars 2007
Centre de services partagés du Québec		24 mai 2005	27 juin 2005
Commissaire à la santé et au bien-être		17 juin 2005	13 août 2006
Centre de la francophonie des Amériques		2006	19 mars 2008
Conseil des appellations réservées et des termes valorisants		8 novembre 2006	2008
Office Québec-Monde pour la jeunesse		26 mai 2009	26 mai 2009
Infrastructure Québec		4 décembre 2009	17 mars 2010
Institut national des mines		26 mai 2009	28 juin 2010
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux		11 juin 2010	19 janvier 2011
Agence du revenu du Québec		8 décembre 2010	1 ^{er} avril 2011
Commissaire à la lutte contre la corruption		8 juin 2011	13 juin 2011
Commission de l'éthique en science et en technologie		8 juin 2011	1 ^{er} juillet 2011
Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales		1er décembre 2011	2 décembre 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 16 - Nouvelles structures administratives

Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2004-2005, par année financière			
NOM DE LA NOUVELLE STRUCTURE ADMINISTRATIVE	Budget annuel de dépenses 2014-2015	DATE DE CRÉATION	DATE D'ENTRÉE EN ACTIVITÉ
Société québécoise des infrastructures	L'information concernant les organismes budgétaires est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses 2014-2015. L'information concernant les organismes autres que budgétaires est disponible au volume Budget des organismes autres que budgétaires du Budget de dépenses 2014-2015.	30 octobre 2013	13 novembre 2013
Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études		6 décembre 2013	5 janvier 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 - Dirigeants réseaux de l'information

Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information.		
Date d'entrée en fonction (selon l'état de situation au 31 mars 2014)		
Ministères et organismes	Nom	Date d'entrée en fonction à titre de dirigeant de l'information
Administration gouvernementale et secrétariat du Conseil du trésor	Alexandre Mailhot	2011-10-12
Agence métropolitaine de transport	Sylvain Beaupré	2011-11-22
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	François Montreuil	2011-07-14
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	René Beaudet	2011-01-20
Bureau de décision et de révision	Martin Duguay	2011-08-09
Bureau des coroners	Abdelaziz Younsi	2011-07-22
Bureau des enquêtes indépendantes	Nouvel organisme	N/A
Centre de la francophonie des Amériques	Christiane Audet	2012-02-14
Centre de recherche industrielle du Québec	Yves Larocque	2012-11-02
Centre de services partagés du Québec	Michel Gauthier	2011-07-19
Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	Nouvel organisme	N/A
Comité de déontologie policière	Abdelaziz Younsi	2011-07-28
Comité de la rémunération des juges	Poste vacant	N/A
Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	Poste vacant	N/A
Commissaire à la déontologie policière	Abdelaziz Younsi	2011-07-25
Commissaire à la lutte contre la corruption	Adbelaziz Younsi	2011-07-25
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Thérèse Blanchet	2011-07-20
Commission consultative de l'enseignement privé	Stéphane Lehoux	2013-04-19
Commission d'accès à l'information	Alain Gingras	2011-07-26
Commission de la capitale nationale du Québec	Brigitte Vachon	2014-02-03
Commission de la fonction publique	Pierre Soulières-Lemire	2011-09-15
Commission de la santé et de la sécurité du travail	Michel Dumas	2011-07-26
Commission de l'équité salariale	Julie Cerantola	2012-04-03
Commission de l'éthique en science et en technologie	Poste vacant	N/A
Commission de protection du territoire agricole du Québec	Christiane Fortin	2011-07-20
Commission de toponymie	Guy Falardeau	2011-07-19
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	My-Huê Nguyen	2013-11-20
Commission des lésions professionnelles	Wilner Laforest	2011-07-15
Commission des normes du travail	Guy Boulanger	2013-11-25
Commission des partenaires du marché du travail	Nicole Boucher	2013-06-19
Commission des relations du travail	Claude Métivier	2011-07-28
Commission des services juridiques	Johanne Herron	2011-08-09
Commission des transports du Québec	Claude Côté	2011-07-18
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Stéphane Lehoux	2013-04-24
Commission municipale du Québec	Dominique Jodoin	2012-09-17
Commission québécoise des libérations conditionnelles	Abdelaziz Younsi	2011-07-25
Conseil de gestion de l'assurance parentale	Frédéric Beauchamp	2012-12-19
Conseil de la justice administrative	Lyne Bouchard	2013-02-07
Conseil de la magistrature	Esther Boivin	2012-08-16
Conseil du patrimoine culturel du Québec	Ann Mundy	2011-09-15
Conseil du statut de la femme	Madeleine Bourgeois	2013-04-08
Conseil supérieur de la langue française	Monique Lachance	2014-02-25*
Conseil supérieur de l'éducation	Stéphane Lehoux	2013-04-24
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	Anne Duchesne	2012-06-27
Curateur public	Luc Gratton	2013-09-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 - Dirigeants réseaux de l'information

Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information.		
Date d'entrée en fonction (selon l'état de situation au 31 mars 2014)		
Directeur des poursuites criminelles et pénales	Denis Germain	2012-08-30
École nationale de police du Québec	Pierre Saint-Antoine	2013-12-12
École nationale des pompiers du Québec	Abdelaziz Younsi	2011-07-25
Financement-Québec	Rénald Bergeron	2011-11-28
Fondation de la faune du Québec	Brigitte Boulianne	2011-08-24
Fonds d'aide aux recours collectifs	Lyne Bouchard	2013-02-07
Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies	Marc Duguay	2013-09-13
Fonds de recherche du Québec – Santé	Marc Duguay	2013-09-13
Fonds de recherche du Québec – Société et culture	Marc Duguay	2013-09-13
Institut de la statistique du Québec	Anne Giguère	2011-07-29
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Lidia Lassel	2011-07-19
Institut national des mines	Robert Marquis	2013-09-13
La Financière agricole du Québec	Louis Potvin	2013-04-12
Ministère des Finances et de l'Économie	Rénald Bergeron	2011-07-21
Ministère de la Culture et des Communications	Louis Guilbault	2011-07-21
Ministère de la Famille	Yves Babineau	2011-08-03
Ministère de la Justice	Lyne Bouchard	2013-02-08
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Richard Audet	2013-06-10
Ministère de la Sécurité publique	Abdelaziz Younsi	2011-07-25
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Bernard Plante	2012-01-16
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Stéphane Lehoux	2013-04-19
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Nicole Boucher	2013-06-19
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie	Stéphane Lehoux	2013-04-19
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	Bernard Roy	2013-04-23
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Dominique Jodoin	2012-09-17
Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur	David Beardsell	2011-07-20
Ministère des Ressources naturelles	Gilles Rousseau	2013-11-25
Ministère des Transports	Luc LeBlanc	2013-05-13
Ministère du Conseil exécutif	Bruno Légaré	2013-05-13
Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs	Yvan Déry	2012-03-29
Ministère du Travail	Robert Bédard	2013-06-27
Musée d'Art contemporain de Montréal	Richard Bellerose	2012-11-27
Musée de la Civilisation	Guylaine Belley	2011-11-02
Musée national des beaux-arts du Québec	Jean-François Fusey	2011-08-09
Office de la protection du consommateur	Jocelyne Marcil	2013-02-12
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs	Nicole Boucher	2013-06-19
Office des professions du Québec	Jacques Laflamme	2011-07-18
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	Marilyne Poliquin	2014-03-12
Office Québec-Monde pour la jeunesse	Marilyne Poliquin	2014-03-12
Office québécois de la langue française	Guy Falardeau	2014-02-07*
Régie de l'assurance maladie du Québec	Gaël Ségal	2013-06-10
Régie de l'énergie	Alain R. Pagé	2011-09-30
Régie des alcools, des courses et des jeux	Abdelaziz Younsi	2011-07-25
Régie des installations olympiques	Pierre Marineau	2011-11-21
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Éric Andriamanjay	2011-07-21
Régie des rentes du Québec	Marc Landry	2011-07-14
Régie du bâtiment du Québec	André Gravel	2011-07-13
Régie du cinéma	Lise Lambert	2014-01-24

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 - Dirigeants réseaux de l'information

Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information.		
Date d'entrée en fonction (selon l'état de situation au 31 mars 2014)		
Régie du logement	Diane Mayrand	2011-07-14
Société de développement de la Baie James	Josée Roy	2011-07-26
Société de développement des entreprises culturelles	Serge Bergeron	2012-08-02
Société de financement des infrastructures locales du Québec	Rénald Bergeron	2011-09-21
Société de l'assurance automobile du Québec	Karl Malenfant	2013-07-02
Société de la Place des Arts de Montréal	Christian Ruel	2013-10-15
Société de télédiffusion du Québec	Peter St-Onge	2014-03-13
Société des établissements de plein air du Québec	Gilbert Larocque	2012-10-23
Société des traversiers du Québec	Jonathan Kelly	2011-07-21
Société d'habitation du Québec	Claude Perron	2014-03-31
Société du Centre des congrès de Québec	Michel Bureau	2011-07-21
Société du Grand Théâtre de Québec	Nathalie Bélanger	2011-07-29
Société nationale de l'amiante	Poste vacant	N/A
Société du Palais des congrès de Montréal	Éric Monette	2013-03-25
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	Poste vacant	N/A
Société québécoise de récupération et de recyclage	Jocelyn Husson	2011-07-22
Société québécoise d'information juridique	Raymond Benoit	2011-07-20
Société québécoise des infrastructures	Alain Dumas	2013-10-30
Sûreté du Québec	Richard Moffet	2013-11-08
Tribunal administratif du Québec	Marc Laberge	2014-03-31
Tribunal des droits de la personne	Jean-Éric Fiorito	2012-06-21
Réseau de l'Éducation, du Loisir et du Sport	À venir	N/A
Réseau de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie	Normand Légaré	2014-01-24
Réseau de la Santé et des Services sociaux	Richard Audet	2013-06-10
* Mme Monique Lachance est à nouveau la dirigeante sectorielle de l'information du Conseil supérieur de langue française, depuis le 25 février 2014, après avoir été remplacée par M. Bernard Roy. Mme Lachance avait été la DSI de cette organisation du 2012-05-16 au 2013-04-23.		
* M. Guy Falardeau est à nouveau le dirigeant sectoriel de l'information de l'Office québécois de la langue française (OQLF), depuis le 7 février 2014, après avoir été remplacé par M. Bernard Roy. M. Falardeau avait été le DSI de cette organisation du 2011-07-19 au 2013-04-23.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 18 - Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles

Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2013-2014.

Directive sur la sécurité de l'information

Approuvée par le Conseil des ministres le 15 janvier 2014, elle a pour objet d'assurer la sécurité de l'information qu'un organisme public détient dans l'exercice de ses fonctions, que la conservation de cette information soit assurée par lui-même ou par un tiers. Cette directive vient en remplacement de celle de 2006. Elle est appuyée par un Cadre gouvernemental de gestion de la sécurité de l'information, un Cadre de gestion des risques et des incidents à portée gouvernementale et une Approche stratégique triennale 2014-2017 de sécurité de l'information.

Cadre gouvernemental de gestion de la sécurité de l'information

Le Cadre gouvernemental de gestion de la sécurité de l'information précise l'organisation fonctionnelle de la sécurité de l'information ainsi que les rôles et les responsabilités requis pour une gouvernance forte et intégrée en la matière, tant au plan gouvernemental qu'au plan sectoriel.

Cadre de gestion des risques et des incidents à portée gouvernementale en matière de sécurité de l'information

Le Cadre de gestion des risques et des incidents à portée gouvernementale en matière de sécurité de l'information présente une approche novatrice visant à renforcer la façon de gérer certains événements reliés au cycle de vie de l'information gouvernementale.

Approche stratégique triennale 2014-2017 en sécurité de l'information

L'Approche stratégique triennale fait suite à la Stratégie gouvernementale de sécurité de l'information adoptée pour la période 2005-2009. Elle définit la mission du gouvernement du Québec en cette matière et détermine les éléments essentiels à la réalisation de la vision de l'encadrement de la sécurité de l'information gouvernementale.

Directive sur les services de certification offerts par le gouvernement du Québec

Elle vise à encadrer les services de certification offerts par le gouvernement du Québec dans le but d'assurer la sécurité de l'information dans le cadre des communications électroniques entre les organismes publics, leurs employés, leurs mandataires, de même que toute personne, citoyen, entreprise ou professionnel qui communiquent avec ces organismes.

Les documents susmentionnés ont fait l'objet de présentations auprès de divers organismes publics, dont :

- Le ministère de la Famille, le 24 septembre 2013;
- La Sûreté du Québec, le 3 décembre 2013;
- Le réseau de la santé et des services sociaux, le 13 décembre 2013;
- Le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec, le 21 janvier 2014;
- Le réseau de l'éducation, le 7 février 2014;
- La Commission de la fonction publique, le 21 février 2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 18 - Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles

Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2013-2014.

Règles relatives aux demandes d'autorisation de projets et aux outils de gestion en ressources informationnelles

- Adoptées le 19 septembre dernier par le Conseil du trésor, les modifications aux règles consistent :
 - À mettre en place une date de dépôt de la planification triennale des projets et des activités en ressources informationnelles alignée sur les fins d'année financière des organismes publics et synchronisée avec celle de la collecte de la planification annuelle des ressources informationnelles;
 - À ramener à deux fois par année plutôt que trois la collecte de l'information sur l'état de santé;
 - À exiger le dépôt au dirigeant principal de l'information (DPI) des bilans de projets de 5 M\$ et plus plutôt que de 1 M\$ et plus;
 - À ramener à une même date, pour les deux réseaux, la reddition de comptes sur les autorisations de projets réalisés par les DRI;
 - À exiger les raisons justifiant l'utilisation ou non des logiciels libres dans le contenu des dossiers accompagnant les autorisations de projets plutôt que dans les études;
 - À préciser des informations concernant le suivi des projets qui dépassent leur budget autorisé ainsi que leur portée.
- Une note d'information a été transmise aux dirigeants de l'information et à leurs répondants en ressources informationnelles en septembre 2013 afin d'expliquer les modifications aux règles.

Manuel à l'intention des utilisateurs du Système de gestion du portefeuille de projets et des activités (SGGPA) en ressources informationnelles.

Celui-ci a été rendu disponible sur le site du dirigeant principal de l'information (www.dpi.tresor.qc) pour être republié sur le site de la communauté des dirigeants de l'information (www.di.qc) en août 2013. Ce manuel contient les huit volumes suivants :

Vol 1 – Informations générales sur les collectes de données
Vol 2 – Portefeuille de projets
Vol 3 – Planification triennale des projets et des activités en ressources informationnelles (PTPARI)
Vol 4 – Programmation annuelle des ressources informationnelles (PARI)
Vol 5 – État de santé
Vol 6 – Bilan annuel des réalisations en ressources informationnelles (BARRI)
Vol 8 – Identification (organismes et répondants)

Séances d'information concernant le Système de gestion de portefeuille des projets et des activités (SGPPA) en ressources informationnelles.

Les séances d'information portaient plus précisément sur les sujets suivants : la planification triennale, la programmation annuelle, le bilan annuel et le portefeuille de projets. Ces rencontres étaient destinées aux répondants des organismes qui utilisent l'application SGPPA pour réaliser les collectes d'information. Ces sessions ont eu lieu à Québec les 2 et 8 avril 2013 et à Montréal le 4 avril 2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 18 - Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles

Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2013-2014.

Gouvernement ouvert :

- Le Guide du répondant s'adresse aux personnes des organismes publics ayant été désignées « répondants du gouvernement ouvert ». Ce guide a été diffusé le 3 février 2014.
- Cinq bulletins ont été envoyés aux répondants en juin, août et novembre 2013, ainsi qu'en janvier et mars 2014.

Le Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information a aussi fait quatre présentations dans des organismes publics. Le public cible était les sous-ministres et sous-ministres adjoints de ces organismes, soit le ministère du Travail, la Régie d'assurance-maladie, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, et le Secrétariat du Conseil du trésor. Ces rencontres ont respectivement eu lieu les 7 juin, 30 octobre, 19 novembre et 5 décembre 2013.

Plateforme de collaboration – Communauté des dirigeants de l'information et leur entourage

Les objectifs de la plateforme sont :

- Stimuler et accroître les échanges entre les utilisateurs afin d'optimiser la collaboration entre le DPI et les organismes publics, ainsi qu'entre les dirigeants de l'information eux-mêmes;
- Partager l'expertise et l'expérience des utilisateurs au bénéfice des organismes publics;
- Diffuser et regrouper l'information pertinente à la gouvernance et à la gestion des ressources informationnelles;
- Soutenir les utilisateurs dans leurs obligations légales et administratives;
- Faire connaître l'offre d'accompagnement du Secrétariat du Conseil du trésor et du Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information.

En février 2013, lors de l'étude des crédits, l'implantation de la Communauté des dirigeants de l'information et leur entourage (CODIE) est identifiée comme projet pilote dans le cadre du gouvernement ouvert.

En mai 2013, démarrage du projet de mise en œuvre.

Le 23 septembre 2013, mise en ligne des services de la première version de la plateforme de collaboration du Centre des services partagés du Québec et première utilisation par la Communauté des dirigeants de l'information et leur entourage. Cette communauté a été annoncée et présentée au Forum des DI du 3 octobre 2013.

Trousse de gestion du changement pour les dirigeants d'information

- Guides, dépliants et documents pour l'implantation de la plateforme de collaboration des dirigeants d'information et leur entourage – CODIE dans les organismes.
- Informations pertinentes sur la réalisation du projet similaire

Documents déposés sur la plateforme de collaboration (octobre 2013)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 18 - Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles

Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2013-2014.

Forums des dirigeants de l'information

Plusieurs présentations visant à soutenir les organismes publics ont été faites lors de la tenue de ces Forums :

Avril 2013 – Présentation du Cadre de référence pour soutenir la gestion et la revue diligente des projets en ressources informationnelles.

Juin 2013 – Présentation de la synthèse de programmation annuelle en ressources informationnelles et de la synthèse de l'état de santé des projets.

Octobre 2013 – Présentation des allègements concernant les règles relatives aux demandes d'autorisation de projets et aux outils de gestion en ressources informationnelles.

Octobre 2013 – Présentation de la synthèse de Programmation annuelle en ressources informationnelles et de la synthèse de l'état de santé des projets.

Décembre 2013 – Les plateformes de collaboration et présentation par le dirigeant de l'information de la Ville de Québec des services partagés au sein de municipalités.

Février 2014 – Atelier de travail avec l'ensemble des dirigeants de l'information quant à la définition de la vision stratégique en RI.

Présentation faite à la communauté dans le contexte des activités de la Communauté de pratique en gestion de projet – GP Québec

Mai 2013 – Présentation : une nouvelle gouvernance de la gestion des ressources informationnelles.

Mai 2013 - Présentation du Cadre de référence pour soutenir la gestion et la revue diligente des projets en ressources informationnelles.

Septembre 2013 - Présentation du Cadre de référence pour soutenir la gestion et la revue diligente des projets en ressources informationnelles.

Présentation faite à la communauté dans le contexte des activités de Réseau Action TI

Mai 2013 – Participation au challenge des CIO : Partage des meilleures pratiques pour une saine gestion des TI.

Février 2014 - Petit-déjeuner conférence pour gestionnaire concernant le dossier d'affaires.

PARI 2013-2014
PARI reçue et enregistrée dans le système de gestion du portefeuille

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015				
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR				
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION				
NUMÉRO 19 - Liste des organismes / Art. 14 Loi sur la gouvernance				
Liste des organismes ayant soumis en 2013-2014 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.				
Nb OP	N° Porte feuille	No Org	Organismes publics (OP) assujettis à la Loi	PARI
1	10	10	Ministère de la Culture et des Communications	1
2	10	206	Conseil du patrimoine culturel du Québec	1
3	10	314	Conseil des arts et des lettres du Québec	1
4	10	317	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	1
5	10	326	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	1
6	10	352	Régie du cinéma	1
7	10	539	Société de développement des entreprises culturelles	1
8	10	541	Musée d'art contemporain de Montréal	1
9	10	544	Musée de la civilisation	1
10	10	545	Musée national des beaux-arts du Québec	1
11	10	552	Société de la Place des Arts de Montréal	1
12	10	558	Société du Grand Théâtre de Québec	1
13	10	582	Société de télédiffusion du Québec	1
14	30	30	Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur	1
15	30	239	Office Québec-Monde pour la jeunesse	1
16	30	346	Office Québec-Amériques pour la jeunesse	1
17	50	50	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	1
18	50	368	Commission municipale du Québec	1
19	50	510	Régie du logement	1
20	50	730	Société d'habitation du Québec	1
21	55	55	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	1
22	55	361	Commission de toponymie	1
23	55	690	Conseil supérieur de la langue française	1
24	55	710	Office québécois de la langue française	1
25	60	60	Ministère de la Santé et des Services sociaux	1
26	60	64	Régie de l'assurance maladie du Québec	1
27	60	560	Curateur public	1
28	65	65	Ministère de la Famille	1
29	67	67	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie	1
30	67	238	Conseil supérieur de l'éducation	1
31	67	274	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial du Québec	1
32	67	318	Fonds de recherche du Québec – Société et culture	1
33	67	324	Fonds de recherche du Québec – Santé	1
34	67	327	Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies	1
35	67	372	Commission de l'éthique en science et en technologie	1
36	67	523	Centre de recherche industrielle du Québec	1
37	67	547	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1
38	67	602	Institut national des mines	1
39	75	75	Ministère du Travail	1
40	75	278	Commission de l'équité salariale	1
41	75	285	Commission des relations du travail	1
42	75	367	Régie du bâtiment du Québec	1
43	75	414	Commission des lésions professionnelles	1
44	75	702	Commission des normes du travail	1
45	75	703	Commission de la santé et de la sécurité du travail	1
46	80	80	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	1
47	80	328	Commission de protection du territoire agricole du Québec	1
48	80	392	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1
49	80	520	La Financière agricole du Québec	1
50	95	95	Ministère de la Sécurité publique	1
51	95	244	Commissaire à la lutte contre la corruption	1
52	95	267	Commissaire à la déontologie policière	1
53	95	293	Bureau du coroner	1
54	95	329	École nationale de police du Québec	1
55	95	335	École nationale des pompiers du Québec	1

PARI 2013-2014
PARI reçue et enregistrée dans le système de gestion du portefeuille

Nb OP	N° Porte feuille	No Org	Organismes publics (OP) assujettis à la Loi	PARI
56	95	386	Régie des alcools, des courses et des jeux	1
57	95	390	Sûreté du Québec	1
58	95	402	Comité de déontologie policière	1
59	95	425	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1
60	140	140	Ministère du Conseil exécutif	1
61	140	222	Centre de la francophonie des Amériques	1
62	140	408	Commission d'accès à l'information	1
63	160	160	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1
64	160	240	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	1
65	160	339	Infrastructure Québec	1
66	160	347	Centre de services partagés du Québec	1
67	160	430	Commission de la fonction publique	1
69	210	210	Ministère des Finances et de l'Économie	1
70	210	188	Bureau de décision et de révision	1
71	210	323	Institut de la statistique du Québec	1
72	210	518	Société de financement des infrastructures locales du Québec	1
73	210	546	Régie des installations olympiques	1
74	210	557	Société du Centre des congrès de Québec	1
75	210	559	Société du Palais des congrès de Montréal	1
76	210	876	Financement-Québec	1
77	350	350	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	1
78	350	204	Commission consultative de l'enseignement privé	1
79	380	380	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs	1
80	380	256	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	1
81	380	525	Fondation de la faune du Québec	1
82	380	569	Société des établissements de plein air du Québec	1
83	380	586	Société québécoise de récupération et de recyclage	1
84	400	400	Ministère de la Justice	1
85	400	246	Directeur des poursuites criminelles et pénales	1
86	400	271	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	1
87	400	272	Conseil de la justice administrative	1
88	400	289	Conseil de la magistrature	1
89	400	315	Commission des services juridiques	1
90	400	321	Fonds d'aide aux recours collectifs	1
91	400	344	Office de la protection du consommateur	1
92	400	360	Office des professions du Québec	1
93	400	434	Tribunal des droits de la personne	1
94	400	450	Tribunal administratif du Québec	1
95	400	585	Société québécoise d'information juridique	1
96	600	600	Ministère des Ressources naturelles	1
97	600	385	Régie de l'énergie	1
98	600	618	Société de développement de la Baie James	1
99	700	700	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1
100	700	63	Régie des rentes du Québec	1
101	700	310	Commission des partenaires du marché du travail	1
102	700	483	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1
103	700	505	Conseil de gestion de l'assurance parentale	1
104	700	549	Commission de la capitale nationale du Québec	1
105	700	660	Conseil du statut de la femme	1
106	850	850	Ministère des Transports	1
107	850	320	Société de l'assurance automobile du Québec	1
108	850	553	Agence métropolitaine de transport	1
109	850	554	Société des traversiers du Québec	1
110	850	830	Commission des transports du Québec	1
			Total des 109 OP	109
	1 : PARI	reçue		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 21 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu, évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

L'article 9 de la Loi sur les infrastructures publiques spécifie qu'une liste détaillée des projets d'infrastructure publique dont le coût inscrit au PQI pour chaque projet est égal ou supérieur au montant déterminé par le Conseil du trésor est jointe à ce plan.

Dans le contexte où il s'agit d'une première diffusion pour le gouvernement du Québec, le Conseil du trésor a déterminé un seuil qui concilie les besoins de transparence et la capacité de produire et de soutenir une information de qualité.

Pour faciliter les communications et accroître la transparence de l'information, le seuil a donc été établi à 50 millions de dollars pour tous les projets, incluant ceux se rapportant aux infrastructures routières.

Ainsi près de 150 projets ont été rendus publics lors du Budget 2014-2015 (voir liste ci-jointe).

L'information qui est présentée à l'égard de ces projets en fonction des catégories d'avancement sont les suivantes :

- Projets à l'étude (42 projets, vise des projets envisagés de façon préliminaire d'un montant de plus de 50 millions de dollars)
 - Le nom du projet envisagé;
 - La région administrative dans laquelle les investissements sont effectués.
- Projets en planification (41 projets, vise des projets estimés à un montant de plus de 50 millions de dollars)
 - Le nom du projet retenu;
 - La région administrative dans laquelle les investissements sont effectués.
- Projets en réalisation (58 projets, vise des projets autorisés d'un montant de plus de 50 millions de dollars)
 - Le nom du projet retenu;
 - Le coût total du projet;
 - La contribution respective des différents partenaires (gouvernement du Québec, gouvernement fédéral, municipalités, autres);
 - La région administrative dans laquelle les investissements sont effectués.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 21 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu, évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Réseau routier
En réalisation

Secteur, catégorie et nom		Région administrative	Contribution du Québec			Contribution des partenaires	Coût total
			Avant 2014-2015	PQI 2014-2024	Total		
1-	Construction d'une route à quatre voies entre Québec et Saguenay (route 175 et autoroute 73)*	03 - Capitale-Nationale 02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	578,2	6,5	584,7	425,6	1 010,3
2-	Prolongement de l'autoroute 50 entre Doherty et Lachute*	07 - Outaouais 15 - Laurentides	816,7	1,9	818,6	40,7	859,3
3-	Échangeurs Turcot et de La Vérendrye - Maintien des structures	06 - Montréal	364,6	185,4	550,0	—	550,0
4-	Réaménagement de la route 185 entre l'autoroute 20 et la frontière du Nouveau-Brunswick - Phases I et II	01 - Bas-Saint-Laurent	322,1	53,3	375,4	96,3	471,7
5-	Pont Honoré-Mercier - Maintien de la structure	06 - Montréal 16 - Montérégie	123,0	302,7	425,7	—	425,7
6-	Prolongement de l'autoroute 73 entre Saint-Joseph-de-Beauce et Saint-Georges	12 - Chaudière-Appalaches	252,7	122,9	375,6	40,8	416,4
7-	Prolongement de l'autoroute 20 entre Cacouna et Notre-Dame-des-Neiges et entre Le Bic et Mont-Joli	01 - Bas-Saint-Laurent	301,5	69,5	371,0	—	371,0
8-	Réaménagement du rond-point Dorval (composante routière)	06 - Montréal	112,9	81,4	194,3	111,0	305,3
9-	Prolongement de l'autoroute 35 entre Saint-Jean-sur-Richelieu et la frontière américaine - Phases I et II*	16 - Montérégie	143,5	56,7	200,2	88,5	288,7
10-	Prolongement de la route 167 vers les monts Otish*	10 - Nord-du-Québec	216,6	30,2	246,8	—	246,8
11-	Réparation des murs et des plafonds des tunnels Ville-Marie et Viger	06 - Montréal	47,3	175,9	223,2	17,1	240,3
12-	Réaménagement de l'échangeur Charest et Robert-Bourassa*	03 - Capitale-Nationale	179,3	3,8	183,1	49,4	232,5
13-	Contournement de Sherbrooke par le sud (autoroute 410) - Phase I*	05 - Estrie	123,9	43,2	167,1	—	167,1
14-	Élargissement de l'autoroute 73 entre Sainte-Marie et Saint-Joseph - Phase II*	12 - Chaudière-Appalaches	47,5	39,6	87,1	75,5	162,6
15-	Prolongement de l'autoroute 5*	07 - Outaouais	62,7	22,3	85,0	75,8	160,8
16-	Autoroute métropolitaine – Maintien des structures	06 - Montréal	110,2	45,3	155,5	—	155,5
17-	Réaménagement de l'échangeur Décarie Nord*	06 - Montréal	139,6	5,9	145,5	—	145,5
18-	Prolongement de l'autoroute 70 vers la Ligne Bagot	02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	53,7	81,2	134,9	—	134,9
19-	Échangeur Saint-Pierre - Maintien de la structure	06 - Montréal	59,0	65,1	124,1	—	124,1
20-	Tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine – Maintien de la structure	06 - Montréal 16 - Montérégie	85,1	1,0	86,1	—	86,1
21-	Réaménagement de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 25 et la route 132 à Longueuil*	16 - Montérégie	80,1	1,5	81,6	3,5	85,1
22-	Réfection de l'autoroute Dufferin-Montmorency - Phases III à VIII*	03 - Capitale-Nationale	37,1	25,1	62,2	0,0	62,2
Total En réalisation:			4 257,3	1 420,4	5 677,7	1 024,2	6 701,9

* Projets non visés par l'article 9 de la Loi sur les infrastructures publiques

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 21 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu, évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Réseau routier
En planification

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Secteur, catégorie et nom	Région administrative
1- Construction d'un pont sur la rivière Mistassini	02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	8- Construction d'une voie de contournement de Rouyn-Noranda (route 117)	08 - Abitibi-Témiscamingue
2- Reconstruction des structures de l'autoroute Henri IV	03 - Capitale-Nationale	9- Réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont	09 - Côte-Nord
3- Contournement de Sherbrooke par le sud (autoroute 410) - Phase II	05 - Estrie	10- Construction d'une voie de contournement de Longue-Rive (route 138)*	09 - Côte-Nord
4- Reconstruction de l'échangeur Turcot	06 - Montréal	11- Relocalisation permanente de la route 112 à Thetford Mines	12- Chaudière-Appalaches
5- Réfection de l'échangeur des Sources à Pointe-Claire et Dorval	06 - Montréal	12- Reconstruction du pont Gédéon-Ouimet entre Laval et Boisbriand	13 - Laval 15 - Laurentides
6- Transformation de la rue Notre-Dame en boulevard urbain (section L'Assomption, secteur du port de Montréal)	06 - Montréal	13- Reconstruction du viaduc Lajeunesse à Saint-Jérôme	15 - Laurentides
7- Réfection du pont Pie-IX entre Montréal et Laval	06 - Montréal 13 - Laval	14- Reconstruction du pont Gouin entre Iberville et Saint-Jean-sur-Richelieu	16 - Montérégie

Réseau routier
À l'étude

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Secteur, catégorie et nom	Région administrative
1- Prolongement de l'autoroute 20 entre Notre-Dame-des-Neiges et Le Bic	01 - Bas-Saint-Laurent	11- Amélioration de l'accès au port de Montréal – Prolongement de l'avenue Souigny	06 - Montréal
2- Prolongement de l'autoroute 85 jusqu'à la frontière du Nouveau-Brunswick – Phase III	01 - Bas-Saint-Laurent	12- Amélioration de l'accès au port de Montréal – Réaménagement de la sortie Sherbrooke de l'autoroute 25	06 - Montréal
3- Élargissement de l'autoroute Henri-IV à Québec	03 - Capitale-Nationale	13- Raccordement des deux sections du boulevard Cavendish	06 - Montréal
4- Reconstruction du pont de l'île-d'Orléans	03 - Capitale-Nationale	14- Réfection de l'autoroute métropolitaine	06 - Montréal
5- Reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec	03 - Capitale-Nationale	15- Réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine	06 - Montréal
6- Recouvrement de l'autoroute Ville-Marie à Montréal	06 - Montréal	16- Reconstruction du pont de l'île-aux-Tourtes entre l'île de Montréal et Vaudreuil	06 - Montréal 16 - Montérégie
7- Reconstruction du pont Honoré-Mercier	06 - Montréal	17- Élargissement de la route 337 à Terrebonne	14 - Lanaudière
8- Boulevard urbain de l'ouest de l'île de Montréal	06 - Montréal	18- Construction d'une voie de contournement de Saint-Félix-de-Valois (route 131)	14 - Lanaudière
9- Réfection majeure des tunnels Ville-Marie et Viger	06 - Montréal	19- Poursuite du prolongement de l'autoroute 35 jusqu'à la frontière américaine - Phases III et IV	16 - Montérégie
10- Reconstruction de l'échangeur Saint-Pierre	06 - Montréal		

* Projets non visés par l'article 9 de la Loi sur les infrastructures publiques

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 21 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu, évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Transport collectif
En réalisation

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Contribution du Québec			Contribution des partenaires	Coût total
		Avant 2014-2015	PQI 2014-2024	Total		
1- Remplacement des voitures MR-63 du métro de Montréal	06 - Montréal	384,7	1 470,1	1 854,8	618,3	2 473,1
2- Train de banlieue corridor Nord-Est (train de l'Est)	14 - Lanaudière	512,6	180,0	692,6	—	692,6
3- Construction du centre d'entretien de train de banlieue Lachine	06 - Montréal	38,5	79,4	117,9	—	117,9
4- Programme Réno-systèmes III – Métro de Montréal	06 - Montréal	36,0	226,7	262,7	87,3	350,0
5- Rapibus de la Société de transport de l'Outaouais*	07 - Outaouais	175,1	31,3	206,4	68,8	275,2
6- Programme Réno-infrastructures – Métro de Montréal	06 - Montréal	38,2	147,1	185,3	61,7	247,0
7- Infrastructure au réseau des bus – Phase II (Centre de transport Stinson)*	06 - Montréal	101,4	10,2	111,6	37,1	148,7
8- Étagement ferroviaire de la jonction de l'Est*	06 - Montréal	48,0	10,8	58,8	—	58,8
Total En réalisation :		1 334,5	2 155,6	3 490,1	724,2	4 214,3

Transport collectif
En planification

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Secteur, catégorie et nom	Région administrative
1- Programme Réno-tunnel (tunnel Mont-Royal)	06 - Montréal	4- Acquisition de 20 nouvelles voitures de train de banlieue et de 3 locomotives par l'AMT	06 - Montréal 13 - Laval 16 - Montérégie 14 - Lanaudière 15 - Laurentides
2- Construction du centre d'entretien de train de banlieue Pointe Saint-Charles	06 - Montréal	5- Construction d'un deuxième garage pour la Société de transport de l'Outaouais	07 - Outaouais
3- Voie réservée Pie-IX entre le centre-ville de Montréal et Laval	06 - Montréal 13 - Laval		

Transport collectif
À l'étude

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Secteur, catégorie et nom	Région administrative
1- Tunnel Vendôme	06 - Montréal	3- Train de l'Ouest	06 - Montréal
2- Prolongement du réseau de métro de Montréal	06 - Montréal	4- Transit sur le nouveau pont Champlain	06 - Montréal 16 - Montérégie

* Projets non visés par l'article 9 de la Loi sur les infrastructures publiques

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Transport maritime, aérien, ferroviaire et autre
En réalisation

Transport maritime, aérien, ferroviaire et autre
En planification

Transport maritime, aérien, ferroviaire et autre
À l'étude

* Projets non visés par l'article 9 de la Loi sur les infrastructures publiques

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 21 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu, évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

**Santé et services sociaux
En réalisation**

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Contribution du Québec			Contribution des partenaires	Coût total
		Avant 2014-2015	PQI 2014-2024	Total		
1- Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) et centre de recherche	06 - Montréal	1 641,7	1 449,1	3 090,8	540,1	3 630,9
2- Centre universitaire de santé McGill (CUSM)	06 - Montréal	1 393,8	214,1	1 607,9	855,9	2 463,8
3- Hôpital Sainte-Justine - Grandir en santé	06 - Montréal	211,5	595,6	807,1	132,5	939,6
4- Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis – Phases I, II et III	06 - Montréal	273,6	98,4	372,0	6,9	378,9
5- Hôpital Haut-Richelieu-Rouville	16 - Montérégie	12,0	96,5	108,5	1,1	109,6
6- Agrandissement de l'urgence et des services ultra spécialisés à l'Hôtel-Dieu du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	05 - Estrie	96,2	0,1	96,3	5,3	101,6
7- Centre hospitalier universitaire de Québec – Hôtel-Dieu de Québec	03 - Capitale-Nationale	67,5	10,1	77,6	—	77,6
8- Hôpital Maisonneuve-Rosemont – Urgence	06 - Montréal	31,1	40,6	71,7	1,0	72,7
Total En réalisation :		3 727,4	2 504,5	6 231,9	1 542,8	7 774,7

**Santé et services sociaux
En planification**

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Secteur, catégorie et nom	Région administrative
1- CSSS de Charlevoix – Relocalisation de l'Hôpital de Baie-Saint-Paul	03 - Capitale-Nationale	5- CSSS du Sud de Lanaudière – Hôpital Pierre-Le Gardeur	14 - Lanaudière
2- Centre hospitalier régional de Trois-Rivières – Phase II (Pavillon Sainte-Marie)	04 - Mauricie	6- CSSS de Saint-Jérôme – Nouveau pavillon pour les soins en santé mentale	15 - Laurentides
3- Hôpital Maisonneuve-Rosemont – Construction pour la dialyse	06 - Montréal	7- CSSS de Saint-Jérôme – CHSLD	15 - Laurentides
4- CSSS Alphonse-Desjardins – Construction d'un centre régional intégré de cancérologie	12 - Chaudière-Appalaches		

**Santé et services sociaux
À l'étude**

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Secteur, catégorie et nom	Région administrative
1- Hôpital régional de Rimouski – Construction d'un bloc opératoire	01 - Bas-Saint-Laurent	5- Hôpital du Sacré-Cœur-de-Montréal – Centre intégré de traumatologie et unité mère-enfant	06 - Montréal
2- Construction d'un nouvel hôpital sur le site de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus	03 - Capitale-Nationale	6- Hôpital de Verdun – Construction d'une nouvelle aile	06 - Montréal
3- CSSS de Charlevoix – Hôpital La Malbaie – Construction d'un nouvel hôpital	03 - Capitale-Nationale	7- Centre jeunesse des Laurentides – Plan directeur clinique et immobilier	15 - Laurentides
4- Institut de cardiologie de Montréal – Agrandissement de l'urgence	06 - Montréal	8- CSSS de Vaudreuil-Soulanges – Construction d'un nouvel hôpital	16 - Montérégie

* Projets non visés par l'article 9 de la Loi sur les infrastructures publiques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 21 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu, évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Enseignement supérieur et recherche
En planification

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Secteur, catégorie et nom	Région administrative
1- Université de Montréal - Complexe des sciences à Outremont	06 - Montréal		

Enseignement supérieur et recherche
À l'étude

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Secteur, catégorie et nom	Région administrative
1- École de santé publique de l'Université de Montréal - Quartier de la santé de Montréal	06 - Montréal	2- HEC Montréal - Construction d'un nouveau pavillon au centre-ville ou réaménagement du pavillon principal	06 - Montréal

Culture
En réalisation

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Contribution du Québec			Contribution des partenaires	Coût total
		Avant 2014-2015	PQI 2014-2024	Total		
1- Musée national des beaux-arts du Québec*	03 - Capitale-Nationale	13,7	31,4	45,1	58,3	103,4
2- Réfection et agrandissement de l'Édifice Wilder	06 - Montréal	6,4	60,0	66,4	32,8	99,2
Total En réalisation :		20,1	91,4	111,5	91,1	202,6

Culture
À l'étude

Secteur, catégorie et nom	Région administrative
1- Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière)	06 - Montréal

* Projets non visés par l'article 9 de la Loi sur les infrastructures publiques.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 21 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Infrastructures municipales, sportives, communautaires et de loisirs
En réalisation

Infrastructures municipales, sportives, communautaires et de loisirs
En planification

Infrastructures municipales, sportives, communautaires et de loisirs
À l'étude

* Projets non visés par l'article 9 de la Loi sur les infrastructures publiques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 21 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu, évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Barrages publics (autres secteurs)
En réalisation

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Contribution du Québec			Contribution des partenaires	Coût total
		Avant 2014-2015	PQI 2014-2024	Total		
1- Barrage des Quinze*	08 - Abitibi-Témiscamingue	14,5	44,9	59,4	10,8	70,2
Total En réalisation :		14,5	44,9	59,4	10,8	70,2

Édifices gouvernementaux
En réalisation

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Contribution du Québec			Contribution des partenaires	Coût total
		Avant 2014-2015	PQI 2014-2024	Total		
1- Construction d'un établissement de détention à Sorel-Tracy	16 - Montérégie	30,1	170,8	200,9	—	200,9
2- Construction d'un établissement de détention à Amos	08 - Abitibi-Témiscamingue	11,0	114,9	125,9	—	125,9
3- Construction d'un établissement de détention à Roberval	02 - Saguenay – Lac-Saint-Jean	54,6	60,5	115,1	—	115,1
4- Construction d'un établissement de détention à Sept-Îles	09 - Côte-Nord	8,5	82,4	90,9	—	90,9
Total En réalisation :		104,2	428,6	532,8	—	532,8

Édifices gouvernementaux
En planification

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Secteur, catégorie et nom	Région administrative
1- Construction d'un palais de justice à Rimouski	01 - Bas-Saint-Laurent	3- Rénovation de l'établissement de détention Maison Tanguay	06 - Montréal
2- Réfection du stationnement du complexe Marie-Guyart à Québec	03 - Capitale-Nationale	4- Réaménagement majeur au palais de justice de Saint-Hyacinthe	16 - Montérégie

Édifices gouvernementaux
À l'étude

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Secteur, catégorie et nom	Région administrative
1- Construction d'un édifice à bureaux sur le site d'Estimauville	03 - Capitale-Nationale	2- Construction d'un édifice à bureaux sur le site de l'Îlot Voyageur	06 - Montréal

* Projets non visés par l'article 9 de la Loi sur les infrastructures publiques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 21 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu, évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Plan Nord (autres secteurs)
À l'étude

Secteur, catégorie et nom	Région administrative
1- Construction d'un nouveau lien ferroviaire pour le transport de minerai en provenance de la fosse du Labrador	09 - Côte-Nord

Ressources informationnelles
En réalisation

Secteur, catégorie et nom	Région administrative	Contribution du Québec			Contribution des partenaires	Coût total
		Avant 2014-2015	PQI 2014-2024	Total		
1- SAGIR (SGR2) - Gestion des ressources humaines*	03 - Capitale-Nationale	77,3	34,8	112,1	—	112,1
Total En réalisation :		77,3	34,8	112,1	—	112,1

* Projets non visés par l'article 9 de la Loi sur les infrastructures publiques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 24 - Services électroniques

Pour chacune des 5 dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.	
Par services électroniques, nous entendons l'ensemble des services offerts par Internet et accessibles directement aux citoyens et aux entreprises ou à leurs mandataires.	
EXERCICE FINANCIER	MONTANT
2013-2014	80 976K\$ *
2012-2013	54 732 K\$
2011-2012	77 265 K\$
2010-2011	80 300 K\$
2009-2010	58 756 K\$
*Correspond au montant prévu, les résultats réels seront connus ultérieurement	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 25 - Concours de recrutement

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2013-2014 avec, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature réservée ou non, le taux de réussite, la répartition par région administrative, date de la publication des résultats.

Directrice ou directeur de l'actuariat (633G2203100)

Nombre de postes offerts : 1

Nombre de postulants : 5 (3 candidats admissibles au concours et 2 candidatures refusées)

Date : 19 au 30 août 2013

Non réservé

Taux de réussite : 2 candidats sur 3 sur la liste de déclaration d'aptitudes (LDA)

Répartition par région administrative : Capitale-Nationale (2), Laurentides (1), Mauricie (1) et Chaudière-Appalaches (1)

Date de la publication des résultats : 8 octobre 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 26 - Minorités visibles postulant à des concours

Pour chacun des concours précédemment mentionné, le nombre de postulants issus des communautés culturelles, le nombre de personnes handicapées, le nombre d'anglophones, le nombre d'Autochtones et le nombre de jeunes de moins de 35 ans.

Nombre de postulants issus des communautés culturelles : 2

Nombre de personnes handicapées : 0

Nombre d'anglophones : 0

Nombre d'Autochtones : 0

Nombre de jeunes de moins de 35 ans : 0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 27 – Logiciel libre

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés par le Conseil du trésor concernant l'utilisation par le gouvernement du Québec du logiciel libre, notamment au sujet des coûts.

Travaux réalisés :

- En mars 2012 un inventaire de l'utilisation des logiciels libres au gouvernement du Québec avait été rendu disponible, cet inventaire faisait état de la situation qui prévalait en juin 2011.
- Le 19 mars 2013, le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor, a annoncé huit mesures qui permettront au gouvernement du Québec de développer son expertise du logiciel libre et d'en intensifier l'utilisation au sein des organismes publics. Parmi ces mesures mentionnons la création, à compter du 1 avril 2013, d'un Centre d'expertises gouvernemental en soutien et en développement du logiciel libre qui a pour mandat de donner suite aux huit mesures annoncées et aussi de réaliser toutes études ou analyses sur le sujet.

1. L'inventaire a été réalisé pour les organismes gouvernementaux et pour le réseau de la santé. Le réseau de l'éducation n'a pas complété son inventaire



Deuxième groupe d'opposition

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
1	<p>Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;- leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2	<p>Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">- le lieu ;- le coût ;- la ou les dates de participation ;- le nombre de participants ;- le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;- le nom de la formation ou de l'activité.
3	<p>Sommes dépensées en 2012-2013 et 2013-2014 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).</p>
4	<p>Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none">- son mandat ;- la liste des membres ;- le budget dépensé ;- le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;- les résultats atteints.
5	<p>Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.</p>
6	<p>Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisés et à venir.</p>
7	<p>Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.</p>
8	<p>Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.</p>
9	<p>Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.</p>
10	<p>Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 et 2013-2014.</p>
11	<p>Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste de tous les concours et tirages effectués ;b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.
12	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none">• le nom de toutes les campagnes;• les coûts de ces campagnes;• le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;• les dates de diffusion de la campagne;• les objectifs visés par chaque campagne.
13	<p>Pour 2012-2013 et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global</p>

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
	<p>attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :</p> <p>a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;</p> <p>b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;</p> <p>c) le montant qui leur a été accordé.</p>
14	Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.
15	<p>Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014. Fournir les données ventilées selon la raison du départ:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - toute autre raison.
16	<p>Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.
17	<p>Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus haut salariés.
18	Ventilation par ministère et organisme du 1,1 milliard de dépassement de dépenses identifié en août 2012 et rendu publique en octobre 2012.
19	Ventilation par ministères, organismes et fonds spéciaux des « écarts par rapport aux objectifs de dépenses du budget 2012-2013 » de 829 millions en 2013-2014 et de 1 625 millions en 2014-2015 tel que présenté à la page A-19 du budget 2013-2014.
20	Détail des plans pour respecter les objectifs en 2013-2014 et 2014-2015 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux.
21	<p>Depuis 2009-2010 et jusqu'au présent exercice, indiquer, en lien avec l'article 46 de la loi sur l'administration publique, pour chaque ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés; les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans stratégiques. - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans d'action annuels. - Les objectifs et les indicateurs ciblés pour chacun des ministères et programmes du budget des dépenses.
22	Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds.
23	<p>Répartition des 200 millions de réduction des dépenses pour chacun des organismes et fonds spéciaux en 2013-2014 pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organismes et fonds spéciaux subventionnés (100M\$) - Organismes et fonds spéciaux essentiellement financés par des revenus autonomes (100M\$).
24	<p>Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hausse des taxes spécifique sur le tabac - Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées - Hausse de la contribution des institutions financières - Hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000\$ - Hausse des tarifs de garderies; - Hausse des tarifs d'Hydro-Québec; - Privatisation de la Société des alcools du Québec (SAQ) - Privatisation d'Hydro-Québec.

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
25	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.
26	Total des économies non récurrentes observées en 2012-2013 et 2013-2014 pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé.
27	Liste des économies non récurrentes de plus de un million de dollars pour 2012-2013 et 2013-2014 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé).
28	Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2012-2013 et 2013-2014 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).
29	Total des prévisions de crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2014-2015 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).
30A	Concernant l'effectif de la fonction publique : a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2013-2014 et chacune des 5 années précédentes;
30B	Concernant l'effectif de la fonction publique : b) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2013-2014 et chacune des 5 années précédentes.
30C	Concernant l'effectif de la fonction publique : c) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2013-2014 et chacune des 5 années précédentes.
31	Nombre et liste total d'organismes gouvernementaux pour l'année 2013-2014 et pour chacune des 5 années précédentes.
32	Pour l'année 2012-2013 et 2013-2014, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.
33	Nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenus un statut permanent en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Ventilation par genre.
34	Liste des entités relevant du gouvernement, qui ont fait l'objet d'une recommandation durant les six dernières années. Mentionnez la date, un résumé de la recommandation ainsi que l'état de la situation.
35	Copie de toutes les études ou analyses produites en 2012-2013 et 2013-2014 portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec.
36	Évolution du nombre d'employés par ministère, par organismes autre que budgétaire, fonds spéciaux, réseaux de la santé et des services sociaux et, réseau de l'Éducation depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi.
37	Ventilation détaillée, pour chacun des 28 organismes touchés par le projet de loi 130, (Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et la Société québécoise de récupération et de recyclage et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds) : - des économies réalisées depuis l'adoption du projet de loi; - des économies à réaliser; - des frais de restructuration ; - des primes de départ (dans le cas des cessations d'emploi).
38	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre) pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.
39	Pour les exercices compris entre les années 2014-2015 à 2018-2019, donner les prévisions de l'évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est uniquement nécessaire pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre.
40	Fournir, pour les exercices compris entre 2009-2010 et 2013-2014, les montants dépensés par ministère et organisme en service de consultation en informatique.
41	Fournir, pour les exercices compris entre 2009-2010 et 2013-2014, les montants dépensés par ministère et organisme en service de communication et de planification stratégique.
42	Fournir, pour les exercices compris entre 2009-2010 et 2013-2014, les montants dépensés par ministère et organisme en service de génie de toutes sortes
43	Fournir, pour les exercices compris entre 2009-2010 et 2013-2014, les montants dépensés par ministère et organisme en agence de publicité.
44	Fournir, pour les exercices compris entre 2009-2010 et 2013-2014, une liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
	plus coûteuses, comprenant le nom de l'agence/firme ayant décroché le contrat et le montant déboursé par le gouvernement du Québec.
45	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004 en indiquant le moment de la création et chacun de leur budget annuel depuis cette date.
46	Écart salarial par type d'emploi entre les employés de Revenu Québec et Revenu Canada.
47A	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: <ul style="list-style-type: none">• du domaine de la santé;<ol style="list-style-type: none">1. infirmiers;2. médecins omnipraticiens;3. médecins spécialistes;4. cadres.
47B	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: <ul style="list-style-type: none">• du domaine de la sécurité publique;<ol style="list-style-type: none">1. policiers;2. juristes;3. procureurs;4. cadres.
47C	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: <ul style="list-style-type: none">• du domaine de l'éducation;<ol style="list-style-type: none">1. professeurs;2. chargés de cours;3. recteurs;4. doyens;5. cadres.
47D	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: <ul style="list-style-type: none">• du domaine administratif;<ol style="list-style-type: none">1. gestionnaire et cadre;2. professionnel.
47E	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: <ul style="list-style-type: none">• du milieu scientifique et technique;<ol style="list-style-type: none">1. ingénieur;2. technicien;3. gestionnaire de projet.
48	Nombre d'unités autonomes de services propre à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle.
49	Pour l'année 2012-2013 et 2013-2014 nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophone, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : <ul style="list-style-type: none">- Le nombre d'employés ayant obtenu en 2012-2013 et 2013-2014 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.
50	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014, fournir les dépenses annuelles en informatique pour chacun des ministères et organismes budgétaires
51	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes
52	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans le budget des dépenses
53	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés.
54	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus en fonds spéciaux qui sont rattachés à ces ministères.

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
55	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les fonds spéciaux qui sont rattachés à ces ministères
56	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux organismes autres que budgétaires et qui sont rattachés à ces ministères.
57	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les organismes autres que budgétaires qui sont rattachés à ces ministères.
58	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachés à ces ministères.
59	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachés à ces ministères.
60	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux comptes à fin déterminée et qui sont rattachés à ces ministères.
61	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans comptes à fin déterminée et qui sont rattachés à ces ministères.
62	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.
63	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.
64	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues dans les «ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.
65	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.
66	Afin de rendre comparable les dépenses consolidées pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015, avec celle des dépenses budgétaires produisez un tableau illustrant dans des colonnes différentes les dépenses budgétaires, la valeur des crédits des fonds spéciaux, les crédits alloués aux organismes autres que budgétaires, les crédits accordés aux réseaux de la Santé et de l'Éducation, les comptes à fin déterminés, les dépenses financées par le régime fiscal et les ajustements de consolidation.
67	Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.
68	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2012-2013 et 2013-2014 et coût associés à chacune d'elles.
69	Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant la création d'une table de travail dans le dossier de l'indexation des rentes des retraités de l'État.
70	Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant l'utilisation du logiciel libre.
71	Nom de chacun des dirigeants du réseau de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.
72	Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2012-2013 et 2013-2014.
73	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2012-2013 et 2013-2014 par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
74	Liste des organismes ayant soumis en 2012-2013 et en 2013-2014 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
75	Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et du réseau de la Santé et de l'Éducation, pour les années allant de 2009-2010 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles portant sur: - Liste des projets non inscrit dans le Tableau de bord - Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projet en spécifiant la valeur globale du projet. - Coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.
76	Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2011-2012, en 2012-2013 et en 2013-2014 en spécifiant :

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
	<ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement - Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées - Ventilation par année et par ministère et organismes.
77	Initiatives mises en place pour accroître la présence des jeunes dans le secteur public pour les ministères et organismes. Somme dépensée pour chacune des initiatives pour 2012-2013 et 2013-2014.
78	<p>Liste des concours de recrutement qui se sont tenus en 2012-2013 et en 2013-2014 avec, pour chacun de ces concours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de postes offerts - Le nombre de postulants - La date - La nature réservée ou non - Le taux de réussite - La répartition par région administrative - La date de publication des résultats
79	<p>Pour chacun des concours précédant, mentionner :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de postulant issu de communautés culturelles - Le nombre de personnes handicapées - Le nombre d'anglophone - Le nombre d'autochtones - Le nombre de jeune de 35 ans et moins
80	Pour les années comprises entre 2009-2010 jusqu'à 2013-2014, veuillez indiquer précisément et ce par ministère, organisme et entités quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.
81	Concernant le Plan Québécois des Infrastructures (PQI), donnez une liste indiquant la valeur et l'état d'avancement de tous les projets inclus dans le plan valant plus de 25M \$, ventilé par région administrative, par secteur d'activité et en indiquant le niveau de priorité de ces projets
82	Indiquer le coût estimé, le coût réel et l'écart de coûts, pour tous les projets qui ont été inscrits au PQI depuis sa création et qui ont été réalisés.
83	Liste et valeur des projets sous-évalués inscrits au dernier PQI.
84	La liste de tous les projets qui ont été ajoutés au cours des trois dernières années au PQI.
85	Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets.
86	Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets
87	Liste des projets financés en partie par un ministère et en partie par un fonds.
88	Liste des projets retirés du PQI dans les 3 dernières années et état de situation pour chacun d'eux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 3 - Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI

Sommes dépensées en 2012-2013 et 2013-2014 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).		
	Dépenses 2013-2014	Prévisions dépenses 2014-2015
Logiciels	499 996,00 \$	505 146,00 \$
Matériels	171 710,00 \$	176 550,00 \$
Services professionnels	6 704 217,58 \$	7 571 304,00 \$
- Rémunération interne	5 147 077,58 \$	6 018 300,00 \$
- Contrats externes	1 059 838,00 \$	1 053 904,00 \$
- CSPQ	497 302,00 \$	499 100,00 \$
Projets (Amortissement)	3 921 246,95 \$	3 500 000,00 \$
TOTAL	11 297 170,53 \$	11 753 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 5 - Occasionnel devenu permanent

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.								
Ministère - 160 Secrétariat du Conseil du trésor		2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Occasionnels	Nombre	57	75	74	61	33	38	43
	Pourcentage (Nb. occ / Nb. occ.+ Nb. rég.)	8,9%	11,1%	11,8%	9,5%	5,2%	5,6%	6,3%
Occasionnels nommés réguliers	Nombre	10	16	16	25	6	10	9
	Pourcentage (Nb. occ. nom.rég. / Nb. occ.)	17,5%	21,3%	21,6%	41,0%	18,2%	26,3%	21,4%

Employés assujettis à la LFP.
Le nombre d'occasionnels est compilé entre le 1^{er} avril et le 31 mars de chaque année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 7 - Sondages

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.		
FOURNISSEUR	SUJET	MONTANT
Aramis Recherche et analyse marketing Internet inc.	Fournir des services auprès de la DT en vue de réaliser un sondage d'opinion par Internet auprès des utilisateurs du site Web «Portail Carrières»	15 800,00 \$
Centre de services partagés du Québec	Campagne de valorisation des emplois de la fonction publique	9 344,50 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 8 - Avis juridiques

Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Pour les avis juridiques externes, nous vous demandons de référer à l'Étude des crédits du ministère de la Justice qui autorise les contrats de services juridiques confiés au secteur privé.

Les avis juridiques demandés par le ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la Charte des droits et libertés, lequel prévoit ce qui suit :

« 9. Chacun a droit au respect du secret professionnel.

Divulgateion de renseignements confidentiels.

Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.

Devoir du tribunal.

Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel. » (nos soulignements)

Le droit au secret professionnel appartient au gouvernement et lui seul peut y renoncer.

La Loi sur le ministère de la Justice prévoit à son article 3 que « Le ministre de la Justice est le jurisconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre jurisconsulte du Conseil exécutif du Québec. ». C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Le ministère ou ministre qui a demandé un avis juridique ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Le ministre de la Justice doit être consulté à ce sujet. Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

De plus, nous portons à votre attention que l'article 214 du Règlement de l'Assemblée nationale énonce que :

« 214. **Dépôt du document** : Lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public. ».

Pour ces raisons, nous ne pouvons donner suite à votre demande de vous communiquer la liste et copie de tous les avis juridiques demandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le MDDELCC ou le cabinet dans le cadre de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 11 - Concours et tirages

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 : a) la liste de tous les concours et tirages effectués ;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Aucun concours ou tirage durant la période visée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 12 - Campagnes de publicité et de sensibilisation

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 : le nom de toutes les campagnes; les coûts de ces campagnes; le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; les dates de diffusion de la campagne; les objectifs visés par chaque campagne.

Campagne de recrutement universitaire 2013 « On veut ton talent » : du 16 septembre au 11 octobre 2013.

Objectif : Promouvoir la fonction publique comme employeur et faire connaître des carrières pleines de défis.

Coût total de la campagne universitaire : **41 238,00 \$**

Affichage Zoom média : 41 238,00 \$

Campagne de recrutement collégial 2014

Aucune publicité cette année

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 13 - Subventions

Pour 2012-2013 et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé.

Aucune nouvelle subvention n'a été attribuée en 2013-2014, les montants qui ont été versés réfèrent à des subventions accordées antérieurement au 31 mars 2011 dans le cadre du programme d'appui au passage à la société de l'information. Ce programme n'a pas été renouvelé et les dernières subventions ont été attribuées lors de l'exercice financier 2010-2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 14 - Évolution d'employé par ministère depuis 2003

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	MARS 2013	MARS 2014
010-Culture et des Communications	Régulier	490	360	354	349	330	340	349	344	349
	Occasionnel	57	53	62	74	73	66	70	68	55
	Étudiant	1	4	4	8	12	31	30	36	22
Total 010-Culture et des Communications		548	417	420	431	415	437	449	448	426
030-Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur	Régulier	466	450	475	449	437	426	386	385	373
	Occasionnel	22	34	37	46	38	53	49	60	68
	Étudiant	3	3	6	12	19	17	33	17	9
Total 030-Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur		491	487	518	507	494	496	468	462	450
050-Affaires municipales et Régions	Régulier	537	513	440	400	406	429	413	404	396
	Occasionnel	55	71	52	56	60	69	63	72	63
	Étudiant	8	4	4	11	19	20	39	33	44
Total 050-Affaires municipales et Régions		600	588	496	467	485	518	515	509	503
055-Immigration et des Communautés culturelles	Régulier	880	859	819	879	873	845	823	886	879
	Occasionnel	491	543	558	662	660	665	689	619	622
	Étudiant	1	6	8	58	71	119	125	130	126
Total 055-Immigration et des Communautés culturelles		1372	1408	1385	1599	1604	1629	1637	1635	1627
060-Santé et des Services sociaux	Régulier	710	667	648	656	626	584	618	703	719
	Occasionnel	159	169	186	159	165	133	105	80	57
	Étudiant	2	4	1	5	15	7	8	13	13
Total 060-Santé et des Services sociaux		871	840	835	820	806	724	731	796	789
063-Régie des rentes du Québec	Régulier	1087	1090	1047	1030	1053	1058	1080	1111	1141
	Occasionnel	120	103	166	170	152	175	159	104	124
	Étudiant	4	8	7	10	14	23	30	19	24
Total 063-Régie des rentes du Québec		1211	1201	1220	1210	1219	1256	1269	1234	1289
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Régulier	1240	1213	1161	1128	1099	1082	1226	1273	1398
	Occasionnel	386	401	398	397	407	434	372	391	310
	Étudiant	29	35	32	70	104	139	161	134	174
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		1655	1649	1591	1595	1610	1655	1759	1798	1882
065-Famille	Régulier	366	351	336	330	326	379	387	381	401
	Occasionnel	49	49	46	61	66	52	43	43	41
	Étudiant				7	6		11	15	22
Total 065-Famille		415	400	382	398	398	431	441	439	464
067-Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie	Régulier	391	365	365	338	318	299	341	485	516
	Occasionnel	514	151	160	186	348	218	116	364	344
	Étudiant	1	1	2	23	33	36	34	25	21
Total 067-Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie		906	517	527	547	699	553	491	874	881
075-Travail	Régulier	123	120	122	128	128	125	125	124	115
	Occasionnel	9	12	13	7	4	3	4	4	9
	Étudiant	1				1	1	3	3	4
Total 075-Travail		133	132	135	135	133	129	132	131	128
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Régulier	1833	1778	1767	1705	1650	1602	1530	1536	1523
	Occasionnel	302	331	337	265	272	311	275	253	231
	Étudiant	4	4	7	10	33	22	32	25	32
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		2139	2113	2111	1980	1955	1935	1837	1814	1786
095-Sécurité publique	Régulier	4262	4162	4124	4232	4334	4277	4303	4464	4700

	Occasionnel Étudiant	277 1	358 3	483 7	548 29	617 27	648 49	672 70	635 74	623 60
Total 095-Sécurité publique		4540	4523	4614	4809	4978	4974	5045	5173	5383
140-Conseil exécutif	Régulier Occasionnel Étudiant	467 34 3	634 70 4	595 78 7	592 79 9	561 83 9	529 96 10	509 85 16	538 83 22	542 91 17
Total 140-Conseil exécutif		504	708	680	680	653	635	610	643	650
160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Régulier Occasionnel Étudiant	605 46 2	493 31 4	493 29 4	458 28 6	478 28 18	495 17 12	518 18 14	549 46 15	556 58 17
Total 160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale		653	528	526	492	524	524	550	610	631
188-Bureau de décision et de révision	Régulier Occasionnel		10 2	9 2	8 2	7 3	10 2	10 2	12 1	15 1
Total 188-Bureau de décision et de révision			12	11	10	10	12	12	13	16
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Régulier	4	4	4	5	4	4	4	5	14
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		4	4	4	5	4	4	4	5	14
210-Finances et de l'Économie	Régulier Occasionnel Étudiant	1305 121 4	1256 131 9	1199 189 17	1162 194 22	1096 207 30	1093 184 39	1073 174 40	1068 120 36	1029 108 32
Total 210-Finances et de l'Économie		1430	1396	1405	1378	1333	1316	1287	1224	1169
238-Conseil supérieur de l'éducation	Régulier Occasionnel Étudiant	30	31	25 2	27 5	29 4	26 4	27 2 1	27 2	28 1
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		30	31	27	32	33	30	30	29	29
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Régulier Occasionnel Étudiant	440 148 3	432 150 1	472 169	484 160 2	472 152 5	540 179 15	627 160 41	672 255 54	749 263 21
Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		591	583	641	646	629	734	828	981	1033
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Régulier Occasionnel Étudiant							26	42 9	57 15 1
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption								26	51	73
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Régulier Occasionnel Étudiant	43 1	53 3	60 7 1	64 8 1	68 9 2	63 13 1	14 5 2	14 4	14 3 3
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		44	56	68	73	79	77	21	18	20
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Régulier Occasionnel Étudiant	185 51 5	192 47 6	177 69 5	192 57 6	193 64 10	195 67 9	221 72 12	303 50 20	340 42 26
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		241	245	251	255	267	271	305	373	408
247-Commissaire au lobbying	Régulier Occasionnel Étudiant	21 2	19 4	19 6	19 6	26 1	26 4 1	26 3 1	30 1 1	29 3
Total 247-Commissaire au lobbying		23	23	25	25	27	31	30	32	32
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Régulier Occasionnel Étudiant	48 11 1	50 13	48 9	46 8 1	46 1 1	43 10 1	42 6 1	41 6 2	45 5 3
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		60	63	57	55	48	54	49	49	53
267-Commissaire à la déontologie policière	Régulier Occasionnel Étudiant	34 2	32 3	34 3	30 5	34 2	36 1	32 3	34 2	33 4 1
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		36	35	37	35	36	37	35	36	38
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Régulier Occasionnel	26	26	25 3	25 6	20 5	16 5	22 1	24	23 2

	Étudiant							1	1	
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		26	26	28	31	25	21	24	25	25
278-Commission de l'équité salariale	Régulier	53	48	49	44	50	45	44	69	65
	Occasionnel	9	8	8	8	14	19	28	24	22
	Étudiant				1	1	1	3	5	4
Total 278-Commission de l'équité salariale		62	56	57	53	65	65	75	98	91
285-Commission des relations du travail	Régulier	142	143	135	145	141	135	122	125	133
	Occasionnel	17	15	13	4	4	5	2		2
	Étudiant	1	2	4	2	4	1	2	4	1
Total 285-Commission des relations du travail		160	160	152	151	149	141	126	129	136
289-Conseil de la magistrature	Régulier	4	4	3	4	4	4	4	5	4
	Occasionnel	1	1	1	1	1		1	1	1
Total 289-Conseil de la magistrature		5	5	4	5	5	4	5	6	5
293-Coroner	Régulier	48	44	41	39	36	35	37	35	126
	Occasionnel	9	14	10	15	12	14	13	12	15
	Étudiant							1		
Total 293-Coroner		57	58	51	54	48	49	50	48	141
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Régulier	2682	2686	2631	2699	2646	2640	2686	2754	2827
	Occasionnel	828	751	832	857	961	955	811	882	795
	Étudiant	45	20	26	76	99	80	91	107	87
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		3555	3457	3489	3632	3706	3675	3588	3743	3709
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Régulier						3	3	3	2
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs							3	3	3	2
323-Institut de la statistique du Québec	Régulier	195	203	187	200	190	202	208	201	206
	Occasionnel	113	166	150	168	200	261	139	166	140
	Étudiant		1	1	5	4	6	5	4	5
Total 323-Institut de la statistique du Québec		308	370	338	373	394	469	352	371	351
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Régulier	96	95	91	96	94	94	88	89	88
	Occasionnel	7	9	7	11	7	11	11	7	9
	Étudiant	6	7	6	5	4	8	6	8	5
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		109	111	104	112	105	113	105	104	102
344-Office de la protection du consommateur	Régulier	99	91	94	92	89	90	91	100	105
	Occasionnel	7	11	9	10	7	11	10	4	6
	Étudiant				3	6	11	5	8	6
Total 344-Office de la protection du consommateur		106	102	103	105	102	112	106	112	117
347-Centre de services partagés du Québec	Régulier	1426	1612	1734	1814	1774	1763	1840	1835	1938
	Occasionnel	302	371	345	348	335	347	256	329	336
	Étudiant	17	13	7	17	38	60	72	93	92
Total 347-Centre de services partagés du Québec		1745	1996	2086	2179	2147	2170	2168	2257	2366
350-Éducation, du Loisir et du Sport	Régulier	1088	1027	1002	944	900	877	880	759	749
	Occasionnel	318	83	97	165	164	169	97	186	217
	Étudiant	3	4	5	8	14	13	33	50	55
Total 350-Éducation, du Loisir et du Sport		1409	1114	1104	1117	1078	1059	1010	995	1021
352-Régie du cinéma	Régulier	50	45	41	44	44	38	44	44	43
	Occasionnel	8	9	12	13	10	11	2	3	4
	Étudiant			1		1	1			3
Total 352-Régie du cinéma		58	54	54	57	55	50	46	47	50
360-Office des professions du Québec	Régulier	37	36	36	35	39	45	48	47	62
	Occasionnel	5	3	4	4	5	6	5	3	4
	Étudiant	1			1	1	1	2	3	2
Total 360-Office des professions du Québec		43	39	40	40	45	52	55	53	68
367-Régie du bâtiment du Québec	Régulier	373	353	356	371	359	369	359	446	469
	Occasionnel	70	81	66	75	75	91	80	46	49
	Étudiant				1	2	8	10	18	22

Total 367-Régie du bâtiment du Québec		443	434	422	447	436	468	449	510	540
368-Commission municipale du Québec	Régulier	17	12	11	14	15	17	19	19	18
	Occasionnel	2	2	2	3	2	1		2	3
	Étudiant							1	1	
Total 368-Commission municipale du Québec		19	14	13	17	17	18	20	22	21
370-Assemblée nationale	Régulier	488	546	531	526	519	515	512	507	632
Total 370-Assemblée nationale		488	546	531	526	519	515	512	507	632
371-Commissaire à l'éthique et à la déontologie	Régulier							5	4	5
	Occasionnel							1	2	1
								6	6	6
Total 371-Commissaire à l'éthique et à la déontologie								6	6	6
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Régulier						1	3	3	5
	Occasionnel						3	4	3	3
							4	7	6	8
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie							4	7	6	8
374-Vérificateur général	Régulier	226	243	255	263	256	264	273	279	265
	Occasionnel		8	4	1	1	2	4	2	2
	Étudiant	9	5	6	7	7	7	8	7	10
Total 374-Vérificateur général		235	256	265	271	264	273	285	288	277
380-Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs	Régulier	2158	2120	2099	2063	2008	2023	2124	2184	2418
	Occasionnel	328	341	375	453	502	499	394	426	502
	Étudiant	6	8	12	20	48	48	49	59	63
Total 380-Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs		2492	2469	2486	2536	2558	2570	2567	2669	2983
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Régulier	182	180	175	176	163	148	150	160	170
	Occasionnel	79	78	74	79	82	91	84	71	65
	Étudiant		1		1	3	7	12	7	4
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		261	259	249	256	248	246	246	238	239
390-Sûreté du Québec	Régulier	721	689	703	686	670	671	644	697	849
	Occasionnel	144	174	228	248	245	306	378	413	262
	Étudiant	1	4	5	1	4	1		1	4
Total 390-Sûreté du Québec		866	867	936	935	919	978	1022	1111	1115
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Régulier	40	42	43	42	41	43	43	40	41
	Occasionnel	1		1	1					
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		41	42	44	43	41	43	43	40	41
400-Justice	Régulier	2164	2101	2006	1976	1847	1780	1737	1728	1808
	Occasionnel	1030	1074	1132	1257	1275	1367	1419	1510	1460
	Étudiant	24	25	22	20	22	20	40	48	64
Total 400-Justice		3218	3200	3160	3253	3144	3167	3196	3286	3332
402-Comité de déontologie policière	Régulier	18	16	16	18	14	14	14	14	17
	Occasionnel	1	1							1
Total 402-Comité de déontologie policière		19	17	16	18	14	14	14	14	18
408-Commission d'accès à l'information	Régulier	45	39	36	49	51	52	52	54	49
	Occasionnel	4	4	14	8	10	11	9	10	11
	Étudiant	1		1	2		1	4	1	1
Total 408-Commission d'accès à l'information		50	43	51	59	61	64	65	65	61
414-Commission des lésions professionnelles	Régulier	413	418	414	405	406	407	415	405	639
	Occasionnel	23	16	19	22	13	11	13	17	14
	Étudiant	3			9	17	9	9	13	16
Total 414-Commission des lésions professionnelles		439	434	433	436	436	427	437	435	669
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Régulier	26	34	36	38	39	39	38	38	78
	Occasionnel		4	7	7	6	4	6	8	5
	Étudiant			1		2	1	1	1	1
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		26	38	44	45	47	44	45	47	84
430-Commission de la fonction publique	Régulier	32	29	38	35	35	35	36	36	39
	Occasionnel	6	6	4	3	2	8	4	4	1
	Étudiant	1			1	2	1			3

Total 430-Commission de la fonction publique		39	35	42	39	39	44	40	40	43
450-Tribunal administratif du Québec	Régulier	233	238	228	226	213	203	226	227	262
	Occasionnel	15	17	23	24	22	22	20	31	23
	Étudiant	2	2	2	11	15	12	24	17	16
Total 450-Tribunal administratif du Québec		250	257	253	261	250	237	270	275	301
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Régulier	10	10	13	15	13	15	12	13	12
	Occasionnel		1	2	1					1
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		10	11	15	16	13	15	12	13	13
510-Régie du logement	Régulier	179	190	186	188	189	180	179	179	168
	Occasionnel	27	31	28	34	27	43	36	38	53
	Étudiant					7	21	35	33	18
Total 510-Régie du logement		206	221	214	222	223	244	250	250	239
520-La Financière agricole du Québec	Régulier	541	532	523	522	495	489	556	549	575
	Occasionnel	144	171	182	194	191	179	102	109	81
	Étudiant	2				3	6	11	15	14
Total 520-La Financière agricole du Québec		687	703	705	716	689	674	669	673	670
538-Office des personnes handicapées du Québec	Régulier	128	122	118	119	106	110	103	109	118
	Occasionnel	27	19	32	24	30	35	32	28	28
	Étudiant			1	3	2		2	2	2
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		155	141	151	146	138	145	137	139	148
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Régulier	131	127	124	140	132	128	130	146	143
	Occasionnel	155	175	165	151	170	191	178	167	162
	Étudiant		1	2	4	3	1	6	3	5
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		286	303	291	295	305	320	314	316	310
560-Curateur public	Régulier	463	474	483	520	511	511	515	550	558
	Occasionnel	158	154	176	136	144	161	155	131	110
	Étudiant	1	2	2	36	37	40	60	46	63
Total 560-Curateur public		622	630	661	692	692	712	730	727	731
600-Ressources naturelles	Régulier	2075	1998	1968	1938	1904	1980	1977	1974	1722
	Occasionnel	334	336	293	303	327	328	263	264	177
	Étudiant	1	4	7	10	35	31	31	48	29
Total 600-Ressources naturelles		2410	2338	2268	2251	2266	2339	2271	2286	1928
630-Directeur général des élections	Régulier	185	184	195	205	206	209	218	226	220
	Occasionnel	66	137	60	68	33	30	112	99	206
	Étudiant	1		2		3	2	6	6	7
Total 630-Directeur général des élections		252	321	257	273	242	241	336	331	433
660-Conseil du statut de la femme	Régulier	52	50	48	46	43	41	45	40	34
	Occasionnel	3	6	7	4	3	2	1	6	3
	Étudiant		1		1	1		1	2	3
Total 660-Conseil du statut de la femme		55	57	55	51	47	43	47	48	40
690-Conseil supérieur de la langue française	Régulier	14	13	14	14	10	10	10	10	9
	Occasionnel		1	1	1	1	2	2	3	2
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		14	14	15	15	11	12	12	13	11
700-Emploi et de la Solidarité sociale	Régulier	5769	5584	5582	5819	5646	5331	5417	5286	5408
	Occasionnel	1454	1474	1730	1821	1769	1904	1505	1562	1290
	Étudiant	15	23	26	72	124	159	204	223	188
Total 700-Emploi et de la Solidarité sociale		7238	7081	7338	7712	7539	7394	7126	7071	6886
702-Commission des normes du travail	Régulier	522	524	501	488	467	436	458	474	464
	Occasionnel	50	70	64	70	50	73	61	58	55
	Étudiant	7	13	11	9	10	12	34	28	22
Total 702-Commission des normes du travail		579	607	576	567	527	521	553	560	541
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Régulier	3576	3499	3437	3474	3428	3442	3539	3529	3583
	Occasionnel	612	679	724	721	740	796	846	816	647
	Étudiant	2	8	7	33	33	47	98	116	86

Total 703-Commission de la santé et de la sécurité du travail		4190	4186	4168	4228	4201	4285	4483	4461	4316
710-Office québécois de la langue française	Régulier	238	237	227	220	223	206	219	237	237
	Occasionnel	6	4	3	14	6	9	21	21	19
	Étudiant				2	4	6	2	2	5
Total 710-Office québécois de la langue française		244	241	230	236	233	221	242	260	261
730-Société d'habitation du Québec	Régulier	358	350	349	343	364	369	364	362	363
	Occasionnel	19	15	25	36	12	29	24	21	26
	Étudiant	3	2		2	8	6	17	14	19
Total 730-Société d'habitation du Québec		380	367	374	381	384	404	405	397	408
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Régulier								235	240
	Occasionnel								1	4
	Étudiant								2	1
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux									238	245
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Régulier	23	27	26	24	24	25	22	20	21
	Occasionnel	2	2	3	1	1				
	Étudiant							2	1	1
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		25	29	29	25	25	25	24	21	22
807-Fonds des réseaux de transport terrestren (FORT)	Régulier	2870	2754	2607	2567	2528	2531	2685	2820	3425
	Occasionnel	942	943	1008	1162	1166	1239	1100	1176	962
	Étudiant	39	43	37	50	75	105	111	122	144
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestren (FORT)		3851	3740	3652	3779	3769	3875	3896	4118	4531
812-Fonds des services de police	Régulier	866	867	927	915	898	867	786	851	969
	Occasionnel	246	292	281	316	320	368	409	395	320
	Étudiant	2	1		2	2	5	5	4	
Total 812-Fonds des services de police		1114	1160	1208	1233	1220	1240	1200	1250	1289
814-Fonds de partenariat touristique	Régulier	285	273	267	263	252	254	253	257	247
	Occasionnel	26	34	39	39	28	23	24	22	22
	Étudiant	48	35	42	40	43	53	49	46	34
Total 814-Fonds de partenariat touristique		359	342	348	342	323	330	326	325	303
816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	Régulier	31	19	23	27	27	29	29	26	
	Occasionnel	16	16	9	7	8	3	2	3	
Total 816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre		47	35	32	34	35	32	31	29	
817-Fonds spécial de financement des activités locales	Régulier	361	335	317	309	291	287	326	325	403
	Occasionnel	187	186	209	150	160	144	81	74	77
	Étudiant		1	1	22	36	40	38	35	31
Total 817-Fonds spécial de financement des activités locales		548	522	527	481	487	471	445	434	511
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Régulier	217	218	203	192	167	138	226	226	275
	Occasionnel	200	215	242	279	307	318	217	230	188
	Étudiant	1	2	1	2	8	10	13	12	17
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		418	435	446	473	482	466	456	468	480
826-Fonds des ressources naturelles	Régulier	488	488	455	443	427	413	501	512	570
	Occasionnel	205	183	219	236	207	466	378	266	273
	Étudiant	2	2	3	10	7	6	9	13	19
Total 826-Fonds des ressources naturelles		695	673	677	689	641	885	888	791	862
830-Commission des transports du Québec	Régulier	144	138	139	141	124	118	109	111	112
	Occasionnel	9	11	9	14	20	19	22	19	15
	Étudiant				2	5	7	9	6	4
Total 830-Commission des transports du Québec		153	149	148	157	149	144	140	136	131
850-Transports	Régulier	1482	1450	1470	1455	1423	1459	1541	1599	1628
	Occasionnel	124	120	141	159	184	210	238	220	195
	Étudiant	19	20	18	30	36	45	68	74	64
Total 850-Transports		1625	1590	1629	1644	1643	1714	1847	1893	1887
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	Régulier	2	4	4	5	5	5	6	5	5
	Occasionnel	3	1	2	2	1	1	1	1	

	Étudiant							1	2	
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels		5	5	6	7	6	6	8	8	5
874-Fonds du financement	Régulier	12	15	12	12	12	9	8	7	8
	Occasionnel	5	5	6	5	5	9	7	9	6
Total 874-Fonds du financement		17	20	18	17	17	18	15	16	14
878-Fonds des registres	Régulier	137	133	124	118	113	115	108	104	109
	Occasionnel	19	14	11	13	20	21	23	26	19
	Étudiant					1	1	1	1	
Total 878-Fonds des registres		156	147	135	131	134	137	132	131	128
921-Magistrature et nomination des juges	Régulier									23
	Occasionnel									12
	Étudiant									1
Total 921-Magistrature et nomination des juges										36
Total général		61367	60486	60694	62048	61797	62470	62493	64330	65707
Personnel régulier et occasionnel assujetti à la LFP' Données actualisées selon la structue budgétaire 2013-2014. Données compilées au 31 mars de chaque années (Paie-26).										

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 15 - Nombre de départs

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif régulier pour les années financières 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - toute autre raison.				
MINISTÈRE	MOTIF	2011-2012	2012-2013	2013-2014
010-Culture et des Communications	Démission	3	.	2
	Retraite	25	21	18
	Autres départs	2	.	.
		30	21	20
Total 010-Culture et des Communications				
030-Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur	Démission	3	1	3
	Retraite	26	22	18
	Autres départs	1	3	2
		30	26	23
Total 030-Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur				
050-Affaires municipales et Régions	Démission	1	4	4
	Retraite	27	16	30
	Autres départs	3	2	.
		31	22	34
Total 050-Affaires municipales et Régions				
055-Immigration et des Communautés culturelles	Démission	8	5	7
	Retraite	52	60	51
	Autres départs	9	1	3
		69	66	61
Total 055-Immigration et des Communautés culturelles				
060-Santé et des Services sociaux	Démission	9	10	13
	Retraite	45	29	26
	Autres départs	4	3	9
		58	42	48
Total 060-Santé et des Services sociaux				
063-Régie des rentes du Québec	Démission	6	8	7
	Retraite	55	40	48
	Autres départs	2	7	4
		63	55	59
Total 063-Régie des rentes du Québec				
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Démission	10	8	12
	Retraite	57	43	51
	Autres départs	6	4	3
		73	55	66
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec				
065-Famille	Démission	5	2	5
	Retraite	19	15	9
	Autres départs	8	1	1
		32	18	15
Total 065-Famille				

067-Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie	Démission	6	6	1
	Retraite	16	31	22
	Autres départs	1	3	4
Total 067-Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie		23	40	27
075-Travail	Démission	1	1	
	Retraite	8	13	15
Total 075-Travail		9	14	15
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Démission	17	21	8
	Retraite	131	87	74
	Autres départs	5	5	4
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		153	113	86
095-Sécurité publique	Démission	60	60	40
	Retraite	128	121	126
	Autres départs	52	36	45
Total 095-Sécurité publique		240	217	211
140-Conseil exécutif	Démission		2	3
	Retraite	36	24	18
	Autres départs	3	2	3
Total 140-Conseil exécutif		39	28	24
160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Démission		6	5
	Retraite	18	20	26
	Autres départs	4	2	
Total 160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale		22	28	31
188-Bureau de décision et de révision	Autres départs	1		1
Total 188-Bureau de décision et de révision		1		1
210-Finances et de l'Économie	Démission	7	11	3
	Retraite	50	41	44
	Autres départs	5	3	6
Total 210-Finances et de l'Économie		62	55	53
238-Conseil supérieur de l'éducation	Retraite	1	1	1
	Autres départs	1	1	
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		2	2	1
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Démission	8	5	5
	Retraite	20	20	21
	Autres départs	3	4	4
Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		31	29	30
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Démission		2	
	Autres départs			1

Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption			2	1
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Retraite	1		1
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être	Autres départs	1		1
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Démission	2	2	2
	Retraite	6	7	15
	Autres départs	1	2	3
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		9	11	20
247-Commissaire au lobbying	Démission	1		
Total 247-Commissaire au lobbying	Retraite	1		
		2		
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Démission	1		
	Retraite	3	1	
	Autres départs		2	1
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		4	3	1
267-Commissaire à la déontologie policière	Retraite	2	2	2
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		2	2	2
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Démission		1	
	Retraite	1	1	1
	Autres départs			1
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		1	2	2
278-Commission de l'équité salariale	Démission		2	1
	Retraite	3		2
	Autres départs	1	1	
Total 278-Commission de l'équité salariale		4	3	3
285-Commission des relations du travail	Démission		1	
	Retraite	12	5	5
	Autres départs	1	3	4
Total 285-Commission des relations du travail		13	9	9
289-Conseil de la magistrature	Retraite			1
Total 289-Conseil de la magistrature	Autres départs			1
293-Coroner	Démission			
	Retraite	3	2	1
Total 293-Coroner		3	2	1
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Démission	15	11	10
	Retraite	117	125	136

Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec	Autres départs	13	12	25
		145	148	171
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Démission	.	1	.
	Autres départs	.	.	1
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		.	1	1
323-Institut de la statistique du Québec	Démission	.	1	.
	Retraite	13	5	8
	Autres départs	.	.	2
Total 323-Institut de la statistique du Québec		13	6	10
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Démission	.	2	1
	Retraite	5	2	4
	Autres départs	2	3	.
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		7	7	5
344-Office de la protection du consommateur	Démission	1	.	3
	Retraite	2	4	6
	Autres départs	.	1	.
Total 344-Office de la protection du consommateur		3	5	9
347-Centre de services partagés du Québec	Démission	10	9	6
	Retraite	82	69	84
	Autres départs	8	8	8
Total 347-Centre de services partagés du Québec		100	86	98
350-Éducation, du Loisir et du Sport	Démission	9	6	9
	Retraite	67	46	47
	Autres départs	5	4	1
Total 350-Éducation, du Loisir et du Sport		81	56	57
352-Régie du cinéma	Démission	1	1	.
	Retraite	.	3	4
Total 352-Régie du cinéma		1	4	4
360-Office des professions du Québec	Démission	1	.	.
	Retraite	2	3	1
	Autres départs	.	.	1
Total 360-Office des professions du Québec		3	3	2
367-Régie du bâtiment du Québec	Démission	7	4	8
	Retraite	24	16	9
	Autres départs	3	5	7
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		34	25	24
368-Commission municipale du Québec	Démission	.	.	1
	Retraite	2	.	.

Total 368-Commission municipale du Québec	Autres départs	2		45
370-Assemblée nationale	Démission	2	5	8
	Retraite	22	20	16
	Autres départs	1	6	11
Total 370-Assemblée nationale		25	31	35
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Retraite	1		
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie		1		
374-Vérificateur général	Démission	5	5	8
	Retraite	2	6	6
	Autres départs	3	1	1
Total 374-Vérificateur général		10	12	15
380-Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs	Démission	34	23	21
	Retraite	138	116	102
	Autres départs	7	35	16
Total 380-Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs		179	174	139
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Démission	3		1
	Retraite	9	5	6
	Autres départs	5	1	2
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		17	6	9
390-Sûreté du Québec	Démission	7	16	15
	Retraite	36	25	24
	Autres départs	5	3	4
Total 390-Sûreté du Québec		48	44	43
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Démission			1
	Retraite	2	4	3
	Autres départs	1	1	2
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		3	5	6
400-Justice	Démission	10	7	5
	Retraite	117	100	99
	Autres départs	8	8	6
Total 400-Justice		135	115	110
402-Comité de déontologie policière	Retraite	2		
	Autres départs			2
Total 402-Comité de déontologie policière		2		2
408-Commission d'accès à l'information	Démission		1	
	Retraite	2		4
Total 408-Commission d'accès à l'information		2	1	4

414-Commission des lésions professionnelles	Démission	5	1	1
	Retraite	20	17	19
	Autres départs	5	3	5
Total 414-Commission des lésions professionnelles		30	21	25
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Retraite	1	2	.
	Autres départs	.	1	2
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		1	3	2
430-Commission de la fonction publique	Démission	1	.	.
	Retraite	.	2	1
	Autres départs	1	.	.
Total 430-Commission de la fonction publique		2	2	1
450-Tribunal administratif du Québec	Démission	3	4	2
	Retraite	11	10	9
	Autres départs	1	3	.
Total 450-Tribunal administratif du Québec		15	17	11
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Retraite	1	.	.
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		1		
510-Régie du logement	Démission	3	.	.
	Retraite	13	17	9
	Autres départs	.	1	1
Total 510-Régie du logement		16	18	10
520-La Financière agricole du Québec	Démission	4	4	.
	Retraite	31	19	35
	Autres départs	.	1	.
Total 520-La Financière agricole du Québec		35	24	35
538-Office des personnes handicapées du Québec	Démission	.	.	15
	Retraite	6	7	7
	Autres départs	1	.	1
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		7	7	23
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Démission	1	1	1
	Retraite	11	9	9
	Autres départs	2	1	.
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		14	11	10
560-Curateur public	Démission	3	5	6
	Retraite	26	16	16
	Autres départs	1	1	3
Total 560-Curateur public		30	22	25

600-Ressources naturelles	Démission	15	16	7
	Retraite	97	91	75
	Autres départs	2	2	19
Total 600-Ressources naturelles		114	109	101
630-Directeur général des élections	Démission	2	1	1
	Retraite	11	5	16
Total 630-Directeur général des élections		13	6	17
660-Conseil du statut de la femme	Démission	1		1
	Retraite	5	3	4
	Autres départs			1
Total 660-Conseil du statut de la femme		6	3	6
690-Conseil supérieur de la langue française	Retraite	1		1
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		1		1
700-Emploi et de la Solidarité sociale	Démission	32	31	13
	Retraite	283	276	274
	Autres départs	31	36	32
Total 700-Emploi et de la Solidarité sociale		346	343	319
702-Commission des normes du travail	Démission	4	1	3
	Retraite	31	21	21
	Autres départs	5	5	
Total 702-Commission des normes du travail		40	27	24
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Démission	24	40	24
	Retraite	156	142	178
	Autres départs	8	16	9
Total 703-Commission de la santé et de la sécurité du travail		188	198	211
710-Office québécois de la langue française	Démission	5	2	2
	Retraite	10	9	12
Total 710-Office québécois de la langue française		15	11	14
730-Société d'habitation du Québec	Démission	2	4	5
	Retraite	19	26	20
	Autres départs	2	3	3
Total 730-Société d'habitation du Québec		23	33	28
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Démission		1	6
	Autres départs		1	
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux			2	6
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Retraite		3	
	Autres départs		1	
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome			4	

807-Fonds des réseaux de transport terrestren (FORT)	Démission	33	42	38
	Retraite	184	157	133
	Autres départs	18	19	21
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestren (FORT)		235	218	192
812-Fonds des services de police	Démission	3	4	10
	Retraite	63	41	42
	Autres départs	5	1	5
Total 812-Fonds des services de police		71	46	57
814-Fonds de partenariat touristique	Démission	1	1	4
	Retraite	14	13	9
	Autres départs	2	2	1
Total 814-Fonds de partenariat touristique		17	16	14
816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	Retraite	1		1
Total 816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	Autres départs	1	1	1
817-Fonds spécial de financement des activités locales	Démission		2	3
	Retraite	10	12	24
	Autres départs	3		
Total 817-Fonds spécial de financement des activités locales		13	14	27
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Démission		1	
	Retraite	17	10	10
	Autres départs	1	2	1
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		18	13	11
826-Fonds des ressources naturelles	Démission	4	4	8
	Retraite	23	19	19
	Autres départs		3	5
Total 826-Fonds des ressources naturelles		27	26	32
830-Commission des transports du Québec	Démission		1	1
	Retraite	13	4	10
	Autres départs			3
Total 830-Commission des transports du Québec		13	5	14
850-Transports	Démission	12	16	14
	Retraite	85	81	67
	Autres départs	6	14	6
Total 850-Transports		103	111	87
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	Retraite		2	1
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels			2	1

878-Fonds des registres	Démission	3	1	
	Retraite	4	2	5
	Autres départs	1	3	2
Total 878-Fonds des registres		8	6	7
Total général		3 221	2 913	2 907

Employés assujettis à la LFP.
Nombre de personnes différentes qui sont parties
Données selon la structure de l'exercice financier 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2E GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 16 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le nombre d'employés; - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.																									
MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2003-2004		2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011		2011-2012		2012-2013		2013-2014			
		MASSE SALARIALE	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE	NB PERSONNES		
010-Culture et des Communications	Haute-direction,Cadres	4 786 690 \$	64	4 390 417 \$	55	4 198 164 \$	53	3 918 481 \$	56	4 111 073 \$	50	4 210 662 \$	51	4 041 911 \$	49	3 819 405 \$	43	4 241 968 \$	46	3 995 621 \$	45	3 902 457 \$	40		
	Professionnels	15 652 911 \$	321	15 497 555 \$	304	15 398 756 \$	298	12 811 369 \$	311	12 948 257 \$	260	13 967 921 \$	280	13 955 137 \$	282	13 784 280 \$	293	14 919 512 \$	331	15 537 613 \$	303	16 111 155 \$	299		
	PBTA/Ouvrier	8 671 114 \$	295	8 333 807 \$	265	8 065 107 \$	254	5 670 947 \$	231	5 394 940 \$	175	5 570 478 \$	163	5 317 587 \$	159	4 701 650 \$	151	4 552 327 \$	137	4 337 857 \$	125	4 394 105 \$	128		
	Autres	585 551 \$	183	443 597 \$	126	393 101 \$	114	612 337 \$	152	552 860 \$	131	579 818 \$	130	618 214 \$	110	757 953 \$	141	760 645 \$	135	795 453 \$	129	499 178 \$	78		
	Total 010-Culture et des Communications		29 696 265 \$	863	28 665 376 \$	750	28 055 127 \$	719	23 013 134 \$	750	23 007 131 \$	616	24 328 879 \$	624	23 932 849 \$	600	23 063 288 \$	628	24 474 452 \$	649	24 666 243 \$	602	24 906 896 \$	545	
030-Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur	Haute-direction,Cadres	7 362 205 \$	85	7 598 825 \$	89	7 500 013 \$	87	7 936 799 \$	94	8 636 451 \$	102	9 102 399 \$	100	9 147 509 \$	98	8 585 690 \$	91	8 317 297 \$	92	7 721 173 \$	83	7 437 469 \$	80		
	Professionnels	13 869 790 \$	264	14 287 251 \$	274	13 679 397 \$	265	13 076 203 \$	277	13 870 756 \$	291	14 898 990 \$	290	14 909 571 \$	289	14 909 571 \$	291	14 426 722 \$	298	14 799 427 \$	288	15 238 185 \$	294		
	PBTA/Ouvrier	6 143 215 \$	207	6 131 900 \$	202	6 042 712 \$	195	6 118 761 \$	199	6 414 534 \$	201	6 381 447 \$	204	5 951 521 \$	182	5 532 620 \$	185	5 126 021 \$	160	5 165 667 \$	157	5 165 667 \$	165		
	Autres	89 898 \$	29	101 061 \$	32	151 701 \$	39	190 371 \$	35	292 657 \$	54	300 046 \$	56	458 684 \$	61	428 976 \$	62	532 121 \$	76	581 158 \$	75	284 917 \$	43		
	Total 030-Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur		27 465 108 \$	585	28 119 037 \$	597	27 373 824 \$	586	27 322 134 \$	605	29 214 398 \$	648	30 682 883 \$	650	30 467 286 \$	630	29 879 258 \$	629	28 554 094 \$	626	28 227 779 \$	603	28 126 238 \$	582	
050-Affaires municipales et Régions	Haute-direction,Cadres	3 995 185 \$	48	4 275 178 \$	52	4 961 964 \$	60	5 092 644 \$	61	5 075 605 \$	60	5 025 555 \$	52	5 207 029 \$	59	5 118 425 \$	56	4 809 195 \$	55	5 496 550 \$	59	5 392 773 \$	62		
	Professionnels	14 694 080 \$	298	15 244 598 \$	300	17 259 874 \$	334	17 691 158 \$	341	15 596 908 \$	348	14 805 464 \$	289	15 754 636 \$	299	16 956 948 \$	337	18 073 594 \$	327	17 585 113 \$	333	18 225 926 \$	317		
	PBTA/Ouvrier	7 749 222 \$	267	7 495 117 \$	252	7 775 948 \$	259	8 006 925 \$	258	7 480 815 \$	253	6 506 483 \$	207	6 298 732 \$	190	6 332 051 \$	190	5 934 610 \$	172	5 937 142 \$	173				
	Autres	324 435 \$	77	236 902 \$	60	299 918 \$	78	327 604 \$	76	291 355 \$	68	312 105 \$	68	454 689 \$	72	520 936 \$	79	546 973 \$	82	555 969 \$	83	757 493 \$	91		
	Total 050-Affaires municipales et Régions		26 762 902 \$	690	27 251 796 \$	664	30 297 703 \$	731	31 118 331 \$	746	28 444 683 \$	729	26 649 607 \$	618	27 715 086 \$	620	28 928 361 \$	669	29 606 308 \$	654	29 572 241 \$	647	30 313 334 \$	643	
055-Immigration et des Communautés culturelles	Haute-direction,Cadres	5 254 345 \$	62	4 627 858 \$	60	4 427 417 \$	56	4 737 556 \$	62	5 051 101 \$	64	5 691 484 \$	66	5 818 112 \$	67	5 993 444 \$	67	6 108 994 \$	66	5 886 355 \$	62	5 680 995 \$	61		
	Professionnels	20 572 557 \$	392	19 830 470 \$	372	17 734 858 \$	359	18 337 611 \$	372	19 249 527 \$	370	20 371 757 \$	412	22 069 466 \$	424	21 839 486 \$	430	22 014 214 \$	440	21 576 511 \$	417	21 866 511 \$	404		
	Enseignant	14 678 173 \$	554	13 190 940 \$	471	15 486 769 \$	483	16 115 340 \$	500	15 699 946 \$	528	18 714 153 \$	622	21 176 702 \$	606	19 794 508 \$	550	20 536 873 \$	562	21 083 527 \$	586	21 476 021 \$	541		
	PBTA/Ouvrier	17 678 682 \$	604	16 700 488 \$	543	15 848 784 \$	516	16 033 594 \$	534	16 731 470 \$	523	16 779 461 \$	524	17 074 639 \$	515	16 639 403 \$	494	16 487 606 \$	487	16 608 814 \$	480	16 907 757 \$	494		
	Autres	292 619 \$	109	236 256 \$	101	211 094 \$	77	339 760 \$	88	422 369 \$	108	896 189 \$	174	1 113 320 \$	186	1 307 420 \$	224	1 287 244 \$	252	1 261 953 \$	215	1 382 370 \$	231		
Total 055-Immigration et des Communautés culturelles		58 476 376 \$	1721	54 586 013 \$	1547	53 708 923 \$	1491	55 563 861 \$	1556	57 154 413 \$	1593	62 453 045 \$	1798	67 252 239 \$	1798	65 574 261 \$	1765	66 434 931 \$	1807	66 416 800 \$	1760	67 313 655 \$	1731		
	Haute-direction,Cadres	6 268 292 \$	75	6 402 476 \$	77	6 143 276 \$	74	6 115 068 \$	70	6 823 879 \$	78	6 929 356 \$	81	6 929 356 \$	82	7 168 757 \$	79	6 898 206 \$	85	6 898 206 \$	99	6 898 206 \$	118		
	Professionnels	27 557 487 \$	512	27 468 617 \$	515	26 274 779 \$	507	24 489 173 \$	459	24 732 771 \$	480	25 713 054 \$	492	26 556 174 \$	482	25 681 893 \$	468	24 959 263 \$	482	26 157 033 \$	502	28 028 700 \$	523		
	PBTA/Ouvrier	11 298 845 \$	383	11 444 492 \$	394	10 875 836 \$	406	10 912 095 \$	404	10 999 430 \$	409	10 867 460 \$	395	10 862 533 \$	381	10 002 510 \$	340	9 133 569 \$	316	9 566 584 \$	310	9 774 581 \$	312		
	Autres	275 418 \$	67	292 288 \$	93	232 251 \$	64	362 909 \$	77	264 746 \$	70	304 569 \$	57	418 196 \$	65	448 027 \$	68	327 204 \$	56	341 207 \$	62	311 119 \$	52		
Total 060-Santé et des Services sociaux		45 400 042 \$	1037	45 607 873 \$	1079	43 526 142 \$	1051	41 879 249 \$	1010	42 820 826 \$	1037	43 663 300 \$	1024	44 766 259 \$	1009	43 052 802 \$	955	41 588 793 \$	939	44 763 030 \$	973	48 009 271 \$	1005		
	Haute-direction,Cadres	4 844 529 \$	59	4 956 667 \$	62	5 202 532 \$	66	5 104 808 \$	64	4 896 830 \$	64	5 126 594 \$	63	5 126 594 \$	66	6 783 777 \$	67	6 123 498 \$	71	6 782 790 \$	74	6 782 790 \$	73		
	Professionnels	24 387 663 \$	449	24 515 624 \$	465	24 638 651 \$	471	24 434 800 \$	462	25 208 102 \$	462	25 757 944 \$	451	28 337 478 \$	484	29 582 731 \$	520	31 058 527 \$	524	32 407 783 \$	525	34 295 117 \$	550		
	Enseignant																								
	PBTA/Ouvrier	22 770 988 \$	739	23 549 275 \$	792	23 833 302 \$	776	24 835 959 \$	803	26 891 566 \$	819	26 853 980 \$	805	26 782 740 \$	792	26 380 181 \$	825	26 344 566 \$	808	26 191 957 \$	748	26 689 295 \$	771		
Total 063-Régie des rentes du Québec	Autres	443 538 \$	94	360 642 \$	91	272 885 \$	79	235 957 \$	57	321 808 \$	84	364 275 \$	81	433 747 \$	79	382 932 \$	60	364 275 \$	71	301 410 \$	61	324 153 \$	54		
		52 446 717 \$	1341	53 382 207 \$	1410	53 947 370 \$	1392	54 611 524 \$	1386	57 318 307 \$	1429	58 102 793 \$	1383	61 052 337 \$	1421	62 281 621 \$	1472	63 964 413 \$	1475	65 534 840 \$	1408	68 091 356 \$	1443		
	Haute-direction,Cadres	5 846 956 \$	75	5 797 113 \$	76	6 035 698 \$	82	6 650 192 \$	86	6 446 318 \$	80	6 946 396 \$	82	6 810 313 \$	87	6 946 396 \$	82	8 188 158 \$	102	8 188 158 \$	101	9 530 595 \$	103		
	Professionnels	26 941 366 \$	525	27 920 178 \$	537	28 765 276 \$	569	29 812 207 \$	590	31 618 334 \$	617	31 582 540 \$	599	31 427 489 \$	577	32 581 458 \$	633	35 999 964 \$	678	39 793 638 \$	727	44 901 714 \$	794		
	PBTA/Ouvrier	35 384 111 \$	1214	35 584 671 \$	1149	35 086 419 \$	1164	34 704 056 \$	1127	34 501 753 \$															

	Autres	271 750 \$	6	226 295 \$	5	254 696 \$	5	273 137 \$	4	285 292 \$	4	8 322 \$	1	6 941 \$	1	4 259 \$	1
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		16 995 683 \$	219	15 313 808 \$	184	15 656 559 \$	192	14 557 107 \$	173	14 950 108 \$	174	14 985 182 \$	171	15 320 604 \$	176	16 067 800 \$	165
210-Finances et de l'Économie	Haute-direction,Cadres	55 054 696 \$	1172	51 019 263 \$	1016	46 172 103 \$	1018	44 487 944 \$	894	46 244 617 \$	920	47 926 569 \$	926	48 575 197 \$	916	48 682 007 \$	931
	Professionnels	22 094 926 \$	786	19 637 091 \$	648	16 535 474 \$	621	16 298 651 \$	533	16 220 254 \$	540	15 265 488 \$	503	14 250 558 \$	499	13 546 135 \$	434
	PBTA/Ouvrier	1 550 110 \$	413	953 656 \$	258	340 093 \$	87	368 610 \$	74	514 081 \$	102	781 609 \$	133	1 133 032 \$	146	791 122 \$	126
	Autres	95 695 415 \$	2590	86 923 819 \$	2106	78 704 229 \$	1918	75 712 313 \$	1674	77 929 059 \$	1736	78 958 849 \$	1733	79 279 389 \$	1687	79 087 063 \$	1670
Total 210-Finances et de l'Économie		269 103 \$	3	278 928 \$	4	279 422 \$	4	314 886 \$	4	509 177 \$	5	545 638 \$	5	546 104 \$	6	407 193 \$	6
238-Conseil supérieur de l'éducation	Haute-direction,Cadres	832 200 \$	17	780 059 \$	19	771 347 \$	18	856 887 \$	18	853 448 \$	17	977 324 \$	20	1 228 335 \$	22	1 241 732 \$	20
	Professionnels	486 853 \$	16	457 030 \$	15	375 843 \$	11	375 254 \$	12	392 638 \$	12	393 881 \$	12	339 690 \$	9	277 170 \$	10
	PBTA/Ouvrier																
	Autres																
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		1 588 156 \$	36	1 516 017 \$	38	1 426 612 \$	33	1 547 029 \$	34	1 685 479 \$	33	1 880 383 \$	37	2 113 663 \$	36	2 029 735 \$	39
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances																	
	Haute-direction,Cadres	2 476 798 \$	33	2 522 314 \$	31	2 787 840 \$	36	2 947 679 \$	37	3 144 519 \$	40	3 673 397 \$	44	3 599 229 \$	44	3 559 766 \$	51
	Professionnels	8 535 971 \$	165	8 817 699 \$	173	9 198 368 \$	185	9 919 368 \$	206	11 283 746 \$	230	12 420 697 \$	245	12 987 996 \$	255	13 750 346 \$	300
	PBTA/Ouvrier	12 674 571 \$	415	12 581 068 \$	420	12 675 429 \$	428	13 137 853 \$	433	14 046 071 \$	469	15 022 959 \$	483	14 800 497 \$	518	17 053 915 \$	545
	Autres	76 551 \$	22	76 605 \$	21	99 618 \$	25	104 423 \$	26	106 159 \$	25	108 307 \$	27	164 261 \$	29	407 613 \$	66
Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		23 763 891 \$	635	23 997 686 \$	645	24 761 224 \$	674	26 109 323 \$	702	28 580 495 \$	764	31 225 360 \$	799	31 551 983 \$	846	32 161 053 \$	962
244-Commissaire à la lutte contre la corruption																	
	Haute-direction,Cadres																
	Professionnels																
	PBTA/Ouvrier																
	Autres																
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption																	
245-Commissaire à la santé et au bien-être																	
	Haute-direction,Cadres	289 246 \$	4	328 669 \$	4	398 886 \$	4	515 224 \$	7	575 523 \$	5	679 553 \$	7	799 644 \$	9	814 138 \$	9
	Professionnels	1 310 600 \$	31	1 353 985 \$	36	1 401 520 \$	31	1 640 544 \$	40	2 246 121 \$	48	2 680 432 \$	53	2 906 097 \$	57	3 028 910 \$	57
	PBTA/Ouvrier	473 229 \$	19	568 842 \$	18	541 257 \$	17	607 075 \$	21	625 440 \$	21	607 075 \$	25	707 179 \$	23	763 459 \$	20
	Autres																
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		2 073 075 \$	54	2 251 495 \$	58	2 341 663 \$	52	2 685 040 \$	68	3 471 906 \$	77	4 128 232 \$	3	26 365 \$	7	21 032 \$	6
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales																	
	Haute-direction,Cadres	211 740 \$	4	243 231 \$	4	250 902 \$	3	250 902 \$	3	496 748 \$	5	529 964 \$	5	559 626 \$	6	654 294 \$	6
	Professionnels	435 950 \$	8	348 515 \$	8	439 395 \$	12	598 599 \$	13	733 743 \$	15	653 337 \$	17	492 364 \$	18	1 498 174 \$	25
	PBTA/Ouvrier	6 609 207 \$	241	6 616 752 \$	242	6 905 965 \$	262	7 229 832 \$	266	7 749 576 \$	280	8 019 497 \$	275	8 425 627 \$	277	8 664 001 \$	286
	Autres	209 350 \$	27	119 779 \$	18	168 792 \$	29	169 012 \$	32	173 783 \$	29	293 881 \$	47	297 699 \$	43	458 157 \$	58
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		7 466 246 \$	280	7 326 276 \$	272	7 765 053 \$	306	8 302 810 \$	316	9 073 443 \$	329	9 577 085 \$	344	10 225 317 \$	344	10 920 931 \$	375
247-Commissaire au lobbyingisme																	
	Haute-direction,Cadres	422 525 \$	4	443 763 \$	4	456 649 \$	6	554 628 \$	6	627 639 \$	7	667 084 \$	6	632 143 \$	7	663 978 \$	8
	Professionnels	402 343 \$	9	613 809 \$	12	558 127 \$	13	554 284 \$	13	594 340 \$	15	618 780 \$	13	618 780 \$	13	642 824 \$	18
	PBTA/Ouvrier	227 025 \$	8	254 016 \$	9	276 976 \$	10	275 357 \$	12	292 959 \$	11	354 990 \$	11	356 749 \$	11	364 497 \$	16
	Autres			4 253 \$	1	15 587 \$	3	7 450 \$	1	4 942 \$	2	5 937 \$	1	28 104 \$	3	17 755 \$	2
Total 247-Commissaire au lobbyingisme		1 051 894 \$	21	1 315 842 \$	26	1 346 339 \$	30	1 391 719 \$	32	1 514 938 \$	33	1 519 605 \$	32	1 513 609 \$	32	1 719 314 \$	45
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement																	
	Haute-direction,Cadres	916 158 \$	10	911 373 \$	10	929 057 \$	13	918 580 \$	8	914 300 \$	10	836 159 \$	8	914 300 \$	10	977 563 \$	4
	Professionnels	1 491 374 \$	32	1 310 929 \$	32	1 302 606 \$	31	1 394 141 \$	34	1 488 157 \$	34	1 511 643 \$	32	1 404 310 \$	30	1 296 898 \$	33
	PBTA/Ouvrier	960 701 \$	35	890 903 \$	29	827 805 \$	28	868 051 \$	27	795 174 \$	24	736 504 \$	23	665 545 \$	20	562 150 \$	23
	Autres	51 013 \$	7	72 030 \$	8	75 064 \$	8	14 080 \$	3	3 654 \$	1	18 308 \$	4	24 326 \$	4	49 648 \$	5
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		3 419 246 \$	84	3 185 235 \$	79	3 134 532 \$	80	3 236 370 \$	73	3 201 285 \$	69	3 085 036 \$	67	2 930 338 \$	62	2 902 038 \$	70
267-Commissaire à la déontologie policière																	
	Haute-direction,Cadres	295 171 \$	3	345 817 \$	3	345 817 \$	3	453 417 \$	4	458 899 \$	4	474 675 \$	4	478 619 \$	4	458 055 \$	5
	Professionnels	1 251 254 \$	24	1 144 404 \$	21	1 121 397 \$	21	1 156 472 \$	24	1 243 744 \$	23	1 387 702 \$	22	1 400 121 \$	20	1 505 431 \$	22
	PBTA/Ouvrier	443 821 \$	14	443 821 \$	14	448 595 \$	14	497 917 \$	15	498 052 \$	18	460 834 \$	16	500 202 \$	17	435 433 \$	14
	Autres	3 535 \$	1	6 973 \$	2	11 314 \$	3	18 090 \$	4	17 341 \$	2	6 787 \$	2	7 341 \$	2	4 173 \$	1
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		1 993 781 \$	42	1 845 206 \$	42	1 927 123 \$	41	2 025 896 \$	46	2 208 036 \$	47	2 322 499 \$	47	2 354 863 \$	41	2 492 175 \$	45
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial																	
	Haute-direction,Cadres	275 569 \$	4	398 025 \$	5	457 544 \$	6	492 458 \$	7	582 705 \$	5	600 936 \$	5	618 131 \$	5	477 796 \$	5
	Professionnels	991 982 \$	21	925 150 \$	19	824 783 \$	17	852 393 \$	14	887 157 \$	17	842 510 \$	18	894 662 \$	18	761 644 \$	15
	PBTA/Ouvrier	308 264 \$	9	308 650 \$	9	287 395 \$	11	237 897 \$	9	261 315 \$	8	308 174 \$	10	301 440 \$	10	264 514 \$	11
	Autres	4 648 \$	1	2 192 \$	1											4 486 \$	1
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		1 580 462 \$	35	1 634 017 \$	34	1 569 722 \$	34	1 582 748 \$	30	1 731 177 \$	30	1 751 620 \$	33	1 814 234 \$	33	1 503 954 \$	31
278-Commission de l'équité salariale																	
	Haute-direction,Cadres	617 158 \$	6	553 301 \$	8	689 582 \$	8	716 914 \$	9	778 647 \$	7	749 002 \$	10	778 647 \$	7	770 550 \$	10
	Professionnels	2 081 694 \$	41	2 140 262 \$	45	1 999 318 \$	46	1 930 158 \$	42	2 002 974 \$	42	1 963 667 \$	41	2 288 805 \$	45	2 316 305 \$	55
	PBTA/Ouvrier	651 218 \$	23	683 681 \$	24	638 318 \$	22	609 046 \$	20	547 382 \$	19	519 094 \$	16	504 324 \$	16	438 797 \$	20
	Autres	8 317 \$	3	8 388 \$	2	5 033 \$	2	4 152 \$	1	10 341 \$	3	14 273 \$	2	18 986 \$	2	29 449 \$	2
Total 278-Commission de l'équité salariale		3 358 386 \$	73	3 385 631 \$	79	3 332 251 \$	78	3 360 270 \$	72	3 309 700 \$	74	3 230 912 \$	66	3 622 344 \$	72	3 570 089 \$	87
285-Commission des relations du travail																	
	Haute-direction,Cadres	5 150 683 \$	55	5 539 539 \$	58	5 679 207 \$	57	6 067 262 \$	60	6 099 680 \$	58	6 124 203 \$	56	6 109 428 \$	55	5 993 670 \$	56
	Professionnels	2 454 560 \$	47	2 558 346 \$	51	2 518 229 \$	48	2 371 207 \$	49	2 540 793 \$	47	2 601 017 \$	47	2 601 017 \$	52	2 786 886 \$	50
	PBTA/Ouvrier	1 988 851 \$	65	2 025 876 \$	64	2 047 765 \$	69	2 051 556 \$	63	2 037 592 \$	61	1 899 059 \$	57	1 880 176 \$	53	1 833 666 \$	51
	Autres	20 077 \$	5	23 073 \$	7	31 124 \$	7	26 780 \$	6	50 625 \$	9	74 780 \$	9	60 026 \$	7	61 544 \$	9
Total 285-Commission des relations du travail		9 614 171 \$	172	10 146 835 \$	180	10 276 325 \$	181	10 516 806 \$	178	10 728 690 \$	175	10 838 101 \$	170	10 652 164 \$	169	10 577 825 \$	168
289-Conseil de la magistrature																	
	Haute-direction,Cadres	120 162 \$	1	120 162 \$	1	120 150 \$	1	122 565 \$	1	125 016 \$	1	130 121 \$	1	130 121 \$	1	130 760 \$	1
	Professionnels	75 074 \$	1	74 786 \$	1	74 786 \$	1	68 260 \$	1	71 034 \$	1	87 313 \$	1	89 067 \$	1	89 174 \$	1
	PBTA/Ouvrier	75 593 \$	2	76 798 \$	2	93 796 \$	3	108 534 \$	3	118 039 \$	3	114 263 \$	3	114 263 \$	3	114 798 \$	3
	Autres	4 999 \$	1	3 047 \$	1												
Total 289-Conseil de la magistrature		275 827 \$	5	274 793 \$	5	288 732 \$	5	299 359 \$	5	310 311 \$	5	332 880 \$	5	340 851 \$</			

[illegible]

Total 414-Commission des lésions professionnelles		27 956 034 \$	493	27 743 095 \$	485	27 292 754 \$	490	27 937 399 \$	497	28 247 047 \$	488	28 528 428 \$	496	29 641 142 \$	527	29 957 787 \$	500	31 334 872 \$	510	32 111 759 \$	493	32 965 255 \$	496
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Haute-direction,Cadres	1 185 495 \$	12	1 177 572 \$	13	1 081 013 \$	13	954 178 \$	14	1 176 768 \$	14	1 247 033 \$	12	1 344 160 \$	13	1 263 917 \$	12	1 187 888 \$	13	1 176 816 \$	12	1 316 479 \$	13
	Professionnels	576 674 \$	10	557 939 \$	9	507 445 \$	9	562 444 \$	14	793 918 \$	14	881 601 \$	15	930 036 \$	16	896 036 \$	17	883 664 \$	15	981 280 \$	15	1 082 504 \$	15
	PBTA/Ouvrier	303 148 \$	9	310 647 \$	10	286 698 \$	9	329 791 \$	16	608 692 \$	22	588 367 \$	25	630 257 \$	23	608 257 \$	24	633 244 \$	22	659 626 \$	25	669 225 \$	22
	Autres	5 626 \$	1					3 951 \$	1	16 646 \$	2	56 961 \$	4	11 363 \$	4	15 426 \$	4	13 377 \$	3	31 003 \$	5	19 104 \$	4
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		2 070 944 \$	32	2 046 159 \$	32	1 875 157 \$	31	1 850 364 \$	45	2 575 700 \$	52	2 794 287 \$	56	2 915 816 \$	56	2 807 868 \$	57	2 718 172 \$	53	2 848 724 \$	57	3 087 312 \$	54
430-Commission de la fonction publique	Haute-direction,Cadres	794 324 \$	9	709 436 \$	8	557 724 \$	6	619 730 \$	6	620 885 \$	6	689 977 \$	7	722 239 \$	8	700 612 \$	9	750 032 \$	8	813 071 \$	9	800 737 \$	7
	Professionnels	674 599 \$	17	621 802 \$	19	599 158 \$	23	1 061 445 \$	24	1 136 846 \$	24	1 136 846 \$	31	1 244 718 \$	28	1 269 488 \$	30	1 269 488 \$	28	1 469 584 \$	32	1 600 183 \$	26
	PBTA/Ouvrier	298 641 \$	14	314 256 \$	14	334 858 \$	14	332 021 \$	14	376 951 \$	14	258 347 \$	13	238 843 \$	16	354 204 \$	20	303 666 \$	14	324 466 \$	13	315 613 \$	14
	Autres	11 856 \$	3	11 966 \$	2	11 966 \$	3	18 990 \$	5	27 366 \$	3	29 928 \$	4	30 506 \$	3	40 260 \$	6	21 177 \$	4	40 490 \$	1	30 022 \$	5
Total 430-Commission de la fonction publique		1 980 021 \$	43	1 952 186 \$	43	1 903 707 \$	42	2 031 186 \$	47	2 266 646 \$	47	2 115 099 \$	54	2 236 306 \$	56	2 337 690 \$	65	2 344 363 \$	54	2 611 381 \$	54	2 746 555 \$	52
450-Tribunal administratif du Québec	Haute-direction,Cadres	10 269 524 \$	99	10 087 710 \$	100	9 602 022 \$	93	10 697 755 \$	107	10 273 536 \$	102	10 840 644 \$	103	10 381 384 \$	103	10 248 536 \$	102	11 025 575 \$	98	11 081 248 \$	102	11 203 755 \$	125
	Professionnels	1 798 069 \$	36	1 779 333 \$	37	1 843 394 \$	35	1 953 826 \$	37	1 666 716 \$	34	1 473 592 \$	25	1 544 948 \$	30	1 481 387 \$	38	1 766 369 \$	40	2 198 276 \$	39	2 337 656 \$	40
	PBTA/Ouvrier	4 464 616 \$	146	4 449 870 \$	148	4 318 525 \$	143	4 479 209 \$	145	4 690 225 \$	152	4 591 554 \$	155	4 637 039 \$	146	4 249 157 \$	147	4 326 055 \$	149	4 471 285 \$	150	4 871 285 \$	147
	Autres	53 754 \$	11	56 282 \$	15	66 810 \$	17	83 541 \$	14	98 978 \$	17	194 959 \$	33	197 594 \$	35	205 424 \$	36	240 880 \$	41	264 914 \$	37	265 321 \$	32
Total 450-Tribunal administratif du Québec		16 557 963 \$	292	16 373 195 \$	300	15 830 752 \$	288	16 777 330 \$	298	17 055 045 \$	310	16 632 313 \$	315	17 220 224 \$	314	16 317 352 \$	323	17 358 879 \$	328	18 367 444 \$	328	18 678 017 \$	344
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Haute-direction,Cadres			28 369 \$	1	232 850 \$	2	248 825 \$	2	279 380 \$	4	246 720 \$	2	233 591 \$	3	265 880 \$	2	267 870 \$	2	254 337 \$	3	231 900 \$	3
	Professionnels			9 495 \$	2	328 825 \$	7	398 340 \$	8	575 392 \$	11	573 801 \$	12	547 245 \$	13	545 844 \$	8	558 376 \$	11	545 054 \$	7	543 058 \$	11
	PBTA/Ouvrier			7 577 \$	1	91 480 \$	3	119 236 \$	5	164 753 \$	6	145 109 \$	6	136 484 \$	6	158 830 \$	6	139 589 \$	6	65 444 \$	4	94 179 \$	4
	Autres																			1	9 230 \$	1	
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale				45 441 \$	4	653 155 \$	12	766 401 \$	15	956 780 \$	21	967 221 \$	20	943 876 \$	22	971 954 \$	16	965 835 \$	19	869 283 \$	15	878 368 \$	19
510-Régie du logement	Haute-direction,Cadres	3 815 077 \$	38	3 825 441 \$	40	4 008 727 \$	41	4 154 745 \$	50	4 064 153 \$	50	4 967 432 \$	49	5 064 153 \$	46	4 967 872 \$	46	5 254 364 \$	51	5 684 233 \$	53	6 083 737 \$	51
	Professionnels	1 061 385 \$	16	909 635 \$	16	1 001 492 \$	16	1 119 058 \$	16	1 119 058 \$	16	993 594 \$	17	1 064 300 \$	19	1 268 764 \$	24	1 314 810 \$	22	1 274 846 \$	22	1 293 203 \$	25
	PBTA/Ouvrier	4 876 233 \$	174	4 945 419 \$	173	4 687 180 \$	167	4 786 138 \$	171	5 081 510 \$	169	5 336 963 \$	186	5 408 746 \$	174	5 394 999 \$	184	5 383 603 \$	170	5 446 495 \$	172	5 754 144 \$	169
	Autres	15 871 \$	7	33 580 \$	9	18 710 \$	8	25 232 \$	6	19 498 \$	6	62 712 \$	13	76 231 \$	13	76 231 \$	72	205 166 \$	62	265 128 \$	62	217 514 \$	44
Total 510-Régie du logement		9 768 566 \$	235	9 714 074 \$	238	9 716 109 \$	232	10 085 175 \$	243	11 158 755 \$	242	11 490 406 \$	267	11 713 371 \$	259	11 896 637 \$	327	11 831 799 \$	305	12 640 815 \$	309	12 949 095 \$	289
520-La Financière agricole du Québec	Haute-direction,Cadres	3 681 393 \$	41	3 472 746 \$	39	3 490 335 \$	42	3 815 580 \$	43	4 064 561 \$	43	4 111 325 \$	42	4 056 355 \$	44	4 293 104 \$	44	4 224 078 \$	44	4 194 449 \$	45	4 477 434 \$	42
	Professionnels	15 689 315 \$	308	16 452 257 \$	309	16 769 833 \$	312	17 039 226 \$	312	17 740 346 \$	322	18 443 930 \$	332	18 355 619 \$	328	16 636 376 \$	336	19 337 144 \$	335	20 097 146 \$	338	20 881 388 \$	350
	PBTA/Ouvrier	14 395 784 \$	515	14 429 303 \$	502	14 140 517 \$	492	14 213 091 \$	482	14 347 609 \$	460	14 966 251 \$	477	14 976 136 \$	458	13 917 594 \$	443	13 489 927 \$	419	13 032 254 \$	380	13 506 721 \$	374
	Autres	135 404 \$	30	144 185 \$	33	163 498 \$	36	172 773 \$	32	195 644 \$	34	174 861 \$	34	174 861 \$	29	278 372 \$	45	278 372 \$	45	253 075 \$	42	383 814 \$	54
Total 520-La Financière agricole du Québec		33 901 896 \$	894	34 498 491 \$	883	34 564 184 \$	882	35 236 029 \$	869	36 325 290 \$	861	37 717 150 \$	886	37 562 971 \$	857	37 055 037 \$	858	37 329 522 \$	843	37 581 924 \$	805	38 799 358 \$	820
538-Office des personnes handicapées du Québec	Haute-direction,Cadres	694 338 \$	7	600 538 \$	8	781 070 \$	10	720 804 \$	9	720 804 \$	9	783 249 \$	8	812 856 \$	9	779 861 \$	8	805 491 \$	9	835 491 \$	10	860 526 \$	20
	Professionnels	3 820 194 \$	72	3 851 314 \$	80	4 094 211 \$	98	4 682 129 \$	96	4 682 129 \$	96	4 680 542 \$	93	4 828 150 \$	92	4 828 150 \$	94	4 847 868 \$	94	4 847 868 \$	94	4 943 483 \$	88
	PBTA/Ouvrier	2 464 892 \$	83	2 047 515 \$	74	2 040 220 \$	67	1 860 411 \$	64	1 870 492 \$	65	1 912 608 \$	61	1 912 557 \$	57	1 859 959 \$	59	1 781 099 \$	52	1 780 497 \$	52	1 735 778 \$	49
	Autres	36 601 \$	13	13 745 \$	5	18 555 \$	6	19 203 \$	6	41 087 \$	9	54 734 \$	10	72 916 \$	13	54 308 \$	8	38 263 \$	8	33 289 \$	12	37 289 \$	5
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		7 016 024 \$	175	6 513 103 \$	168	6 934 056 \$	180	7 086 151 \$	175	7 315 512 \$	178	7 435 049 \$	172	7 478 870 \$	170	7 522 278 \$	170	7 520 867 \$	166	7 522 285 \$	170	7 543 116 \$	162
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Haute-direction,Cadres	959 556 \$	12	1 004 444 \$	13	1 080 485 \$	13	1 109 830 \$	15	1 143 762 \$	14	1 296 559 \$	16	1 353 880 \$	21	1 783 178 \$	22	1 695 186 \$	20	1 873 437 \$	21	1 873 437 \$	21
	Professionnels	1 621 759 \$	31	1 587 652 \$	31	1 579 804 \$	32	1 643 332 \$	33	1 698 168 \$	31	1 859 590 \$	41	2 118 701 \$	41	1 927 279 \$	36	1 918 389 \$	38	2 358 782 \$	46	2 464 109 \$	49
	Enseignant	5 669 304 \$	98	4 122 934 \$	96	4 339 825 \$	115	4 644 249 \$	129	4 776 105 \$	131	5 181 488 \$	136	5 385 037 \$	133	5 528 656 \$	156	5 569 187 \$	171	5 762 479 \$	153	6 034 034 \$	145
	PBTA/Ouvrier	3 576 997 \$	139	3 492 638 \$	137	4 177 121 \$	166	4 566 016 \$	187	4 391 113 \$	167	4 546 033 \$	164	4 615 561 \$	169	4 689 141 \$	175	4 620 373 \$	169	4 572 220 \$	156	4 777 562 \$	152
	Autres	13 650 \$	5	6 336 \$	4	16 823 \$	7	19 930 \$	6	8 983 \$	4	25 324 \$	9	48 946 \$	7	44 822 \$	7	46 784 \$	12	68 833 \$	13	50 025 \$	8
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		11 841 265 \$	285	10 214 004 \$	281	11 194 059 \$	333	11 983 357 \$	370	12 018 130 \$	347	12 908 994 \$	366	13 522 125 \$	373	13 918 952 \$	396	13 937 911 \$	412	14 457 501 \$	388	14 999 167 \$	375
560-Curateur public	Haute-direction,Cadres	2 498 765 \$	30	2 738 000 \$	32	2 786 539 \$	33	3 083 128 \$	41	3 676 855 \$	44	3 402 002 \$	47	3 901 370 \$	41	3 837 698 \$	40	3 986 850 \$	47	3 986 850 \$	47	4 199 167 \$	47
	Professionnels	13 724 110 \$	289	14 176 080 \$	292	15 071 014 \$	312	15 731 554 \$	338	16 979 790 \$	352	18 155 427 \$	341	18 814 486 \$	344	18 837 849 \$	367	19 635 429 \$	374	21 276 118 \$	381	22 019 690 \$	374
	PBTA/Ouvrier	9 371 086 \$	320	9 340 617 \$	327	9 403 845 \$	339	10 289 644 \$	347	10 787 978 \$	355	11 410 049 \$	371	11 420 290 \$	363	11 037 376 \$	373	11 183 048 \$	362	11 274 540 \$	349	11 550 285 \$	335
	Autres	126 367 \$	23	100 423 \$	25	108 166 \$	23	109 980 \$	24	225 610 \$	50	340 051 \$	70	609 230 \$	88	560 212 \$	85	706 162 \$	105	848 811 \$	105	844 268 \$	105
Total 560-Curateur public		25 720 328 \$	662	26 355 120 \$	676	27 369 564 \$	707	29 214 306 \$	753	31 670 233 \$	801	33 430 381 \$	829	34 277 907 \$	834	33 837 439 \$	867	35 362 336 \$	881	37 300 839 \$	876	38 401 932 \$	861
600-Ressources naturelles	Haute-direction,Cadres	13 717 214 \$	180	12 917 386 \$	158	12 740 979 \$	170	13 323 164 \$	178	15 074 454 \$	182	14 797 550 \$	172	15 417 851 \$	172	15 235 370 \$	179	14 638 535 \$	161	14 452 845 \$	164	13 791 622 \$	161
	Professionnels	47 383 484 \$	932	45 452 388 \$	854	44 639 442 \$	865	44 906 188 \$	861	44 844 352 \$	865	45 926 181 \$	845	47 876 233 \$	871	51 572 128 \$							

Données selon la structure de l'exercice financier 2013-2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 17 - Les 20 plus hauts salaires

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La			
NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	SALAIRE ANNUEL	NOMBRE DE PERSONNES
10	Culture et Communications	111 866 \$	6
		118 103 \$	1
		118 134 \$	1
		122 233 \$	1
		125 350 \$	3
		129 688 \$	1
		136 010 \$	1
		137 885 \$	2
		138 486 \$	1
		151 227 \$	1
		171 518 \$	1
		175 608 \$	1
Total 10			20
30	Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	130 189 \$	1
		136 010 \$	3
		137 885 \$	1
		140 602 \$	1
		145 358 \$	1
		149 399 \$	1
		151 227 \$	7
		171 737 \$	1
		175 608 \$	3
		198 584 \$	1
Total 30			20
50	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	125 350 \$	2
		129 688 \$	1
		133 578 \$	1
		133 603 \$	1
		136 010 \$	3
		149 298 \$	1
		151 227 \$	3
		160 869 \$	1
		163 973 \$	1
		168 140 \$	1
		175 608 \$	4
		198 584 \$	1
Total 50			20
55	Immigration et Communautés culturelles	111 866 \$	1
		118 134 \$	1
		121 093 \$	1
		121 169 \$	2
		125 350 \$	6
		133 603 \$	1
		137 206 \$	1
		137 609 \$	1
		138 486 \$	1
		151 227 \$	3
		175 608 \$	1
		187 824 \$	1
Total 55			20
60	Santé et Services sociaux	160 800 \$	2
		172 588 \$	1
		175 608 \$	5
		183 400 \$	1
		183 778 \$	5
		197 246 \$	1
		198 584 \$	1
		213 677 \$	1
		225 270 \$	2
		273 800 \$	1
Total 60			20
65	Famille	99 830 \$	1

		105 423 \$	2
		107 982 \$	1
		111 866 \$	10
		125 350 \$	1
		148 915 \$	2
		151 227 \$	1
		175 608 \$	1
		198 584 \$	1
Total 65			20
67	Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	118 134 \$	2
		121 169 \$	1
		122 564 \$	1
		123 450 \$	1
		123 512 \$	2
		125 350 \$	3
		129 688 \$	1
		146 963 \$	1
		151 227 \$	3
		153 037 \$	1
		172 588 \$	1
		175 608 \$	2
		204 791 \$	1
Total 67			20
75	Travail	179 120 \$	3
		183 778 \$	12
		187 098 \$	3
		198 584 \$	1
		208 887 \$	1
Total 75			20
80	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	137 407 \$	1
		138 486 \$	3
		139 187 \$	1
		143 516 \$	1
		148 746 \$	1
		149 298 \$	2
		150 052 \$	1
		151 227 \$	2
		175 608 \$	5
		182 985 \$	1
		198 584 \$	2
Total 80			20
95	Sécurité publique	149 298 \$	1
		151 227 \$	5
		160 479 \$	1
		162 006 \$	1
		171 254 \$	1
		171 777 \$	1
		175 608 \$	3
		183 778 \$	4
		190 824 \$	1
		204 791 \$	2
Total 95			20
140	Conseil exécutif	175 608 \$	2
		187 098 \$	3
		187 824 \$	1
		193 169 \$	1
		198 584 \$	3
		200 278 \$	1
		201 269 \$	2
		204 791 \$	5
		240 334 \$	1
		312 040 \$	1
Total 140			20
160	Conseil du trésor	151 227 \$	2
		151 674 \$	1
		155 289 \$	1
		156 223 \$	1
		160 506 \$	1
		164 094 \$	1
		168 531 \$	1
		168 870 \$	1
		170 550 \$	1
		174 361 \$	1
		175 608 \$	2

		187 098 \$	4
		204 791 \$	2
		225 269 \$	1
Total 160			20
210	Finances et Économie	141 663 \$	1
		149 298 \$	2
		151 227 \$	2
		160 243 \$	1
		166 840 \$	1
		171 737 \$	1
		175 608 \$	7
		184 388 \$	1
		187 098 \$	2
		198 584 \$	1
		247 798 \$	1
Total 210			20
350	Éducation, Loisir et Sport	111 866 \$	5
		121 914 \$	1
		123 450 \$	3
		123 481 \$	1
		125 350 \$	2
		147 484 \$	1
		156 579 \$	1
		157 422 \$	1
		158 788 \$	1
		163 135 \$	1
		169 478 \$	1
		171 491 \$	1
		204 791 \$	1
Total 350			20
370	Assemblée nationale	99 830 \$	4
		105 364 \$	1
		105 423 \$	1
		106 405 \$	1
		110 872 \$	1
		111 866 \$	2
		116 349 \$	1
		123 000 \$	1
		123 096 \$	1
		124 862 \$	1
		124 986 \$	2
		137 995 \$	1
		141 663 \$	1
		142 044 \$	1
		175 608 \$	1
Total 370			20
380	Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	125 350 \$	8
		137 893 \$	1
		138 626 \$	1
		144 779 \$	1
		151 227 \$	3
		171 491 \$	1
		175 608 \$	4
		204 791 \$	1
Total 380			20
400	Justice	149 298 \$	2
		151 227 \$	3
		162 280 \$	7
		163 325 \$	1
		166 350 \$	1
		170 394 \$	1
		174 424 \$	1
		175 608 \$	2
		187 098 \$	1
		198 584 \$	1
Total 400			20
600	Ressources naturelles	125 350 \$	12
		137 206 \$	1
		144 426 \$	1
		146 027 \$	1
		157 561 \$	1

		175 608 \$	2
		193 252 \$	1
		200 870 \$	1
Total 600			20
700	Emploi et Solidarité sociale	143 328 \$	1
		146 613 \$	1
		147 022 \$	2
		148 626 \$	1
		148 746 \$	1
		149 298 \$	2
		151 227 \$	5
		163 808 \$	1
		168 870 \$	1
		171 491 \$	1
		175 608 \$	1
		198 584 \$	1
		204 791 \$	2
Total 700			20
850	Transports	151 227 \$	2
		152 286 \$	1
		165 000 \$	3
		170 037 \$	1
		170 500 \$	1
		171 491 \$	1
		172 434 \$	1
		173 022 \$	1
		174 667 \$	1
		175 608 \$	2
		178 953 \$	1
		181 496 \$	1
		183 778 \$	1
		195 000 \$	1
		204 791 \$	2
Total 850			20
900	Commissaire à l'Éthique	175 608 \$	1
	Commissaire au lobbyingisme du Québec	147 946 \$	1
		175 608 \$	1
	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	125 350 \$	3
		136 104 \$	1
		187 098 \$	1
	Vérificateur du Québec	124 985 \$	1
		125 350 \$	6
		151 227 \$	1
		175 608 \$	3
		204 791 \$	1
Total 900			20

Employés assujettis à la LFP
Données selon la structure de l'exercice financier 2013-2014
Salaire annuel à l'échelle à la dernière paie de chaque année (paie 26)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 18 - Dépassement de dépenses

Ventilation par ministère et organisme du 1,1 milliard de dépassement de dépenses identifié en août 2012 et rendu public en octobre 2012.

Une part importante des dépassements et risques était attribuable au ministère de la Santé et des Services sociaux, notamment pour des coûts additionnels à l'assurance médicaments et ceux découlant des négociations avec les ressources intermédiaires et celles de type familial. Le solde se répartissait dans l'ensemble des autres portefeuilles dont :

- 83 M\$ résultant des élections générales tenues le 4 septembre 2012;
- 50 M\$ découlant du conflit avec les étudiants;
- 62 M\$ au ministère de la Justice reliés, entre autres, à l'impact des négociations avec les différents groupes de la famille juridique (juristes, cadres juridiques, procureurs aux poursuites criminelles et pénales, procureurs en chef).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 19 - Écarts par rapport aux objectifs de dépenses

Ventilation par ministères, organismes et fonds spéciaux des « écarts par rapport aux objectifs de dépenses du budget 2012-2013 » de 829 millions en 2013-2014 et de 1 625 millions en 2014-2015 tel que présenté à la page A-19 du budget 2013-2014.

La demande réfère au plan budgétaire présenté par le ministère des Finances. Il lui revient de répondre à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 20 - Plan respect des objectifs

Détail des plans pour respecter les objectifs en 2013-2014 et 2014-2015 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux

Pour l'exercice financier 2013-2014 et tel qu'indiqué au volume Message du président et renseignements supplémentaires du Budget de dépenses 2013-2014

Des mesures d'économies relatives aux dépenses ont été mises en œuvre afin de respecter l'objectif de dépenses, notamment :

- L'autofinancement, par les ministères, de l'indexation salariale de 1,75 % applicable au 1^{er} avril 2013 ainsi que de l'impact de la progression salariale.
- Le report ou l'étalement aux prochains exercices financiers de certains projets dont des mesures du Discours sur le budget annoncées en mars 2011 ou 2012;
- Une cible d'économie de 200 M\$ à réaliser au courant de l'exercice financier 2013-2014 a été établie.

De plus, des mesures spécifiques de réduction de dépenses ont été identifiées :

- Une révision au régime d'assurance médicaments devant générer des économies de 336 M\$. Ces changements comprennent :
 - L'abolition de la règle voulant qu'un médicament innovateur soit remboursé à son plein prix pendant 15 ans à compter de son inscription sur la liste des médicaments.
 - La révision du mécanisme d'indexation des prix des médicaments innovateurs;
 - La révision de la couverture de certaines fournitures médicales et de médicaments.
- Une révision du régime de péréquation scolaire pour le rendre plus équitable (150 M\$).
- Une révision de l'aide aux entreprises accordée par l'ancien MDEIE (68 M\$).

Des mesures touchant les organismes autres que budgétaires et les fonds spéciaux avaient été prévues. Une cible d'économie de 200 M\$ à réaliser par les entités consolidées a été fixée

Pour l'exercice financier 2014-2015, les mesures identifiées par les ministères pour respecter l'objectif de dépenses sont présentées aux pages 13 à 18 du document Rigueur et Responsabilité dans la gestion des dépenses accompagnant le Budget de dépenses 2014-2015 déposé à l'Assemblée nationale le 4 juin dernier.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION

NUMERO 21 - Art. 46 LAP Ressources financières

Depuis 2009-2010 et jusqu'au présent exercice, indiquer, en lien avec l'article 46 de la loi sur l'administration publique, pour chaque ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés; les éléments suivants : - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans stratégiques. - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans d'action annuels. - Les objectifs et les indicateurs ciblés pour chacun des ministères et programmes du budget des dépenses.

Il appartient à chaque ministère et organisme assujetti à la Loi sur l'administration publique de rendre compte, dans son rapport annuel de gestion, des ressources utilisées pour atteindre les résultats aux objectifs fixés dans le plan stratégique organisationnel.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 22 - Liste et solde des fonds

Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2013-2014 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2012-2013 et 2013-2014 pour chacun des fonds.		
FONDS EXISTANTS	SOLDES DE L'EXERCICE (EN MILLIERS DE DOLLARS)	DÉPENSE D'INTÉRÊTS PRÉVUE EN 2013-2014
<p>Pour l'exercice financier 2013-2014, le volume Budget des fonds spéciaux 2014-2015 déposé à l'Assemblée nationale le 4 juin 2014 présente chaque fonds spécial, incluant le solde de l'exercice, et ce, pour chacun des portefeuilles.</p> <p>En ce qui concerne, les états financiers 2012-2013 des fonds spéciaux, des informations sont disponibles au Volume 2 des Comptes publics.</p>		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 23 - Réduction de dépenses

Répartition des 200 millions de réduction des dépenses pour chacun des organismes et fonds spéciaux en 2013-2014 pour : organismes et fonds spéciaux subventionnés (100 M\$) et organismes et fonds spéciaux essentiellement financés par des revenus autonomes (100 M\$).

Les organismes et fonds spéciaux visés doivent faire rapport dans leur rapport annuel.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 25 - Crédits périmés Gel de crédit

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2012-2013 et 2013-2014.

ANNÉE BUDGÉTAIRE 2013-2014 SERA DISPONIBLE À PARTIR DES COMPTES PUBLICS DE CET EXERCICE.

CRÉDITS PÉRIMÉS

- Chaque année des crédits votés ne sont pas utilisés, certaines des dépenses prévues au Budget de dépenses étant moindre qu'anticipées ou ne se réalisant pas en cours d'exercice. Par exemple, des postes d'effectif deviennent vacants, des projets se réalisant moins vite que prévu, etc.
- Les crédits périmés se sont élevés en moyenne à près de 600 M\$ au cours des trois dernières années. Pour l'année financière 2010-2011, cette moyenne exclut des crédits périmés de l'ordre 1,9 G\$ au ministère des Transports en raison de la création du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) dont les activités ont débuté le 1^{er} avril 2010.

GEL DES CRÉDITS

- En vertu de l'article 53 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor peut décréter la suspension, pour toute période qu'il fixe, du droit d'engager tout crédit ou partie du crédit (gel de crédits). Le Conseil du trésor s'est prévalu de cette disposition de façon plus particulière à compter de l'exercice 2005-2006 en donnant aux ministères des cibles d'économies, dégageant ainsi des marges de manœuvre pour réduire l'impact financier des dépassements anticipés au sein de certains portefeuilles.
- Au cours des trois dernières années, les crédits faisant l'objet d'un gel se sont élevés en moyenne à près de 300 M\$ au terme de l'année financière. Pour l'année financière 2012-2013, le Conseil du trésor a décrété une suspension du droit d'engager des crédits de 317 M\$.
- Pour l'exercice financier 2013-2014, les suivis budgétaires ont été administratifs. Par conséquent, le Conseil du trésor n'a pas décrété de suspension du droit d'engager des crédits pour respecter l'objectif de dépenses de programmes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 25 - Crédits périmés Gel de crédit

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2012-2013 et 2013-2014.		
	Crédits périmés ¹ en 2012-2013	Gels de crédits ^{1 et 2} en 2012-2013
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	41 292	41 292
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	824	824
Assemblée nationale	-	-
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	9 938	7 706
Conseil exécutif	19 378	10 125
Culture, Communications et Condition féminine	5 001	2 682
Développement durable, Environnement et Parcs	9 830	8 080
Développement économique, Innovation et Exportation	224 829	66 594
Éducation, Loisir et Sport	61 907	4 738
Emploi et Solidarité sociale	26 245	11 204
Famille et Aînés	16 200	9 877
Finances	19 435	12 920
Immigration et Communautés culturelles	8 337	5 036
Justice	1	-
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	470	-
Relations internationales	2 548	2 548
Ressources naturelles et Faune	9 699	9 699
Santé et Services sociaux	286 878	62 261
Sécurité publique	1	-
Tourisme	7 023	7 023
Transports	54 488	53 967
Travail	1 385	617
Total	805 709	317 192

¹ Correspondant aux données établies à partir des Comptes publics 2012-2013.

² Les crédits faisant l'objet d'un gel sont inclus dans les crédits périmés de l'exercice.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 25 - Crédits périmés Gel de crédit

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2012-2013 et 2013-2014.		
HISTORIQUE ¹ DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET SUSPENDUS (En milliers de dollars)		
	Crédits périmés	Gels de crédits ³
2004-2005	346 117	1 653
2005-2006	238 029	196 686
2006-2007	191 234	59 992
2007-2008	157 984	62 762
2008-2009	131 982	62 333
2009-2010	394 063	101 531
2010-2011	2 336 866	229 128
2011-2012	553 020	323 015
2012-2013	805 709	317 192
2013-2014 ²	n.d.	n.d.

¹ Correspondant aux données établies à partir des Comptes publics de chaque exercice financier.
² Données qui seront disponibles à partir des comptes publics de l'exercice 2013-2014.
³ Les crédits faisant l'objet d'un gel sont inclus dans les crédits périmés de l'exercice.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 26 - Économies

Total des économies non récurrentes observées en 2013-2014 pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé.

Pour respecter leur enveloppe de dépenses, les ministères ont eu à réaliser des économies dont certaines pouvaient ne pas être récurrentes.

Par ailleurs, parmi les mesures exigées par le Conseil du trésor, les mesures d'économies suivantes n'avaient pas nécessairement un caractère récurrent :

- Autofinancement par les ministères de l'indexation salariale de 1,75 % applicable au 1^{er} avril 2013 ainsi que l'impact de la progression salariale;
- Report ou étalement de certains projets dont des mesures du Discours sur le budget annoncées en mars 2011 et 2012;
- Cible d'économies de 200 M\$ à réaliser en cours d'exercice.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 28 - Crédits affectés dépenses non récurrentes

Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2013-2014 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).

Des mesures sont proposées au Discours sur le Budget, reliées aux objectifs gouvernementaux. Certaines de ces mesures sont mises en place pour une période déterminée, les objectifs quant à leur impact étant circonscrits dans le temps.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 29 - Prévion de crédits affectés dépenses non récurrents

Total des prévisions de crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2014-2015 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).

Des mesures sont proposées au Discours sur le Budget, reliées aux objectifs gouvernementaux. Certaines de ces mesures sont mises en place pour une période déterminée, les objectifs quant à leur impact étant circonscrits dans le temps.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO DP-30A - ETC hors régions métropolitaines

Concernant l'effectif de la fonction publique : a) nombre d'ETC ¹ dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2013-2014 et chacune des 5 années précédentes;					
RÉGION ADMINISTRATIVE	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
01-Bas-Saint-Laurent	1 583,1	1 571,0	1 548,6	1 544,0	1 570,8
02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 423,7	1 433,4	1 409,8	1 419,0	1 426,4
04-Mauricie	1 578,7	1 607,3	1 618,6	1 599,4	1 602,4
05-Estrie	1 284,7	1 266,4	1 248,4	1 235,0	1 239,2
07-Outaouais	1 242,6	1 218,5	1 209,6	1 250,7	1 269,4
08-Abitibi-Témiscamingue	1 498,1	1 476,5	1 461,9	1 470,2	1 495,4
09-Côte-Nord	882,8	877,0	885,9	899,8	926,0
10-Nord-du-Québec	227,3	225,1	240,3	242,9	240,1
11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 051,2	1 103,0	1 087,9	1 086,3	1 106,1
17-Centre-du-Québec	730,1	703,7	675,9	674,5	676,0
90-Hors-Québec	70,2	35,4	0,0	0,0	0,0
99-Hors Canada	218,8	115,7	99,8	15,0	13,9
Total hors régions métropolitaines de Québec et de Montréal	11 791,4	11 633,1	11 486,5	11 436,9	11 565,7

1. (ETC) Équivalant à temps complet: Correspond à un nombre d'employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP qui ont travaillé à temps plein.
 Données selon la structure de l'exercice financier 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO DP_30B - ETC région métropolitaine QC

Concernant l'effectif de la fonction publique : b) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC ¹ dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2013-2014 et chacune des 5 années précédentes.					
	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
03-Capitale-Nationale	26 593,7	26 498,3	26 659,5	27 108,0	27 815,9
12-Chaudière-Appalaches	1 536,5	1 506,9	1 483,0	1 496,5	1 527,8
Total région métropolitaine de Québec	28 130,2	28 005,2	28 142,5	28 604,5	29 343,7

1. (ETC) Équivalent à temps complet: Correspond à un nombre d'employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP qui ont travaillé à temps plein
Données selon la structure budgétaire 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO DP-30C - ETC région métropolitaine MTL

Concernant l'effectif de la fonction publique: Nombre d'ETC ¹ dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour l'année en cours et chacune des quatre(4) années précédentes.					
	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
06-Montréal	11 780,2	11 724,1	11 765,5	12 000,4	12 360,1
13-Laval	809,6	815,0	817,8	834,2	843,3
14-Lanaudière	985,3	971,4	967,4	972,0	990,1
15-Laurentides	1 505,3	1 520,1	1 544,9	1 586,0	1 618,4
16-Montréal	3 541,9	3 536,7	3 548,7	3 588,6	3 551,9
 Total région métropolitaine de Montréal	 18 622,3	 18 567,3	 18 644,3	 18 981,1	 19 363,8

1. (ETC) Équivalent à temps complet: Correspond à un nombre d'employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP qui ont travaillé à temps plein
Données selon la structure budgétaire de 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 31 - Nombre organismes gouvernementaux

Nombre et liste total d'organismes gouvernementaux pour l'année 2013-2014 et pour chacune des 5 années précédentes	
ORGANISMES DÉNOMBRES EN 2004 SELON LE PLAN DE MODERNISATION	188
Ajouts et abolitions d'organismes (lois en vigueur)	
Créations du gouvernement	+ 12
<ul style="list-style-type: none">▪ Infrastructure Québec (en remplacement de l'Agence des partenariats public-privé du Québec)▪ Centre de services partagés du Québec▪ Commissaire à la santé et au bien-être▪ Directeur des poursuites criminelles et pénales▪ Services Québec▪ Société de financement des infrastructures locales▪ Bureau de décision et de révision▪ Conseil de gestion de l'assurance parentale▪ Centre de la francophonie des Amériques▪ Conseil des appellations réservées et des termes valorisant▪ Office Québec-Monde pour la jeunesse▪ Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	
Abolitions du gouvernement	– 26
<ul style="list-style-type: none">▪ Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec (Rapport Boudreau)▪ Centre de référence des directeurs généraux et des cadres (Rapport Geoffrion)▪ Comité d'évaluation des ressources didactiques (Rapport Boudreau)▪ Comité d'orientation de la formation du personnel enseignant (Rapport Boudreau)▪ Comité permanent de lutte à la toxicomanie inc. (initiative ministérielle)▪ Commission des programmes d'études (Rapport Boudreau)▪ Comité consultatif de la Régie du bâtiment du Québec (Rapport Boudreau)▪ Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec (Rapport Boudreau)▪ Comité aviseur du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail (initiative ministérielle)▪ Comité consultatif du Commissaire de l'industrie de la construction (Rapport Geoffrion)▪ Comité de la santé mentale du Québec (initiative ministérielle)▪ Commissaire de l'industrie de la construction (Rapport Geoffrion)▪ Conseil québécois de lutte contre le cancer (initiative ministérielle)▪ Conseil de la santé et du bien-être (initiative ministérielle)▪ Conseil médical du Québec (initiative ministérielle)▪ Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées (Rapport Boudreau)▪ Observatoire québécois de la mondialisation (Rapport Boudreau)▪ Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux (initiative ministérielle)▪ Registraire des entreprises (Rapport Boudreau)▪ Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel (Rapport Boudreau)▪ Sidbec (Rapport Boudreau)▪ Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud (Rapport Boudreau)▪ Société de la faune et des parcs du Québec (initiative ministérielle)▪ Société Innovatech du Grand Montréal (privatisée) (initiative ministérielle)▪ Commissaire de l'industrie de la construction▪ Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs (CRAAAP)	
Entités incluses dans les 188 organismes mais n'ayant pas le statut d'organisme	– 3
<ul style="list-style-type: none">▪ Comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées▪ Fonds de cautionnement des agents de voyage (aujourd'hui fonds d'indemnisation des voyageurs)▪ Forum des intervenants de l'industrie de taxi	
Fusions	– 1
<ul style="list-style-type: none">▪ Archives nationales du Québec▪ Bibliothèque nationale du Québec (initiative ministérielle) <div> } Bibliothèque et Archives nationales du Québec</div>	
Nombre d'organismes gouvernementaux au 22 mars 2010 :	170
TOTAL	170⁽¹⁾
Abolition, fusion depuis le 22 mars 2010	-3
<ul style="list-style-type: none">▪ CONSEIL DU MÉDICAMENT (<i>FUSION INESS</i>)▪ AGENCE D'ÉVALUATION DES TECHNOLOGIES ET DES MODES D'INTERVENTION EN SANTÉ (<i>FUSION INESS</i>)▪ SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT (<i>FUSION INVESTISSEMENT QUÉBEC</i>)	
Création annoncées depuis le 22 mars 2010	+3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 31 - Nombre organismes gouvernementaux

Nombre et liste total d'organismes gouvernementaux pour l'année 2013-2014 et pour chacune des 5 années précédentes	
<ul style="list-style-type: none">INSTITUT NATIONAL DES MINESINSTITUT NATIONAL D'EXCELLENCE EN SANTÉ ET EN SERVICES SOCIAUX (INESS)AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC DU QUÉBEC (EN VIGUEUR LE 1^{ER} AVRIL 2011)	
Total au 31 mars 2011	170
Projet de loi 130 – Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds	
Abolitions et fusion suite au projet de Loi 130	- 12
<ul style="list-style-type: none">AGENCE DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE (1^{ER} JUILLET 2011)CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE (1^{ER} OCTOBRE 2011)CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE (1^{ER} JUILLET 2011)CONSEIL DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE (1^{ER} JUILLET 2011)CONSEIL DES AÎNÉS (1^{ER} JUILLET 2011)CONSEIL DES RELATIONS INTERCULTURELLES (1^{ER} JUILLET 2011)CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS (1^{ER} OCTOBRE 2011)CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE (1^{ER} JUILLET 2011)CORPORATION D'HÉBERGEMENT (1 JUILLET 2011)FONDS D'ASSURANCE PRÊTS AGRICOLES (1^{ER} OCTOBRE 2011)IMMOBILIÈRE SHQ (1^{ER} OCTOBRE 2011)SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX (1^{ER} OCTOBRE 2011)	
Création annoncées depuis le 31 mars 2011	+ 3
<ul style="list-style-type: none">COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (13 JUIN 2011)COMMISSION DE L'ÉTHIQUE EN SCIENCE ET EN TECHNOLOGIE (1^{ER} JUILLET 2011)COMITÉ DE LA RÉMUNÉRATION DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (2 DÉCEMBRE 2011)	
Total au 21 mars 2012	161
AUCUNE VARIATION DEPUIS LE 21 MARS 2012	
Total au 11 janvier 2013	161
Abolition, fusion depuis le 11 janvier 2013	- 3
<ul style="list-style-type: none">INFRASTRUCTURE QUÉBEC (13 NOVEMBRE 2013)SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC (13 NOVEMBRE 2013)SERVICES QUÉBEC (17 AVRIL 2013)	
Création depuis le 11 janvier 2013	+ 2
<ul style="list-style-type: none">SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (13 NOVEMBRE 2013)COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES (5 JANVIER 2014)	
Total au 4 juin 2014	160
<ul style="list-style-type: none">	
⁽¹⁹⁾ Sur la base des organismes recensés au Plan de modernisation de l'État (rapports Boudreau, Geoffrion et Rolland)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO DP32 - Employés congédiés

Pour l'année 2012-2013 et 2013-2014, le nombre d'employés de la fonction publique ¹ qui ont été congédiés, par classe d'emploi ² et selon le motif du renvoi.	
CLASSE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS
102-Agent de développement industriel	1
104-Agent d'information	10
105-Agent rech.et planific.socio-économ.	12
108-Analyste informat.et proc.administr.	4
111-Attaché d'administration	5
115-Avocat et notaire	5
120-Médecin	1
186-Ingénieur	3
200-Agent de bureau	18
208-Agent rentes, retraite et assurances	2
211-Auxiliaire de bureau	3
214-Agent d'aide socio-économique	18
217-Bibliotechnicien	1
221-Agent de secrétariat	24
223-Préposé aux permis et à l'immatriculation	5
226-Infirmière et infirmier	1
230-Inspect. produits agric. et aliments	1
233-Inspecteur appareils sous pression	1
234-Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	2
244-Opérateur en informatique	2
248-Pilotes d'aéronefs	1
249-Préposé aux renseignements	18
253-Préposé aux télécommunications	8
258-Technicien de laboratoire	1
259-Technicien de la faune	1
263-Technicien des travaux publics	5
264-Technicien en administration	16
266-Technicien en eau et assainissement	1
268-Technicien en électronique	1
269-Technicien en foresterie	2
271-Technicien en information	2
272-Technicien en informatique	5
276-Téléphoniste-réceptionniste	2
283-Technicien en droit	3

294-Inspecteur de conformité législative et réglementaire	1
298-Enquêteur en matières frauduleuses	1
300-Agent de protection de la faune	2
303-Constable spécial sécur. édif. gouv.	1
307-Agent des services correctionnels	9
310-Contrôleur routier	2
430-Patrouille	1
433-Entreposage de matériel	2
434-Entretien mécanique équip. motorisés	1
437-Assistance mécan. et pers. at.mécan.	1
446-Cuisine	3
451-Surveillance de la propriété	1
459-Constr.entretien routes et struct.	25
630-Cadre	1
Total	236

1- Employés assujettis à la LFP (**réguliers et occasionnels**) excluant la CSST.
2- La classe d'emploi se traduit par le corps d'emploi sur ce tableau.
Les codes de départs relatifs au congédiement retenus sont: Révocation «33» et Destitution «39» pour la période du 1er avril 2013 au 31mars 2014.
Données présentées selon la structure budgétaire de l'exercice financier 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO DP-33 - Occasionnel devenu permanent

Nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenus un statut permanent en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Ventilation par genre.					
Catégorie d'emploi		2012-2013		2013-2014	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Haute direction			2	2	3
Cadre		5	2	1	1
Professionnel		354	514	337	487
Enseignant		54	82	17	13
Technicien		206	371	360	606
Personnel de bureau		85	583	222	1020
Agent de la paix		165	77	204	107
Ouvrier		77	4	388	22
Total		946	1 635	1 531	2 259
Grand total		2 581		3 790	

Employés assujettis à la LFP

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 34 - Entités recommandées

Liste des entités relevant du gouvernement, qui ont fait l'objet d'une recommandation durant les six dernières années. Mentionnez la date, un résumé de la recommandation ainsi que l'état de la situation.

Nous vous informons qu'en vertu du paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 33 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), ci-après désignée « Loi sur l'accès », les recommandations du Conseil du trésor ne vous sont pas communiquées, et ce, avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq (25) ans de leur date. De plus, ces recommandations sont partie intégrante de décisions du Conseil du trésor qui en vertu de l'alinéa 2 de l'article 30 de la Loi sur l'accès ne vous sont pas communiquées, et ce également, avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq ans de leur date.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 35 - Études privatisation

Copie de toutes les études ou analyses produites en 2012-2013 et 2013-2014 portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec.

S'il en était, les études ou les analyses ne peuvent être communiquées en vertu des articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 36 - Évolution d'employé par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

Évolution du nombre d'employés par ministère, par organismes autre que budgétaire, fonds spéciaux, réseaux de la santé et des services sociaux et, réseau de l'Éducation depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi.

Effectifs du secteur public et des réseaux
(en ETC)

Année	Fonction publique ⁽¹⁾	Réseau de la santé ⁽²⁾	Réseaux de l'éducation ⁽³⁾	Total ⁽⁴⁾
2002-2003	59 790	184 151	136 096	380 037
2003-2004	60 826	187 958	136 704	385 488
2004-2005	59 088	190 644	135 453	385 185
2005-2006	57 846	193 891	134 558	386 295
2006-2007	57 378	196 353	138 530	392 261
2007-2008	57 292	199 924	139 887	397 103
2008-2009	57 910	204 765	141 797	404 472
2009-2010	58 544	209 894	143 629	412 067
2010-2011	58 209	212 223	145 343	415 775
2011-2012	58 282	216 475	147 108	421 865
2012-2013	59 071	220 017	149 264	428 352

(1) Aux ministères, aux organismes budgétaires et aux fonds spéciaux (sauf le Fonds des services de police), s'ajoutent douze organismes autres que budgétaires (Centre de services partagés du Québec, Commission des normes du travail, Fonds d'aide aux recours collectifs, Institut de la Statistique du Québec, Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, La Financière agricole du Québec, Office des professions du Québec, Régie de l'assurance maladie du Québec, Régie du bâtiment du Québec, Régie du cinéma, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec) et trois fiducies (Régie des rentes du Québec, Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et Le Curateur public du Québec).

(2) Excluant les médecins et les autres professionnels de la santé (environ 25 000 personnes).

(3) Excluant le personnel des établissements d'enseignement universitaire.

(4) Excluant le Fonds des services de police et 50 organismes autres que budgétaires non assujettis à la Loi sur la fonction publique (environ 25 000 personnes) dont l'Agence du revenu du Québec, et les sociétés d'État dont Hydro-Québec, Loto-Québec, la Société des alcools du Québec et Investissement Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 37 - Organismes touchées par le projet de Loi 130

Ventilation détaillée, pour chacun des 28 organismes touchés par le projet de loi 130, (Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et la Société québécoise de récupération et de recyclage et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds) : - des économies réalisées depuis l'adoption du projet de loi; - des économies à réaliser; - des frais de restructuration ; - des primes de départ (dans le cas des cessations d'emploi).

Le projet de loi n° 130 (2011, chapitre 16) est renommé Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds, a été sanctionné le 13 juin 2011. Les économies annuelles récurrentes qui en découlent sont estimées à 11,2 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 37 - Organismes touchées par le projet de Loi 130

Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et mettant en œuvre le Plan d’action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds (2011, c. 16)

Suivi des impacts financiers des restructurations

Organismes	Économies anticipées (en milliers de dollars)		Réalisés ou escomptés en janvier 2012 (en milliers de dollars)		Commentaires
	2011-2012	À terme	2011-2012	À terme	
ENTRÉE EN VIGUEUR LE 1 ^{er} JUILLET 2011					
Agence de l'efficacité énergétique (Fonds des ressources naturelles)	300	1 500	1 000	1 500	La diminution des effectifs intégrés dans la fonction publique se chiffre à 81, soit 32 de moins qu'anticipé, et représente des économies de 1,0 M\$. Le MRNF procède actuellement à l'intégration de ces activités et 0,5 M\$ additionnel est anticipé pour les honoraires professionnels et les activités avec la Régie de l'énergie.
Conseil de la famille et de l'enfance	25	100	455	600	Économie de 4 ETC et de 455 k\$ en 2011-2012 et de 600 k\$ ultérieurement.
Conseil de la science et de la technologie	125	500	310	310	La poursuite des activités de la Commission de l'éthique en science et en technologie limite les économies pouvant être livrées bien qu'elles étaient déjà escomptées dans le calcul des économies anticipées.
Conseil des aînés	0	0	340	320	Économie de 3 ETC et de 340 k\$ en 2011-2012 et de 320 k\$ ultérieurement.
Conseil des relations interculturelles	101	855	500	833	Économie de 500 k\$ en 2011-2012 et économies récurrentes de 833 k\$. Réduction d'effectifs maintenue à 3.
Conseil permanent de la jeunesse	54	300	210	210	Les économies sont de 150 k\$ pour la rémunération auxquelles s'ajoutent 60 k\$ pour le loyer.
Corporation d'hébergement du Québec	2 500	2 500	2 000	2 000	Pour 2011-2012, les économies sont de l'ordre de 2,0 M\$. L'objectif de réduction d'effectif est réduit de 1, car 33 ont été intégrés dans la fonction publique.
Fonds de l'industrie des courses de chevaux	0	0	0	0	Entrée en vigueur le 30 mars 2010.
Fonds d'information géographique Fons d'information foncière	0	0	0	0	Intégrés dans le Fonds d'information sur le territoire.
Fonds du service aérien gouvernemental	0	100	0	0	En attente.
Fonds relatif à la tempête du verglas Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	0	0	0	0	Intégrés dans le Fonds de certains sinistres.
Ministère des Services gouvernementaux	0	0	4 268	4 990	Selon l'analyse de la DRF du SCT.
Société québécoise d'assainissement des eaux	0	0	0	0	
ENTRÉE EN VIGUEUR LE 1 ^{er} OCTOBRE 2011					
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	0	60	0	0	Aucune économie.
Conseil des services essentiels	-171	330	-171	350	Légère augmentation et des économies additionnelles pourraient être possibles à moyen terme.
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	0	0	0	0	Aucun changement.
Immobilière SHQ	100	100	21	100	Données à obtenir pour 2013-2014.
EXCLU DE LA LOI 2011, CHAPITRE 16					
Commission de l'équité salariale	0	0	0	0	L'organisme n'est pas intégré à la CNT.
Fonds de la recherche en santé du Québec Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	400	400	0	0	Les trois fonds n'ont pas été regroupés. Cependant, un plan de rationalisation à moyen terme a été mis sur pied, mais le niveau d'économies anticipées n'a pas encore été établi.
Recyc-Québec	2 000	2 000	0	0	L'organisme n'est pas intégré au MDDEP.
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0	0	0	0	L'organisme est maintenu.
TOTAL	5 434	8 745	8 933	11 213	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 39 - Prévisions de l'évaluation des coûts de système

Pour les exercices compris entre les années 2014-2015 à 2018-2019, donner les prévisions de l'évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est uniquement nécessaire pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre.

Pour l'exercice financier 2014-2015, les prévisions pour les coûts de système et les nouvelles initiatives s'élèvent à 4,3 G\$ dont 1 913 M\$ ont été accordés en objectif de croissance des dépenses (par rapport le Budget de dépenses 2013-2014) et 2 349 M\$ en mesures à réaliser par les MO (Voir le document Rigueur et responsabilité dans la gestion des dépenses) .

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 41 - Service de communication et de planification stratégique

Fournir, pour les exercices compris entre 2009-2010 et 2013-2014, les montants dépensés par ministère et organisme en service de communication et de planification stratégique.	
Description du mandat	Montant
Sondage afin de mesurer le pouvoir d'attraction de la fonction publique en tant qu'employeur auprès de la main d'œuvre québécoise.	35 000 \$
Sondage auprès des utilisateurs du Portail Carrières sur l'appréciation du site.	16 750 \$
Placement média par l'entremise du CSPO, pour la campagne de recrutement universitaire.	45 850 \$
Diffuser une formation en éthique aux répondants des MO.	8 050 \$
Diffuser une formation en éthique aux répondants des MO.	16 100 \$
Accompagner le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) dans la définition du cadre de référence sur les services partagés.	75 000 \$
Assistance au comité de gouverne des MO et du RSSS sur les orientations à l'égard de la consolidation des centres de traitement de l'information.	59 750 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 42 - Service de génie de toutes sortes

Fournir, pour les exercices compris entre 2009-2010 et 2013-2014, les montants dépensés par ministère et organisme en service de génie de toutes sortes	
Description du mandat	Montant
Il n'y a aucun contrat en service de génie pour l'année 2013-2014.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 43 - Agences de publicité

Fournir, pour les exercices compris entre 2009-2010 et 2013-2014, les montants dépensés par ministère et organisme en agence de publicité.	
Description du mandat	Montant
Il n'y a aucun contrat avec des agences de publicité pour l'année 2013-2014.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 45 - Nouvelles structures administratives

Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2004-2005 en indiquant le moment de la création et chacun de leur budget annuel depuis cette date.			
NOM DE LA NOUVELLE STRUCTURE ADMINISTRATIVE	Budget annuel de dépenses 2014-2015	DATE DE CRÉATION	DATE D'ENTRÉE EN ACTIVITÉ
Voir Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle numéro 16.			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 46 - Écart salarial Rev. QC et Rev. Can

Écart salarial par type d'emploi entre les employés de Revenu Québec et Revenu Canada.

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne possède pas de données pour répondre à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 47A - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de la santé

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: du domaine de la santé; 1. infirmiers; 2. medecins omnipraticiens; 3. medecins specialistes; 4. cadres.

L'information concernant les salaires des medecins se trouvent sur le site Internet de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) : <http://www.cihi.ca/CIHI-ext-portal/internet/FR/Home/home/cihi000001>
Seuls les medecins dont les revenus annuels excèdent 60 000\$ sont pris en considération. Les informations contenues dans ce site constituent la source de données privilégiée par le gouvernement.

Concernant les infirmières et les cadres, nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, les renseignements visant les infirmières sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 47B - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de la sécurité publique

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: du domaine de la sécurité publique; 1. policiers; 2. juristes; 3. procureurs; 4. cadres.

Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L. R. Q., c. A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, les renseignements visant les policiers, les juristes et les procureurs sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 47C - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'éducation

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: du domaine de l'éducation; 1. professeurs; 2. chargés de cours; 3. recteurs; 4. doyens; 5. cadres.

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne dispose pas de données pour les chargés de cours, recteurs, doyens et cadres des universités. Les conditions de travail et les barèmes de rémunération n'ont pas à être approuvés par le Conseil du Trésor.

Concernant les enseignants, nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, ces renseignements sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 47D - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'administration

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: du domaine administratif; 1. gestionnaire et cadre; 2. professionnel.

Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, ces renseignements sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 47E - Comparaison des écarts salariaux dans le milieu scientifique et technique

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: du milieu scientifique et technique; 1. ingénieur; 2. technicien; 3. gestionnaire de projet.

Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, ces renseignements sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 51 - Actifs radiés en informatique

Pour l'exercice 2013-2014, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes	
Projet	Montant radié
Aucun	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 52 - Crédits prévus dans le budget de dépenses

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans le budget des dépenses

L'information est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses.

Par ailleurs, l'annexe B-3 des renseignements supplémentaires 2014-2015 présente le budget de dépenses 2014-2015, la dépense probable 2013-2014 ainsi que les dépenses réelles depuis 2000-2001 reclassées selon la structure budgétaire 2014-2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 53 - Crédits réellement dépensés du ministère et organismes

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés.

L'information est disponible aux Comptes publics.

Par ailleurs, l'annexe B-3 des renseignements supplémentaires 2014-2015 présente le budget de dépenses 2014-2015, la dépense probable 2013-2014 ainsi que les dépenses réelles depuis 2000-2001 reclassées selon la structure budgétaire 2014-2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 54 - Crédits prévus en fonds spéciaux

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus en fonds spéciaux qui sont rattachés à ces ministères.

L'information est disponible au volume Budget des fonds spéciaux du Budget de dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 55 - Crédits réellement dépensés - fonds spéciaux

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les fonds spéciaux qui sont rattachés à ces ministères

L'information est disponible aux Comptes publics.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 56 - Crédits prévus aux organismes autres que budgétaires

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux organismes autres que budgétaires et qui sont rattachés à ces ministères.

L'information est disponible au volume Budget des organismes autres que budgétaires du Budget de dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 57 - Crédits réellement dépensés - organismes autres que budgétaires

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les organismes autres que budgétaires qui sont rattachés à ces ministères.

L'information est disponible aux Comptes publics

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 58 - Crédits prévus aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachés à ces ministères.

L'information est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses aux portefeuilles « Éducation, Loisir et Sport », « Enseignement supérieur, Recherche et Science » ainsi que « Santé et Services sociaux ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 59 - Crédits réellement dépensés - réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachés à ces ministères.

L'information est disponible aux Comptes publics.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 60 - Crédits prévus aux comptes à fin déterminée

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux comptes à fin déterminée et qui sont rattachés à ces ministères.

Il n'y a pas de crédits prévus pour les comptes à fin déterminée. L'information sur les comptes à fin déterminée est disponible au volume Renseignements supplémentaires du Budget de dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 61 - Crédits réellement dépensés - comptes à fin déterminée

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans comptes à fin déterminée et qui sont rattachés à ces ministères.

Il n'y a pas de crédits prévus pour les comptes à fin déterminée. L'information sur les comptes à fin déterminée est disponible aux Comptes publics.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 68 - Nouvelles publications

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2012-2013 et 2013-2014 et coût associés à chacune d'elles.		
Publication	Imprimé	En ligne
Bulletin accès à l'égalité		X
Bulletin du SSPFP		X
Info-carrières (infolettre du portail Carrières)		X
Info-Marchés publics		X
Rapport du président du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale sur l'application de la <i>Loi sur l'administration publique</i> 2011-2012	X	X
Rapport annuel de gestion 2012-2013	X	X
Suivi de gestion pour l'année 2012, présenté conformément à la <i>Politique concernant la santé des personnes au travail dans la fonction publique québécoise</i>		X
Plan d'action 2013-2014 favorisant l'intégration des personnes handicapées	X	X
Effectif de la fonction publique 2011-2012	X	X
Plan québécois d'infrastructures 2013-2023	X	X
Guide de l'utilisation de l'image employeur		X
CV employeur		X
Formation du gestionnaire-leader de la fonction publique du Québec – Cahier de formation et guide du participant	X	
Guide Programme des directeurs généraux de l'administration publique		X
Logiciels libres et ouverts – Guide de référence, Guide d'analyse du coût total de la propriété, Guide d'analyse et maturité		X

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 68 - Nouvelles publications

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2012-2013 et 2013-2014 et coût associés à chacune d'elles.		
Publication	Imprimé	En ligne
Statistiques sur les contrats des organismes publics du réseau de l'administration gouvernementale 2011-2012		X
Politique-cadre de gestion des ressources humaines	X	X
Bilan des programmes et des mesures – Accès à l'égalité en emploi au sein de la fonction publique québécoise 2002-2003 à 2011-2012	X	X
Guide des bonnes pratiques destiné au superviseur de stage – Embauche, accueil et encadrement		X
Guide de gestion de la diversité – Sélection, accueil et intégration		X
Santé et sécurité au travail – Guide pour élaborer un programme de prévention		X
Plan annuel de gestion environnementale 2013-2014		X
Plan d'action de développement durable 2012-2015		X
Cadre de gestion environnementale 2012-2015		X
Guide pour l'organisation d'événements écoresponsables		X
Rapport annuel 2008-2011 – Greffe des tribunaux d'arbitrage de la fonction publique		X
Glossaire de termes en informatique		X
Reconnaissance au travail – Politique, guide, calendrier et signet	X	X
Plan de gestion des ressources humaines 2012-2015 - réédition	X	X
Bilan – Plan d'action en gestion des ressources humaines 2012-2015	X	X
Offre de service de la Direction de la mise en œuvre de la Loi sur l'administration publique	X	X

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 68 - Nouvelles publications

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2012-2013 et 2013-2014 et coût associés à chacune d'elles.		
Publication	Imprimé	En ligne
Guide sur la gestion axée sur les résultats	X	X
Rapport sur la mise en œuvre de la Loi 1 – Février 2014	X	X
Rapport de consultation du Comité des jeunes		X
Plan stratégique du Comité des jeunes		X
Statistiques sur les contrats des organismes publics du réseau de l'administration gouvernementale 2012-2013		X
Plan annuel de gestion environnementale 2012-2013		X
Statistiques en matière d'accès à l'égalité en emploi (octobre 2013) (en ligne) ; Les femmes et tous les groupes cibles		X
Aide-mémoire	X	X

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 69 - Création table de travail indexation rentes des retraités

Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant la création d'une table de travail dans le dossier de l'indexation des rentes des retraités de l'État.

La Commission des finances publiques a recommandé en juin 2010 la création d'un Comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation, distinct des comités de retraite, au sein de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). La recommandation prévoyait que ce comité pourrait être constitué de représentants des associations de retraités, des syndicats et du gestionnaire des régimes et pourrait agir comme interface de discussion et de travail entre les principaux acteurs concernés par ces questions. Le comité devait répondre au conseil d'administration de la CARRA et le résultat de ses travaux pouvait figurer au rapport annuel de cet organisme.

Afin de donner suite à cette recommandation, le conseil d'administration de la CARRA a constitué, le 8 juin 2011, le Comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation. Celui-ci est composé de 17 membres dont un président et 16 autres membres provenant des associations de retraités, des associations syndicales et des associations de cadres. Le comité devrait faire rapport sur l'évolution de ses travaux et ses propositions communes auprès du conseil d'administration, lequel doit s'assurer d'une reddition de comptes appropriée dans le rapport annuel de gestion de la CARRA.

À la suite de nombreux échanges, une proposition s'est dégagée par une majorité des membres comme pouvant être inscrite au rapport final à titre de recommandation.

Cette proposition est :

« Il est proposé que le comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation recommande que le gouvernement s'engage à adopter les décrets requis ainsi qu'à proposer à l'Assemblée nationale, pour adoption, les dispositions législatives permettant d'apporter à la Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) les modifications visant à ce que le gouvernement indexe les rentes de la manière et aux conditions définies pour les prestations à la charge des personnes participantes, prévues à l'article 77.0.1 de la loi sur le RREGOP.

Les membres du comité conviennent, par ailleurs, que le consensus dégagé en faveur de la proposition précédente ne peut être interprété comme un abandon d'autres revendications ou préoccupations par l'une ou l'autre des parties représentées au comité. »

Cette proposition a été exposée par les membres du comité à leurs instances respectives. À l'issue de cette consultation, deux associations de retraités ont refusé la proposition.

Le Comité a déposé le 30 septembre 2012 son rapport auprès du conseil d'administration de la CARRA. Étant donné qu'il n'y a pas eu de consensus concernant les pistes de solution proposées, il n'y a donc pas eu de recommandation à formuler à l'issue des travaux du comité.

Aucune demande de prolongation de la part du comité n'a été formulée. Le gouvernement demeure toutefois ouvert aux discussions avec les retraités.

Le Conseil du trésor avait un représentant sur ce comité qui agissait à titre d'observateur. Dans ce cadre, le Secrétariat du Conseil du trésor n'a pas eu à produire de documents.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 73 - Projets autorisés / Art. 15 Loi sur la gouvernance

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2012-2013 et 2013-2014 par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	
ORGANISME PUBLIC	TITRE DU DOSSIER
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)	Projet de transformation du processus de parrainage des ressortissants étrangers
Ministère des Transports du Québec (MTQ)	Projet de Surveillance des chantiers
Ministère de la Justice (MJQ)	Projet « Outil d'aide à la rédaction législative »
Ministère de la Justice (MJQ)	Projet de refonte majeure du site Web
Ministère de la Culture et des Communications (MCC)	Projet de migration du système de gestion de base de données Oracle vers 11G
Ministère de la Culture et des Communications (MCC)	Projet d'évolution majeur di@pason
Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP)	Projet « Service de collecte des connaissances des espèces exotiques envahissantes »
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)	Projet de mise à niveau du collecticiel SOGo, logiciel libre utilisé à la Commission de protection du territoire agricole du Québec comme outil de courrier électronique et d'agendas
Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Projet de développement du système des échelles salariales
Ministère de la Famille (MFA)	Projet d'Identification de la clientèle des services de garde éducatifs

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 75 - Tableau de bord

Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et du réseau de la Santé et de l'Éducation, pour les années allant de 2009-2010 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles portant sur: - Liste des projets non inscrit dans le Tableau de bord; - Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projet en spécifiant la valeur globale du projet. - Coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.

Le tableau de bord sur l'État de santé des projets en ressources informationnelles (RI) de l'administration publique répertorie tous les projets en RI dont le coût est de 100 000 \$ et plus et ayant fait l'objet d'une approbation formelle de l'autorité concernée ou étant en cours d'autorisation. Ils doivent être en phase de réalisation, d'implantation ou de rodage. Les projets suspendus, annulés et terminés depuis la dernière collecte de l'état de santé seront présentés une seule fois et puis retirés à la prochaine collecte. Le tableau de bord sera mis à jour deux fois par année, et les projets des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux seront intégrés dans une version ultérieure.

Liste des projets non-inscrits dans le tableau de bord :

Le tableau de bord ne comprend pas les projets en étape préalable à la réalisation ou en conception, les projets de moins de 100 000 \$ ainsi que les projets des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. De plus, le tableau de bord fait état de l'ensemble des coûts d'un projet sur la durée totale du projet. Il ne présente pas les dépenses réelles sur une période annuelle mais une prévision pour le coût total du projet. Cependant, il faut noter que la valeur de ces projets réalisés en 2012-2013 non-inscrits représente une valeur totale de 3,4 M\$ par rapport à la valeur de 1,4 G\$ des projets inscrits au tableau de bord, et ce, au 31 mars 2014.

Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projets en spécifiant la valeur globale du projet :

Les projets ne font pas l'objet d'une subdivision en sous-projets. Chaque projet est traité comme une entité en soi.

Cependant, plusieurs projets peuvent faire partie d'un programme présentant une vision stratégique.

Coût d'amélioration et d'entretien du tableau de bord pour l'année 2013-2014

Le coût d'entretien et d'amélioration du tableau de bord en 2013-2014 est de 56 000 \$. Ce coût comprend : 7 000 \$ en coût de gestion de projet, 33 000 \$ en coût d'amélioration et d'entretien (ex. : création d'une passerelle qui servira notamment pour le secteur de la santé et des services sociaux) et 16 000 \$ pour l'intégration du secteur de la santé et des services sociaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 76 - Dépenses en RI des MO

Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes (BARRI 2012-2013) et (PARI 2013-2014) • Ventilation par portefeuille, et par ministère et organisme public		
	BARRI 2012-2013 Dépenses budgétées (K\$) (voir Annexe 1)	PARI 2013-2014 Dépenses budgétées (K\$) (voir Annexe 2)
Dépenses capitalisables	378 587,60	525 408,50
Dépenses non capitalisables	1 138 239,00	1 224 975,90
Total Dépenses en RI	1 516 826,60	1 750 384,40

Note 1 : La ventilation des dépenses en RI en dépenses capitalisables et non capitalisables s'applique uniquement sur les dépenses budgétées

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 76 - Dépenses en RI des MO (Annexe 1)

BARRI 2012-2013 (K\$)										
		Dépenses budgétées			Dépenses réalisées					
Portefeuille	Organisme ou Ministère	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Total des dépenses	Services internes ¹	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Total des dépenses
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	Affaires municipales, Régions et Occupation du	6 829,7	8 504,4	15 334,1	13 332,2	728,7	1 235,5	0,0	37,7	15 334,1
	Commission municipale du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds de développement régional	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie du logement	1 153,2	1 639,9	2 793,1	906,2	968,4	598,8	313,7	6,0	2 793,1
	Société d'habitation du Québec	2 821,3	5 088,8	7 910,1	285,3	2 883,2	3 273,7	1 381,4	86,5	7 910,1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	5 889,7	8 018,8	13 908,5	2 042,3	5 918,2	4 168,1	964,5	815,4	13 908,5
	Commission de protection du territoire agricole du	148,3	525,4	673,7	128,5	16,1	385,4	69,6	74,1	673,7
	La Financière agricole du Québec	1 058,0	6 463,6	7 521,6	801,2	1 077,1	4 607,7	1 034,5	1,1	7 521,6
	Régie des marchés agricoles et alimentaires du	40,8	276,9	317,7	93,1	113,1	101,8	4,7	5,0	317,7
	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Conseil du trésor et Administration gouvernementale ²	1 718,6	6 832,0	8 550,6	691,3	1 712,7	5 250,1	829,5	0,0
Centre de services partagés du Québec		88 718,1	411 326,8	500 044,9	0,0	265 267,1	72 306,8	65 668,4	96 802,6	500 044,9
Commission administrative des régimes de retraite et		947,3	41 771,3	42 718,6	170,4	25 358,1	12 655,3	1 514,3	3 020,5	42 718,6
Commission de la fonction publique		20,4	208,5	228,9	31,6	65,1	79,2	53,0	0,0	228,9
Fonds relatif à certains sinistres		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Infrastructure Québec		70,2	318,2	388,4	83,4	209,7	25,1	70,2	0,0	388,4
Société immobilière du Québec		4 835,6	6 637,1	11 472,7	879,0	4 319,2	4 677,2	1 432,3	165,0	11 472,7
Conseil exécutif	Conseil exécutif	47,3	4 220,4	4 267,7	1 076,7	482,3	1 632,9	1 075,8	0,0	4 267,7
	Centre de la francophonie des Amériques	111,6	81,2	192,8	19,0	143,8	30,0	0,0	0,0	192,8
	Commission d'accès à l'information	511,7	347,3	859,0	106,3	410,1	272,3	70,3	0,0	859,0
	Commission de la capitale nationale du Québec	43,5	161,0	204,5	66,9	2,7	66,6	43,5	24,8	204,5
	Culture et Communications	Culture et Communications	1 459,5	3 640,2	5 099,7	805,5	1 871,0	1 693,2	713,5	16,5
Bibliothèque et Archives nationales du Québec		2 601,6	6 576,1	9 177,7	307,7	3 570,3	4 217,8	585,7	496,2	9 177,7
Conseil des arts et des lettres du Québec		226,4	555,3	781,7	134,6	19,6	483,0	144,5	0,0	781,7
Conseil du patrimoine culturel du Québec		0,0	16,5	16,5	0,0	12,7	0,0	3,8	0,0	16,5
Conservatoire de musique et d'art dramatique du		1 051,1	1 038,3	2 089,4	619,7	160,4	465,3	363,3	480,7	2 089,4
Fonds du patrimoine culturel québécois		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Musée d'Art contemporain de Montréal		74,7	454,1	528,8	54,0	161,7	207,9	105,2	0,0	528,8
Musée de la Civilisation		1 161,3	764,0	1 925,3	147,5	412,0	593,7	769,7	2,4	1 925,3
Musée national des beaux-arts du Québec		188,9	298,3	487,2	44,7	129,6	296,8	16,1	0,0	487,2
Régie du cinéma		81,2	566,1	647,3	24,7	135,6	307,7	141,0	38,3	647,3
Société de développement des entreprises culturelles		341,6	663,1	1 004,7	68,6	72,4	685,8	170,5	7,4	1 004,7
Société de la Place des Arts de Montréal		395,9	221,3	617,2	0,0	387,2	210,0	0,0	20,0	617,2
Société de télédiffusion du Québec		1 927,0	2 348,4	4 275,4	122,9	857,5	1 302,6	1 991,4	1,0	4 275,4
Société du Grand Théâtre de Québec		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	Développement durable, Environnement, Faune et	2 455,0	8 583,3	11 038,3	572,5	3 676,1	6 449,7	214,0	126,0	11 038,3
	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	24,3	201,1	225,4	42,7	6,3	141,7	31,5	3,2	225,4
	Fondation de la faune du Québec	6,3	81,3	87,6	0,0	13,8	63,0	4,5	6,3	87,6
	Fonds vert	2 530,2	677,2	3 207,4	0,0	2 739,8	467,6	0,0	0,0	3 207,4
	Société des établissements de plein air du Québec	283,2	2 103,2	2 386,4	0,0	78,7	1 722,0	566,1	19,6	2 386,4
	Société québécoise de récupération et de recyclage	231,2	464,8	696,0	114,5	131,8	263,9	185,8	0,0	696,0
Développement économique, des investissements et de l'exportation	Développement économique, des investissements et de l'exportation	763,1	7 349,3	8 112,4	832,8	2 148,9	2 495,9	2 476,6	158,2	8 112,4
Éducation, Loisir et Sport	Éducation, Loisir et Sport	4 107,9	24 006,5	28 114,4	1 207,0	8 838,3	13 125,6	4 737,8	205,7	28 114,4
	Commission consultative de l'enseignement privé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds pour le développement du sport et de l'activité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Emploi et Solidarité sociale	Emploi et Solidarité sociale	0,0	47 967,5	47 967,5	33 481,0	1 096,0	13 136,2	0,0	254,3	47 967,5
	Commission des partenaires du marché du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil de gestion de l'assurance parentale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil du statut de la femme	0,0	196,2	196,2	42,0	0,0	85,0	69,2	0,0	196,2
	Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds de développement du marché du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds de développement et de reconnaissance des	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds de fourniture de biens ou de services du	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds des technologies de l'information du ministère de	10 605,9	2 994,9	13 600,8	2 009,7	2 957,6	6 418,5	84,7	2 130,3	13 600,8
	Fonds québécois d'initiatives sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie des rentes du Québec	17 659,0	35 827,1	53 486,1	5 745,5	20 529,1	20 731,8	4 603,7	1 876,0	53 486,1
	Services Québec	27 694,3	24 038,1	51 732,4	12 163,6	4 425,3	9 359,1	25 533,3	251,1	51 732,4
	Enseignement supérieur, Recherche, Science et	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	Centre de recherche industrielle du Québec	464,0	1 408,0	1 872,0	112,0	143,0	797,0	713,0	107,0	1 872,0
	Commission de l'éthique en science et en technologie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil supérieur de l'éducation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds de recherche du Québec - Nature et	115,5	521,1	636,6	13,0	103,0	346,6	167,4	6,6	636,6
	Fonds de recherche du Québec - Santé	194,3	896,1	1 090,4	23,3	316,3	458,2	281,5	11,1	1 090,4
	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	121,8	537,8	659,6	14,6	107,4	354,2	176,4	7,0	659,6
	Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	145,3	977,3	1 122,6	61,9	232,8	416,7	378,8	32,4	1 122,6
	Institut national des mines	14,5	13,4	27,9	0,0	13,4	0,0	14,5	0,0	27,9

[illegible]

Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	Relations internationales, Francophonie et Commerce	733,2	4 523,5	5 256,7	256,5	869,6	2 909,1	1 090,6	130,9	5 256,7
	Office Québec-Amériques pour la jeunesse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Office Québec-Monde pour la jeunesse	39,0	262,0	301,0	0,0	301,0	0,0	0,0	0,0	301,0
Ressources naturelles	Ressources naturelles	3 617,9	22 711,4	26 329,3	4 815,9	5 086,6	14 084,6	2 331,9	10,3	26 329,3
	Fonds des ressources naturelles	5 501,2	5 315,3	10 816,5	0,0	5 193,2	3 502,1	2 121,2	0,0	10 816,5
	Fonds d'information sur le territoire	3 414,7	30 126,1	33 540,8	7 646,0	20 011,1	4 666,6	983,7	233,4	33 540,8
	Régie de l'énergie	79,5	402,7	482,2	0,0	160,1	312,1	0,0	10,0	482,2
	Société de développement de la Baie-James	40,4	103,0	143,4	0,0	2,0	81,1	51,7	8,6	143,4
	Société nationale de l'amiante	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé et Services sociaux	Santé et Services sociaux	3 139,1	7 840,9	10 980,0	717,1	2 527,9	4 347,6	3 139,1	248,3	10 980,0
	Curateur public	11 393,4	3 899,9	15 293,3	1 264,0	7 203,6	5 617,1	1 169,6	39,0	15 293,3
	Régie de l'assurance maladie du Québec	10 363,4	67 637,2	78 000,6	5 244,5	22 966,7	31 445,7	6 287,0	12 056,7	78 000,6
Sécurité publique	Sécurité publique	4 429,1	11 271,7	15 700,8	4 782,1	1 244,3	7 462,5	1 955,6	256,3	15 700,8
	Bureau des enquêtes indépendantes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Comité de déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commissaire à la déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commissaire à la lutte contre la corruption	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission québécoise des libérations conditionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Coroner	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	École nationale de police du Québec	600,8	1 010,8	1 611,6	0,0	331,2	481,6	762,9	35,9	1 611,6
	École nationale des pompiers du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds des services de police	5 487,0	6 902,6	12 389,6	116,9	2 623,6	4 532,7	4 966,0	150,4	12 389,6
	Régie des alcools, des courses et des jeux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Sûreté du Québec	8 724,0	19 351,5	28 075,5	4 029,0	3 704,3	10 952,2	9 186,3	203,7	28 075,5
	Transports	9 143,4	26 795,2	35 938,6	1 545,7	9 849,8	20 897,9	3 639,4	5,8	35 938,6
Transports	Agence de gestion de l'équipement roulant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Agence métropolitaine de transport	7 774,2	4 858,9	12 633,1	0,0	5 358,3	2 118,9	5 133,0	22,9	12 633,1
	Commission des transports du Québec	966,3	2 115,0	3 081,3	537,5	933,2	1 463,8	146,8	0,0	3 081,3
	Fonds de gestion de l'équipement roulant	300,0	1 380,0	1 680,0	275,0	315,0	650,0	440,0	0,0	1 680,0
	Fonds de la sécurité routière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds des réseaux de transport terrestre	14 972,7	14 952,4	29 925,1	3 133,4	19 303,4	0,0	7 482,1	6,2	29 925,1
	Société de l'assurance automobile du Québec	37 978,4	59 196,1	97 174,5	6 393,2	46 947,4	33 719,7	8 809,3	1 304,9	97 174,5
	Société des Traversiers du Québec	1 020,6	1 143,5	2 164,1	266,1	1 048,1	485,5	322,9	41,5	2 164,1
Travail	Travail	0,0	1 346,8	1 346,8	1 225,1	11,0	110,7	0,0	0,0	1 346,8
	Commission de la santé et de la sécurité du travail	26 677,1	63 112,5	89 789,6	0,0	40 746,7	27 413,9	5 344,7	16 284,3	89 789,6
	Commission de l'équité salariale	113,2	910,7	1 023,9	467,4	117,9	363,7	56,1	18,8	1 023,9
	Commission des normes du travail	1 204,3	7 522,4	8 726,7	1 099,8	1 998,6	3 653,4	1 873,8	101,1	8 726,7
	Fonds de la Commission des lésions professionnelles	1 649,6	2 431,1	4 080,7	809,7	1 514,6	1 628,7	127,7	0,0	4 080,7
	Fonds de la Commission des relations du travail	156,0	959,7	1 115,7	753,2	20,3	260,3	81,9	0,0	1 115,7
Régie du bâtiment du Québec		1 238,7	7 003,3	8 242,0	6 754,0	294,9	751,1	442,0	0,0	8 242,0
Total général		378 587,6	1 138 239,0	1 516 826,6	154 598,3	599 597,6	418 413,6	204 154,8	139 995,3	1 516 759,6

Note 2: L'écart de 67 K\$ au BARRI s'explique par une revision comptable d'un projet du Conseil du trésor qui devrait avoir lieu en 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 76 - Dépenses en RI des MO (Annexe 2)

PARI 2013-2014 (K\$)										
		Dépenses budgétées			Dépenses programmées					
Portefeuille	Organisme ou Ministère	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Total des dépenses	Services internes¹	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Total des dépenses
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	Affaires municipales, Régions et Occupation du	10 577,8	12 174,8	22 752,6	21 123,2	635,0	795,4	181,9	17,1	22 752,6
	Commission municipale du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie du logement	1 200,9	2 083,0	3 283,9	973,0	809,2	594,9	906,8	0,0	3 283,9
	Société d'habitation du Québec	7 737,0	4 856,8	12 593,8	409,3	4 071,2	3 265,9	2 779,8	345,0	10 871,2
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	9 612,9	8 954,6	18 567,5	1 901,3	7 388,8	5 337,3	2 419,9	1 120,3	18 167,6
	Commission de protection du territoire agricole du	349,7	569,6	919,3	139,7	58,7	436,4	154,8	91,7	881,3
	La Financière agricole du Québec	1 283,0	6 844,9	8 127,9	823,7	1 109,8	5 060,7	1 099,3	34,4	8 127,9
	Régie des marchés agricoles et alimentaires du	40,8	346,4	387,2	94,0	116,2	98,7	73,3	5,0	387,2
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	6 500,0	5 877,8	12 377,8	983,3	3 461,5	5 563,6	2 040,9	0,0	12 049,3
	Centre de services partagés du Québec	119 495,9	420 736,1	540 232,0	0,0	315 970,0	77 577,9	57 096,7	89 587,5	540 232,1
	Commission administrative des régimes de retraite et	600,0	48 482,3	49 082,3	541,6	25 590,2	16 222,4	4 763,2	801,8	47 919,2
	Commission de la fonction publique	160,0	154,1	314,1	26,8	178,1	74,6	34,6	0,0	314,1
	Infrastructure Québec	30,0	268,0	298,0	92,6	126,9	48,5	30,0	0,0	298,0
	Société immobilière du Québec	6 952,0	9 166,3	16 118,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conseil exécutif	Conseil exécutif	175,5	3 806,5	3 982,0	1 085,0	231,0	1 639,0	1 027,0	0,0	3 982,0
	Centre de la francophonie des Amériques	169,2	82,0	251,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission d'accès à l'information	35,0	439,8	474,8	111,0	67,0	226,8	70,0	0,0	474,8
	Commission de la capitale nationale du Québec	50,0	180,5	230,5	80,0	6,7	68,3	55,0	20,5	230,5
Culture et Communications	Culture et Communications	4 095,3	2 811,8	6 907,1	726,0	2 816,8	1 617,4	730,5	10,5	5 901,2
	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	6 770,1	3 295,0	10 065,1	419,6	3 463,2	3 995,2	3 006,5	405,6	11 290,1
	Conseil des arts et des lettres du Québec	695,3	434,9	1 130,2	240,2	96,0	704,8	89,2	0,0	1 130,2
	Conseil du patrimoine culturel du Québec	0,0	14,8	14,8	0,0	10,0	0,0	4,8	0,0	14,8
	Conservatoire de musique et d'art dramatique du	666,3	1 068,2	1 734,5	590,3	184,9	225,7	421,0	312,6	1 734,5
	Musée d'Art contemporain de Montréal	257,2	431,3	688,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Musée de la Civilisation	2 021,4	764,5	2 785,9	150,5	457,2	742,6	915,2	9,5	2 275,0
	Musée national des beaux-arts du Québec	600,0	453,3	1 053,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie du cinéma	250,0	520,5	770,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Société de développement des entreprises culturelles	691,2	528,2	1 219,4	75,9	276,5	675,5	177,0	14,5	1 219,4
	Société de la Place des Arts de Montréal	1 315,0	565,0	1 880,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Société de télédiffusion du Québec	2 492,0	2 567,5	5 059,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Société du Grand Théâtre de Québec	0,0	106,0	106,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	Développement durable, Environnement, Faune et	7 696,8	12 033,6	19 730,4	2 951,8	8 026,9	7 746,5	776,4	296,2	19 797,8
	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	43,0	229,1	272,1	47,7	8,0	143,4	70,0	3,0	272,1
	Fondation de la faune du Québec	6,3	88,3	94,6	0,0	22,8	61,0	4,5	6,3	94,6
	Société des établissements de plein air du Québec	881,4	1 660,8	2 542,2	0,0	215,0	1 942,2	385,0	0,0	2 542,2
	Société québécoise de récupération et de recyclage	911,0	737,7	1 648,7	110,0	123,0	290,0	352,0	36,0	911,0
Éducation, Loisir et Sport	Éducation, Loisir et Sport	8 158,1	26 770,1	34 928,2	1 065,0	14 071,0	12 773,0	6 761,6	594,6	35 265,2
	Commission consultative de l'enseignement privé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Emploi et Solidarité sociale	Emploi et Solidarité sociale	17 009,3	78 393,9	95 403,2	49 971,2	8 070,2	33 565,4	1 096,3	804,1	93 507,2
	Commission des partenaires du marché du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil de gestion de l'assurance parentale	0,0	0,0	0,0	2 842,0	2 513,5	2 165,9	0,0	0,0	7 521,4
	Conseil du statut de la femme	25,0	177,0	202,0	0,0	70,0	65,0	25,0	42,0	202,0
	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie des rentes du Québec	20 036,6	38 096,0	58 132,6	6 134,0	16 907,5	20 728,6	5 098,4	2 545,7	51 414,2
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	Enseignement supérieur, Recherche, Science et	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Centre de recherche industrielle du Québec	237,0	1 572,0	1 809,0	132,0	148,0	903,0	502,0	124,0	1 809,0
	Commission de l'éthique en science et en technologie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil supérieur de l'éducation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds de recherche du Québec - Nature et	378,5	539,5	918,0	22,4	292,0	369,3	224,1	10,2	918,0
	Fonds de recherche du Québec - Santé	636,6	730,5	1 367,1	37,7	491,1	444,2	377,0	17,1	1 367,1
	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	399,3	555,6	954,9	23,6	308,1	376,2	236,3	10,7	954,9
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	310,2	1 043,2	1 353,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Famille	Institut national des mines	5,0	98,2	103,2	0,0	98,2	0,0	5,0	0,0	103,2
	Famille	2 155,6	8 587,4	10 743,0	10 248,2	0,0	494,8	0,0	0,0	10 743,0
Finances et Économie	Finances et Économie	2 758,3	21 441,0	24 199,3	790,3	7 518,4	8 673,6	5 988,6	160,5	23 131,4
	Bureau de décision et de révision	4,5	185,0	189,5	61,4	0,0	92,6	35,5	0,0	189,5
	Financement-Québec	578,6	0,0	578,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Institut de la statistique du Québec	675,2	4 741,8	5 417,0	300,0	250,0	3 250,0	1 400,0	217,0	5 417,0
	Régie des installations olympiques	2 643,4	1 068,4	3 711,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Société de financement des infrastructures locales du	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Société du Centre des congrès de Québec	56,0	473,4	529,4	0,0	0,0	346,8	56,0	126,6	529,4
	Société du Palais des congrès de Montréal	2 415,6	2 087,9	4 503,5	0,0	737,4	798,5	2 336,2	631,4	4 503,5

Immigration et Communautés culturelles	Immigration et Communautés culturelles	11 500,0	5 955,3	17 455,3	2 584,7	7 954,4	5 256,0	1 607,7	52,5	17 455,3
	Commission de toponymie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil supérieur de la langue française	9,0	91,0	100,0	35,0	55,0	0,0	10,0	0,0	100,0
	Office québécois de la langue française	190,0	1 943,5	2 133,5	283,0	62,0	1 308,5	305,0	0,0	1 958,5
Justice	Justice	17 065,7	39 447,9	56 513,6	6 613,1	23 097,5	18 209,7	7 805,1	877,8	56 603,2
	Commission des droits de la personne et des droits de	130,0	1 105,3	1 235,3	120,0	225,0	682,3	198,0	10,0	1 235,3
	Commission des services juridiques	625,0	561,1	1 186,1	0,0	5,0	388,1	750,0	43,0	1 186,1
	Conseil de la justice administrative	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil de la magistrature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Directeur des poursuites criminelles et pénales	1 742,3	5 612,2	7 354,5	6 002,1	115,4	839,9	737,2	96,6	7 791,2
	Fonds d'aide aux recours collectifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Office de la protection du consommateur	90,6	1 004,9	1 095,5	407,6	126,0	392,5	155,1	14,3	1 095,5
	Office des professions du Québec	100,0	353,0	453,0	55,0	85,0	173,0	140,0	0,0	453,0
	Société québécoise d'information juridique	986,8	4 076,0	5 062,8	19,4	463,7	3 101,4	1 401,5	76,8	5 062,8
	Tribunal administratif du Québec	972,7	2 719,1	3 691,8	833,9	420,1	1 745,6	650,6	41,6	3 691,8
	Tribunal des droits de la personne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	Relations internationales, Francophonie et Commerce	841,6	4 845,0	5 686,6	203,1	3 245,5	3 586,9	592,2	146,8	7 774,5
	Office Québec-Amériques pour la jeunesse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Office Québec-Monde pour la jeunesse	54,0	276,0	330,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ressources naturelles	Ressources naturelles	20 232,0	60 270,3	80 502,3	12 913,0	28 413,2	23 308,7	15 419,6	216,5	80 271,0
	Régie de l'énergie	79,5	564,2	643,7	32,5	158,7	410,8	30,0	11,7	643,7
	Société de développement de la Baie-James	40,0	96,0	136,0	0,0	3,4	77,0	48,0	7,6	136,0
Santé et Services sociaux	Santé et Services sociaux	5 339,4	10 152,9	15 492,3	717,1	4 819,9	4 787,6	5 476,5	411,2	16 212,3
	Curateur public	11 500,0	4 850,2	16 350,2	1 191,2	7 926,8	5 599,8	1 335,4	27,0	16 080,2
	Régie de l'assurance maladie du Québec	24 602,0	68 406,4	93 008,4	5 925,4	24 909,8	36 108,7	10 743,4	15 320,5	93 007,8

Sécurité publique	Sécurité publique	26 909,3	18 772,2	45 681,5	5 942,7	6 684,7	11 143,2	14 073,5	274,7	38 118,8
	Comité de déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commissaire à la déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commissaire à la lutte contre la corruption	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission québécoise des libérations conditionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Coroner	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	École nationale de police du Québec	492,1	1 087,2	1 579,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	École nationale des pompiers du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie des alcools, des courses et des jeux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Sûreté du Québec	19 655,4	22 222,6	41 878,0	4 251,9	11 027,8	11 338,1	15 034,2	226,0	41 878,0
Transports	Transports	28 798,7	44 181,4	72 980,1	4 010,0	31 651,0	21 443,0	13 815,7	0,0	70 919,7
	Agence métropolitaine de transport	9 450,9	10 383,2	19 834,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission des transports du Québec	446,0	2 280,0	2 726,0	514,6	211,5	1 518,7	185,2	0,0	2 430,0
	Société de l'assurance automobile du Québec	54 604,9	73 906,3	128 511,2	9 706,0	62 767,2	39 277,7	11 430,7	8 754,7	131 936,3
	Société des Traversiers du Québec	2 116,2	1 389,6	3 505,8	350,0	1 795,1	500,7	787,5	72,5	3 505,8
Travail	Travail	0,0	1 580,4	1 580,4	1 460,4	0,0	120,0	0,0	0,0	1 580,4
	Commission de la santé et de la sécurité du travail	28 904,4	75 567,6	104 472,0	0,0	49 030,4	30 898,0	8 497,0	17 725,0	106 150,4
	Commission de l'équité salariale	149,3	1 102,0	1 251,3	567,2	204,3	403,2	57,1	19,5	1 251,3
	Commission des lésions professionnelles	853,0	3 382,4	4 235,4	873,0	808,5	1 715,9	838,0	0,0	4 235,4
	Commission des normes du travail	1 304,9	8 289,5	9 594,4	1 176,4	1 719,0	4 204,9	2 392,9	101,2	9 594,4
	Commission des relations du travail	650,0	1 080,1	1 730,1	1 420,8	40,0	249,3	20,0	0,0	1 730,1
	Régie du bâtiment du Québec	2 128,0	7 526,2	9 654,2	8 597,0	270,0	677,2	105,0	5,0	9 654,2
Total général		525 408,5	1 224 975,9	1 750 384,4	182 130,4	695 291,9	449 668,0	218 449,4	142 933,9	1 688 473,6

Note 3 : L'écart de 61 910,8 K\$ entre les dépenses budgétées et celles programmée s'explique par une sous-programmation des dépenses en RI de la part des ministères et organismes publics

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 77 - Jeunes

Initiatives mises en place pour accroître la présence des jeunes dans le secteur public pour les ministères et organismes. Somme dépensée pour chacune des initiatives pour 2012-2013 et 2013-2014.

Campagnes de recrutement auprès des établissements d'enseignement

Dans le but de disposer de candidats pour répondre aux besoins de main-d'œuvre dans différents corps d'emplois et dans toutes les régions du Québec, la fonction publique tient des concours de recrutement auprès des étudiants finissants. Ainsi, la campagne annuelle de recrutement universitaire 2013 s'est tenue du 16 septembre au 11 octobre 2013. La campagne a été soutenue par un affichage sur le réseau Zoom Média, incluant également des super bannières. Cette campagne publicitaire a été produite au coût de 41 238,00. La campagne de recrutement collégial a eu lieu du 3 au 28 février 2014 et celle du recrutement secondaire a eu lieu du 13 au 27 mai 2013. Il n'y a eu aucune campagne publicitaire entourant ces recrutements.

Le programme Ambassadeurs

Le programme Ambassadeurs repose sur la participation des employés de la fonction publique qui sont mandatés afin d'agir à titre d'ambassadeurs auprès de diverses clientèles notamment les étudiants qui constituent la relève dans la fonction publique. Leur rôle principal est de partager leur propre expérience, de présenter la nature du travail réalisé et d'expliquer leur contribution dans le développement du Québec. En 2013, nous avons mis en place la phase 4, c'est-à-dire les emplois d'agents de secrétariat, de techniciens en droit et d'évaluateurs agréés.

Portail carrières

Dans la foulée de l'adoption du projet de Loi n° 41, Loi modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation et de la venue du système de dotation en ligne SGR3, des travaux entourant la refonte du portail Carrières ont été amorcés dès juin 2013. Par cette refonte, nous souhaitons mettre en place un site convivial et moderne répondant aux standards des chercheurs d'emplois. Bien que la plupart des livrables soient produits à l'interne, le Secrétariat du Conseil du trésor a fait appel à un fournisseur externe, la firme Sigmund, pour deux livrables, soit une analyse stratégique du portail Carrières ainsi que les tests d'utilisabilité du portail qui permettront d'évaluer la navigation du nouveau site avant sa mise en ligne. Le contrat octroyé à Sigmund totalise 19 250,00.

Le CV employeur

Tel qu'indiqué au *Plan d'action en gestion des ressources humaines 2012-2015*, un CV employeur a été rédigé à l'interne. En juin 2013, le CV employeur a été ajouté au portail Carrières ainsi qu'à la page LinkedIn du Gouvernement du Québec qui permet de faire connaître les avantages distinctifs de la fonction publique comme employeur.

Stratégie étudiants et stagiaires

Mise en place d'une stratégie pour favoriser l'embauche d'étudiants et de stagiaires et maximiser leur expérience et leur apport à la fonction publique. Des outils ont été mis à la disposition des ministères et organismes pour accentuer l'embauche de stagiaires comme un guide des bonnes pratiques destiné aux superviseurs de stage, un bottin des stages développé au SCT pour faciliter la recherche de stagiaires, fiches d'information destinées aux stagiaires, etc. La stratégie est prévue au Plan d'action en gestion des ressources humaines 2012-2015 de la fonction publique. Puisque tous ces outils ont été produits à l'interne, il n'y a pas eu de coût de développement.

Directive concernant les emplois étudiants et les stages dans la fonction publique

Plusieurs modifications ont été apportées à la directive afin de faciliter son application dans les ministères et organismes. Par exemple, la possibilité pour les ministères et organismes d'embaucher un étudiant plus de 14 heures par semaine durant la période des Fêtes, étant donné leur grande disponibilité. Cet ajout répond mieux aux besoins de main-d'œuvre de la fonction publique et favorise la rétention des étudiants qui ont plus de disponibilités et qui désirent se trouver un emploi offrant plus d'heures de travail durant ces périodes. Le financement de ces nouvelles dispositions se fait à même les enveloppes ministérielles existantes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 77 - Jeunes

Initiatives mises en place pour accroître la présence des jeunes dans le secteur public pour les ministères et organismes. Somme dépensée pour chacune des initiatives pour 2012-2013 et 2013-2014.

Représentants de la fonction publique sur campus

Des représentants désignés par le Centre de services partagés du Québec assurent une présence spécifiquement dans les lieux d'enseignement de Québec et de Montréal. Cette démarche permet de mieux faire connaître les avantages distinctifs et la diversité des emplois que propose la fonction publique québécoise. Les représentants participent à certaines activités de représentations promotionnelles sur les campus parmi les quelques 160 activités de promotion de la fonction publique comme employeur.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 80 - Mesures de contrôle de dépenses

Pour les années comprises entre 2009-2010 jusqu'à 2013-2014, veuillez indiquer précisément et ce par ministère, organisme et entités quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.

Voir demande de renseignements généraux numéro G34.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 82 - Projets inscrits au PQI

Indiquer le coût estimé, le coût réel et l'écart de coûts, pour tous les projets qui ont été inscrits au PQI depuis sa création et qui ont été réalisés.

L'évolution des besoins pour un projet se précise tout au long de son analyse. Cet examen fait en sorte qu'on ne peut comparer des coûts estimés de façon préliminaire aux coûts réels finaux sans avoir le détail des explications pertinentes.

Par ailleurs, en adoptant, en février 2014, la directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructures publique (projets de plus de 50,0 M\$, sauf pour les infrastructures routières dont le montant a été établi à 100,0 M\$), le gouvernement s'est doté d'un processus rigoureux d'autorisation et de suivi de ses projets. Plusieurs étapes d'analyse sont requises et permettent d'assurer une planification selon les meilleures pratiques, limitant les dépassements de coûts.

Ainsi, tous les dossiers majeurs doivent franchir les étapes d'analyse et de planification des projets suivantes :

Mise à l'étude

Le ministre responsable du projet demande sa mise à l'étude accompagnée d'une fiche d'avant-projet contenant notamment :

- La description sommaire du besoin
- L'estimation préliminaire du coût de l'étude et du coût du projet

Une autorisation positive du Conseil des ministres est requise pour poursuivre à l'étape suivante et réaliser un dossier d'opportunité. Le dossier est alors inscrit au PQI dans la catégorie « À l'étude ».

Planification

Lorsque l'étude est concluante et autorisée par le Conseil des ministres, le ministère poursuit le projet en élaborant un dossier d'opportunité.

L'élaboration du dossier d'opportunité doit permettre d'apprécier la pertinence du projet et de recommander la meilleure option à long terme. Il doit notamment comporter les éléments suivants :

- La détermination et l'évaluation des options possibles
- Le choix et la justification de la meilleure option à long terme
- L'estimation du coût total du projet

Une autorisation positive du Conseil des ministres est requise pour poursuivre à l'étape suivante et réaliser un dossier d'affaires. Le dossier est alors inscrit au PQI dans la catégorie « En planification ».

Réalisation

Lorsque le dossier d'opportunité est autorisé par le Conseil des ministres, le ministère poursuit le projet en élaborant un dossier d'affaires.

Le dossier d'affaires doit présenter, en détail, la meilleure option à long terme ainsi que le plan de gestion de projet. Il comporte notamment :

- La description du besoin et les exigences du projet
- La portée du projet et l'analyse des exigences fonctionnelles et techniques
- L'analyse des risques et l'estimation du coût total du projet
- L'échéancier du projet

Une autorisation positive du Conseil des ministres est requise pour réaliser le projet. Le dossier est alors inscrit au PQI dans la catégorie « En réalisation ».

Le montant alors inscrit au regard du projet correspond à l'investissement maximal du gouvernement pour la réalisation du projet.

De plus, toute modification significative d'un projet doit être autorisée par le Conseil des ministres à l'égard des paramètres suivants :

- Le coût total du projet;
- La stratégie de financement du projet;
- La portée du projet;
- L'échéancier du projet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 83 - Projets sous-évalués inscrits au PQI

Liste et valeur des projets sous-évalués inscrits au dernier PQI
<p>Aucun projet majeur inclut au PQI 2014-2024 n'est sous-évalué. Le processus d'analyse des projets majeurs est décrit à la demande particulière numéro 97 du deuxième groupe d'opposition.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 84 - Projets ajoutés au PQI au cours des 3 dernières années

La liste de tous les projets qui ont été ajoutés au cours des trois dernières années au PQI

Voici la liste des projets qui ont été ajoutés au PQI 2014-2024 :

Nouvelles mises à l'étude

- Élargissement de l'autoroute Henri-IV à Québec
- Réaménagement de l'autoroute 85 - phase III
- Recouvrement de l'autoroute Ville-Marie
- Amélioration des accès au port de Montréal – Prolongement boulevard l'Assomption
- Amélioration des accès au port de Montréal – Prolongement de l'avenue Souigny
- Amélioration des accès au port de Montréal – Réaménagement de la sortie Sherbrooke de l'autoroute 25
- Réfection de l'autoroute métropolitaine
- Réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine
- Boulevard urbain de l'Ouest-de-l'Île de Montréal
- Raccordement du boulevard Cavendish
- Tunnel Vendôme
- Contournement ferroviaire de Lac-Mégantic
- Faisabilité du pôle logistique de la Montérégie
- Modernisation et agrandissement de l'Hôpital de Verdun
- Réaménagement de l'Hôpital Royal Victoria
- Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière)
- Nouveau lien ferroviaire vers la fosse du Labrador

Nouveaux projets de 50 M\$ et plus inscrits au PQI 2014-2024 aux catégories « En planification » et « En réalisation »

- Réseau de transport de la Capitale – Construction d'un nouveau centre de service
- Réfection de la station d'épuration de Gatineau
- Réfection de la route de la Baie-James
- Société de transport de Montréal – Reconstruction du complexe Crémazie
- 3 000 unités de logement supplémentaire
- Ajout de classes
- Politique nationale du sport et de l'activité physique
- Transfert aux municipalités (SOFIL)
 - Pour les infrastructures municipales
 - Pour le transport collectif
- Stratégie numérique culturelle
- Stratégie nationale de mobilité durable

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 85 - Projets remis en question par le CT

Liste des projets remis en question par le gouvernement et coûts liés au retardement de chacun des projets
<p>Aucun projet majeur n'est remis en question par le gouvernement. Les projets qui ont été retirés du PQI 2013-2023 ne sont pas abandonnés définitivement. Il s'agit d'une action qui permet au gouvernement de se donner le temps de bien analyser ces projets en vue d'évaluer les suites appropriées.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 87 - Projets financés par un ministère et par un fonds

Liste des projets financés en partie par un ministère et en partie par un fonds.

La contribution gouvernementale aux investissements présentés au PQI 2014-2024 est effectuée pour la plus grande part à partir des crédits budgétaires alloués aux ministères et organismes, exception faite notamment de la contribution effectuée par le Fonds des réseaux de transport terrestre (FoRT).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 88 - Projets retirés du PQI dans les 3 dernières années

Liste des projets retirés du PQI dans les 3 dernières années et état de situation pour chacun d'eux.

Les projets qui ont été retirés du PQI 2013-2023 ne sont pas abandonnés définitivement. Il s'agit d'une action qui permet au gouvernement de se donner le temps de bien analyser ces projets en vue d'évaluer les suites appropriées.



**Demandes non
répondues**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NON RÉPONDUE

# demande 2014-2015	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
5	Formation en communication	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; - le but recherché par chaque dépense. Organisée par une firme externe : - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; - le nom de la ou des firmes de publicité; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - les noms des fournisseurs ou des consultants; - le but visé par chaque dépense.	Demande répondue par la P02 (2e)
6	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés: - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; - le but visé par chaque dépense.	Demande répondue par la P02 (2e)
10	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Demande répondue par la G07
11	Consultants externes	Le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.	Demande non pertinente
15d	Réserve de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;	Demande non pertinente
15g	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;	Demande non pertinente
15h	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	Demande non pertinente
23	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2013-2014	Demande non pertinente

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NON RÉPONDUE

# demande 2014-2015	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
27	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, depuis le 1er avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: la liste; les mandats; les contrats octroyés pour chaque mandat; le résultat du travail effectué; les échéances prévues; les sommes impliquées.	Demande répondue par la G07 et G10
30	Mandats membres Conseil des ministres	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 : le coût (déplacements, etc.); le nombre de ressources affectées; le nombre de rencontres; le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.	Demande répondue par la G01 et G02
40	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; fournir la liste des salaires versés à chaque personne.	Demande non pertinente
44	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme;	Demande répondue par la G15c et G15f

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENT PARTICULIERS NON RÉPONDUE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# demande 2014-2015	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
1	Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI	Indiquer la prévision de sommes dépensés pour 2014-2015 par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	Demande répondue par la P03 (2e)
3	Programmes non reconduits en 2014-2015	Liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2013-2014 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2014-2015 dans le cadre des crédits déposés le 4 juin 2014. Pour chacun de ces programmes, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2014-2015 en incluant les programmes qui ont été abolis et dont la dépense sera nulle. (Le total du coût de reconduction des programmes visés correspond au montant de 6,1 G\$ indiqué à la page A.27 du plan budgétaire 2014-2015 et le total des coûts non reconduits correspondant au montant de 3,2 G\$ apparaissant à la même page.)	Demande non pertinente
4	Dépenses en 2014-2015 - applications du cran d'arrêt	Liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt)	Demande non pertinente
5	Organismes et agences; membres C.A.	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2013-2014 indiquer : a. La liste des employés et des membres du conseil d'administration; b. La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d. Leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	Demande non pertinente
6	Compressions	Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes et fonds sous sa juridiction pour l'année 2014-2015.	Demande répondue par la G34.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENT PARTICULIERS NON RÉPONDUE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# demande 2014-2015	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
7	Membres bureau de présidence	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : a. Nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents; b. Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c. Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; d. Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.	Cette demande ne concerne pas le Secrétariat du Conseil du trésor
10	Effectifs permanents	Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1er mars 2010, 2011, 2012 et 2013.	Demande répondue par la P14 (2e).
20	Écarts salariaux fonction publique versus autres provinces	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leur équivalent des autres provinces.	Demande répondue par la P47a), b), c), d), e) - (2e)
22	Documents Luc Godbout et Claude Montmarquette	Copie de tous les documents remis à Luc Godbout et Claude Montmarquette afin de remplir le mandat confié par le gouvernement au printemps 2014 concernant l'état des finances publiques.	Demande non pertinente
23	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2013-2014, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	Demande répondue par la P02 Opp off

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENT PARTICULIERS NON RÉPONDUE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

# demande 2014-2015	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
1	Organismes et agences; membres C.A.	Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer : - la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; - la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ; - leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.	Demande non pertinente
4	Comités interministériels	Liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2013-2014 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2014-2015 dans le cadre des crédits déposés le 4 juin 2014. Pour chacun de ces programmes, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2014-2015 en incluant les programmes qui ont été abolis et dont la dépense sera nulle. (Le total du coût de reconduction des programmes visés correspond au montant de 6,1 G\$ indiqué à la page A.27 du plan budgétaire 2014-2015 et le total des coûts non reconduits correspondant au montant de 3,2 G\$ apparaissant à la même page.)	Demande répondue par la P02 Opp off
6	Compressions financières selon le Plan de retour à l'équilibre budgétaire	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisés et à venir.	Demande répondue par la G34
9	Contrats en traduction	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	Demande répondue par la G07
10	Baux SIQ	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 et 2013-2014.	Demande répondue par la G17
24	Hausse taxes, impôt	Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes : - Hausse des taxes spécifique sur le tabac - Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées - Hausse de la contribution des institutions financières - Hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000\$ - Hausse des tarifs de garderies; - Hausse des tarifs d'Hydro-Québec; - Privatisation de la Société des alcools du Québec (SAQ) - Privatisation d'Hydro-Québec.	Demande répondue par le Ministère des Finances

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENT PARTICULIERS NON RÉPONDUE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

# demande 2014-2015	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
27	Économies > 1M	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre) pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.	Demande répondue par la P26
38	Coûts de système M/O	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2013-2014, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	Demande répondue par la P15 Opp off
40	Service de consultation en informatique	Fournir, pour les exercices compris entre 2009-2010 et 2013-2014, les montants dépensés par ministère et organisme en service de consultation en informatique.	Demande répondue par la P76 (2e)
44	Liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les plus couteuses	Fournir, pour les exercices compris entre 2009-2010 et 2013-2014, une liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les plus couteuses, comprenant le nom de l'agence/firme ayant décroché le contrat et le montant déboursé par le gouvernement du Québec.	Demande répondue par la P12 (2e).
48	Unités autonomes	Nombre d'unités autonomes de services propre à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle.	Demande répondue par la P11 Opp off
49	Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement	Pour l'année 2012-2013 et 2013-2014 nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophone, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : - Le nombre d'employés ayant obtenu en 2012-2013 et 2013-2014 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.	Demande répondue par la P13 Opp off
50	Dépenses annuelles en informatique	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014, fournir les dépenses annuelles en informatique pour chacun des ministères et organismes budgétaires	Demande répondue par la P76 (2e)
62	Crédits prévus dans les « dépenses financées par le régime fiscal »	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.	Demande répondue par le Ministère des Finances
63	Crédits réellement dépensés - «dépenses financées par le régime fiscal »	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.	Demande répondue par le Ministère des Finances
64	Crédits prévus dans les «ajustements de consolidation »	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues dans les «ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.	Demande répondue par le Ministère des Finances
65	Crédits réellement dépensés - «ajustements de consolidation »	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.	Demande répondue par le Ministère des Finances
66	Tableau comparatif - dépenses consolidées versus dépenses budgétaires	Afin de rendre comparable les dépenses consolidées pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015, avec celle des dépenses budgétaires produisez un tableau illustrant dans des colonnes différentes les dépenses budgétaires, la valeur des crédits des fonds spéciaux, les crédits alloués aux organismes autres que budgétaires, les crédits accordés aux réseaux de la Santé et de l'Éducation, les comptes à fin déterminés, les dépenses financées par le régime fiscal et les ajustements de consolidation.	Demande répondue par le Ministère des Finances
67	Équité salariale; état de situation	Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.	Demande répondue par la P14 Opp off

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENT PARTICULIERS NON RÉPONDUE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

# demande 2014-2015	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
70	Logiciel libre	Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant l'utilisation du logiciel libre.	Demande répondue par la P27 Opp off
71	Dirigeants réseaux de l'information	Nom de chacun des dirigeants du réseau de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.	Demande répondue par P17 Opp off
72	Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles	Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2012-2013 et 2013-2014.	Demande répondue par la P18 Opp off
74	Liste des organismes / Art. 14 Loi sur la gouvernance	Liste des organismes ayant soumis en 2012-2013 et en 2013-2014 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Demande répondue par la P19 Opp off
78	Concours de recrutement	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus en 2012-2013 et en 2013-2014 avec, pour chacun de ces concours : - Le nombre de postes offerts - Le nombre de postulants - La date - La nature réservée ou non - Le taux de réussite - La répartition par région administrative - La date de publication des résultats	Demande répondue par la P25 Opp off
79	Minorités visibles postulant à des concours	Pour chacun des concours précédant, mentionner : - Le nombre de postulant issu de communautés culturelles - Le nombre de personnes handicapées - Le nombre d'anglophone - Le nombre d'autochtones - Le nombre de ieune de 35 ans et moins	Demande répondue par la P26 Opp off
81	Projets > 25M\$	Concernant le Plan Québécois des Infrastructure (PQI), donnez une liste indiquant la valeur et l'état d'avancement de tous les projets inclus dans le plan valant plus de 25M \$, ventilé par région administrative, par secteur d'activité et en indiquant le niveau de priorité de ces projets	Demande répondue par la P21 Opp off
P86	Projets remis en question par le CT	Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets	Demande identique à la P85 (2e)

